

**SUPREME COURT
OF CANADA**



**COUR SUPRÊME
DU CANADA**

**BULLETIN OF
PROCEEDINGS**

**BULLETIN DES
PROCÉDURES**

This Bulletin is published at the direction of the Registrar and is for general information only. It is not to be used as evidence of its content, which, if required, should be proved by Certificate of the Registrar under the Seal of the Court. While every effort is made to ensure accuracy, no responsibility is assumed for errors or omissions.

Ce Bulletin, publié sous l'autorité du registraire, ne vise qu'à fournir des renseignements d'ordre général. Il ne peut servir de preuve de son contenu. Celle-ci s'établit par un certificat du registraire donné sous le sceau de la Cour. Rien n'est négligé pour assurer l'exactitude du contenu, mais la Cour décline toute responsabilité pour les erreurs ou omissions.

Subscriptions may be had at \$200 per year, payable in advance, in accordance with the Court tariff. During Court sessions it is usually issued weekly.

Le prix de l'abonnement, fixé dans le tarif de la Cour, est de 200 \$ l'an, payable d'avance. Le Bulletin paraît en principe toutes les semaines pendant les sessions de la Cour.

The Bulletin, being a factual report of recorded proceedings, is produced in the language of record. Where a judgment has been rendered, requests for copies should be made to the Registrar, with a remittance of \$10 for each set of reasons. All remittances should be made payable to the Receiver General for Canada.

Le Bulletin rassemble les procédures devant la Cour dans la langue du dossier. Quand un arrêt est rendu, on peut se procurer les motifs de jugement en adressant sa demande au registraire, accompagnée de 10 \$ par exemplaire. Le paiement doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

CONTENTS**TABLE DES MATIÈRES**

Applications for leave to appeal filed	1074 - 1075	Demandes d'autorisation d'appel déposées
Applications for leave submitted to Court since last issue	1076 - 1081	Demandes soumises à la Cour depuis la dernière parution
Oral hearing ordered	-	Audience ordonnée
Oral hearing on applications for leave	-	Audience sur les demandes d'autorisation
Judgments on applications for leave	1082 - 1093	Jugements rendus sur les demandes d'autorisation
Judgment on motion	-	Jugement sur requête
Motions	1094 - 1099	Requêtes
Notices of appeal filed since last issue	-	Avis d'appel déposés depuis la dernière parution
Notices of intervention filed since last issue	-	Avis d'intervention déposés depuis la dernière parution
Notices of discontinuance filed since last issue	-	Avis de désistement déposés depuis la dernière parution
Appeals heard since last issue and disposition	-	Appels entendus depuis la dernière parution et résultat
Pronouncements of appeals reserved	1100	Jugements rendus sur les appels en délibéré
Rehearing	-	Nouvelle audition
Headnotes of recent judgments	1101 - 1122	Sommaires des arrêts récents
Weekly agenda	1123	Ordre du jour de la semaine
Summaries of the cases	-	Résumés des affaires
Cumulative Index - Leave	1124 - 1139	Index cumulatif - Autorisations
Cumulative Index - Appeals	1140 - 1142	Index cumulatif - Appels
Appeals inscribed - Session beginning	-	Appels inscrits - Session commençant le
Notices to the Profession and Press Release	-	Avis aux avocats et communiqué de presse
Deadlines: Motions before the Court	-	Délais: Requêtes devant la Cour
Deadlines: Appeals	1143	Délais: Appels
Judgments reported in S.C.R.	-	Jugements publiés au R.C.S.

**APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL FILED**

Daniel Robert Dow
Joseph J. Blazina
McCullough Parsons

v. (27299)

Her Majesty the Queen (B.C.)
John Gordon
Attorney General of B.C.

FILING DATE 1.6.1999

André L'Heureux
Jean-Philippe Gervais
Gervais et Gervais

c. (27350)

**Jean Fortin, ès-qualité de syndic à la faillite de
André L'Heureux (Qué.)**
Pierre Bourque, c.r.

DATE DE PRODUCTION 14.6.1999

David K. Morris
Mark Zigler
Koskie Minsky

v. (27354)

The Attorney General of Canada (F.C.A.)
Janice Rodgers
Attorney General of Canada

FILING DATE 14.6.1999

Dominion Bridge Inc.
Dennis P. Ball, Q.C.
MacPherson Leslie & Tyerman

v. (27355)

Her Majesty the Queen et al. (Sask.)
Garry J. Moran
Attorney General of Saskatchewan

FILING DATE 14.6.1999

**DEMANDES D'AUTORISATION
D'APPEL DÉPOSÉES**

Total Leisure R.V. Manufacturing Ltd.
Jeffrey F. Harris
Myers Weinberg Kussin Weinstein Pollack

v. (27357)

Olympic Building Systems Ltd. et al. (Man.)
Ralph D. Neuman
Taylor McCaffrey

FILING DATE 14.6.1999

Dennis Gordon
Joe Aiello
Phillips Aiello Boni

v. (27358)

Winnipeg Canoe Club et al. (Man.)
William S. Gange
Suche Gange

FILING DATE 14.6.1999

De-Jai Holdings Inc. et al.
David Johnson

v. (27364)

The Corporation of the City of Guelph (Ont.)
H. Wayne Snyder
Madorin, Snyder

FILING DATE 18.6.1999

Marion Elaine McDonald et al.
Marion Elaine McDonald

v. (27365)

Patrick J. Lesage et al. (Ont.)
Leslie McIntosh
Min. of the Attorney General

FILING DATE 18.6.1999

Casmer J. Stanwick
Casmer J. Stanwick

v. (27366)

Her Majesty the Queen (F.C.A.)
Eleanor H. Thorn
Dept. of Justice

FILING DATE 22.6.1999

2859-8803 Québec Inc.
Olivier Laurendeau
Laurendeau, Herbert

c. (27368)

Jean Fortin & Associés Inc. et al. (Qué.)
Bernard Boucher
Brouillette Charpentier Fortin

DATE DE PRODUCTION 21.6.1999

Commission scolaire d'Iberville
Jean-Claude Girard
Pothier Delisle, s.e.n.c.

c. (27369)

Syndicat de l'enseignement du Haut-Richelieu et al. (Qué.)
Jacques Daigle
Lapierre, St-Denis & Associés

DATE DE PRODUCTION 21.6.1999

Merck Frosst Canada Inc. et al.
Robert P. Charlton
Ogilvy Renault s.e.n.c.

v. (27370)

The Minister of National Health and Welfare et al. (F.C.A.)
F.B. Woyiwada
Attorney General of Canada

FILING DATE 21.6.1999

JUNE 28, 1999 / LE 28 JUIN 1999

**CORAM: Chief Justice Lamer and McLachlin and Iacobucci JJ. /
Le juge en chef Lamer et les juges McLachlin et Iacobucci**

Bruce Douglas Peters

v. (27263)

Her Majesty the Queen (Crim.)(B.C.)

NATURE OF THE CASE

Criminal law - Second degree murder - Defences - Defence of provocation - Jury - Charge to the Jury - Whether the trial judge erred in his instructions on provocation by failing to provide adequate instructions on the use that could be made of the *Criminal Code* provisions which they had been provided.

PROCEDURAL HISTORY

April 24, 1997 Supreme Court of British Columbia (Parrett J.)	Conviction: second degree murder
March 1, 1999 Court of Appeal for British Columbia (McEachern C.J., Prowse and Hall JJ.A.)	Appeal dismissed
April 22, 1999 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

**Jacques Chabot, Gilles Champagne, Richard Landry, Jocelyne Lapointe,
Normand Lemyre, Luce Morin, Tuy Nguyen, Lise Provencher, Germain Bouffard,
Jacques Gagnon, Nicole Lafleur, Gaëtan Poirier**

c. (26973)

Marcel Gauthier (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit du travail - Compétence - Arbitrage - Convention collective - Employeur et employé - Dommages-intérêts - Exception déclinatoire - Litige entre coemployés syndiqués - L'arbitre de griefs a-t-il compétence *ratione personae* pour statuer sur tout litige entre coemployés qui résulte de l'application, de l'administration, de l'interprétation ou de l'inexécution de la convention collective et donc de sa compétence *ratione materiae* au sens des arrêts *St. Anne Nackawic Pulp & Paper c. SCTP*, *Weber c. Ontario Hydro* et *Nouveau-Brunswick c. O'Leary*? En d'autres termes, dans quels cas une loi sur les relations de travail qui prévoit une clause d'arbitrage obligatoire empêche les coemployés, cadres et salariés syndiqués, d'intenter des actions en justice les uns contre les autres? - Dans le cas en l'espèce, le litige opposant les demandeurs et l'intimé découle-t-il, dans son essence, de la convention collective suivant les principes établis par cette honorable Cour dans les arrêts *St. Anne Nackawic Pulp, Weber*, et *O'Leary*?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 5 juillet 1996
Cour supérieure du Québec (Bergeron j.c.s.)

Requêtes en moyen déclinatoire et en irrecevabilité
accueillies; action du demandeur rejetée

Le 22 septembre 1998
Cour d'appel du Québec
(Dussault et Robert jj.c.a et Zerbisias j.c.a.(*ad hoc*))

Appel de l'intimé accueilli en partie; appel contre le
CÉGEP de Lévis-Lauzon rejeté; jugement de première
instance infirmé en partie; requête quant au CÉGEP
maintenue et continuation du recours devant l'arbitre
ordonnée; requête quant aux demandeurs rejetée

Le 18 novembre 1998
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation déposée

La Fraternité des policiers et policières de Longueuil Inc.

c. (27005)

Ville de Longueuil

- et -

Me André Sylvestre (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit administratif - Droit municipal - Police - Déontologie policière - Règlement de discipline - Compétence de l'arbitre - Arbitrage - Conflit de juridiction - Double pénalité - Conflit opérationnel - Lorsqu'un policier est, pour les mêmes faits, l'objet d'une enquête du Commissaire à la déontologie policière, suivie d'une citation devant le Comité de déontologie policière et l'objet d'une mesure disciplinaire de son employeur, en l'occurrence un congédiement, sommes-nous en présence d'un conflit de juridiction et dans l'affirmation comment doit-il se solutionner? - *Loi sur l'organisation policière*, L.R.Q. ch. O-8.1, art. 35, 130, 134, 169 - *Code de déontologie des policiers du Québec*, R.R.Q., ch. O-8.1, r.1, art. 1, 5 à 11.

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 25 mars 1996
Cour supérieure du Québec (Turmel j.c.s.)

Requête en révision judiciaire rejetée

Le 1^{er} octobre 1998
Cour d'appel du Québec
(Baudouin, Proulx et Biron [*ad hoc*] jj.c.a.)

Appel rejeté

Le 30 novembre 1998
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

**CORAM: L'Heureux-Dubé, Gonthier and Bastarache JJ. /
Les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier et Bastarache**

R.H.

c. (27264)

J.C. (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit de la famille - Divorce - Partage des biens - Pensions - Société d'acquêts - La Cour d'appel, à la majorité, a-t-elle omis d'interpréter des mentions essentielles de l'article troisième du contrat de mariage intervenu entre les parties? - La Cour d'appel, à la majorité, a-t-elle erré en assimilant la participation à des régimes de retraite à une catégorie de biens pouvant former l'objet d'une activité contractuelle alors que la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, L.R.C. (1985), ch. 32 (2e suppl.) l'interdit? - La Cour d'appel, à la majorité, a-t-elle erré en appliquant les dispositions de la *Loi sur le partage des prestations de retraite*, L.C. 1992, ch. 46, en matière de société d'acquêts? - La conclusion déclaratoire du jugement majoritaire de la Cour d'appel est-elle bien fondée? - Le jugement majoritaire mène-t-il à des conséquences impossibles ou incongrues?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 11 novembre 1996
Cour supérieure du Québec
(Mireault j.c.s.)

Action en divorce de l'intimée accueillie en partie;
défense et demande reconventionnelle du demandeur
accueillies en partie

Le 22 février 1999
Cour d'appel du Québec
(LeBel, Brossard [dissident] et Letarte [*ad hoc*] jj.c.a.)

Appel accueilli en partie

Le 23 avril 1999
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

Association des entrepreneurs en intercommunication du Québec, Astral Télécom Ltée, Audio Service Stéphane Inc., Audioval Inc., Datafax Inc., Inter-Vox Inc., L.R.S. Communications Inc., Maxi-Vox, Micro-Vox Inc., Nedco Division de Westburne Québec Inc., Optivision Canada Ltée, Perron Radio Service Inc., Standard Ltée, Charles-Édouard Lamothe Inc. faisant affaires sous la raison sociale de St-Maurice Intercom et Téléphone, Voxtronique Ltée, White Radio Ltd., Zigue Ltée

c. (26995)

Gilles Gaul, ès-qualité de commissaire de la construction

- et -

**Commission de la construction du Québec, F.T.Q. Construction et
Association des entrepreneurs en construction du Québec (Qué.)**

NATURE DE LA CAUSE

Droit administratif - Contrôle judiciaire - Norme de contrôle - Législation - Textes réglementaires - Interprétation - Art. 1f) de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main d'oeuvre dans l'industrie de la construction*, L.R.Q., ch. R-20 (la "Loi") - Art. 1 du *Règlement d'application de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction*, R.R.Q. ch. R-20, r.1. (le "Règlement") - Décision du commissaire de la construction que les travaux d'intercommunication des demandereses sont visés par la définition de "construction" à l'art. 1f) de la Loi - Quelle est la norme de contrôle applicable aux décisions du commissaire de la construction relatives au champ d'application de la Loi? - Les travaux d'intercommunication sont-ils visés par la définition de "construction" contenue dans la Loi et dans le Règlement?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 21 janvier 1994 Cour supérieure du Québec (Viau j.c.s.)	Requête en évocation et en mandamus rejetée
Le 30 septembre 1998 Cour d'appel du Québec (Mailhot, Rousseau-Houle, et Deschamps jj.c.a.)	Appel rejeté
Le 27 novembre 1998 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

**CORAM: Major, Bastarache and Binnie JJ. /
Les juges Major, Bastarache et Binnie**

Bohdan Kopij

v. (27074)

**The Corporation of the Municipality of
Metropolitan Toronto (Ont.)**

NATURE OF THE CASE

Labour law - Constructive dismissal - Employee at pleasure - Damages - Whether the duty of procedural fairness is owed to a statutory employee at pleasure when his or her employment is constructively terminated - Whether damages may be awarded in situations where there is a failure to give procedural fairness to an employee who is constructively or otherwise terminated.

PROCEDURAL HISTORY

June 28, 1996 Ontario Court of Justice (General Division) (Feldman J.)	Action for damages for breach of procedural fairness and mental distress granted
November 10, 1998 Court of Appeal for Ontario (McMurtry, Abella, and O'Connor JJ.A.)	Appeal allowed; action dismissed
January 8, 1999 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

The Minister of National Revenue

v. (27066)

Grand Chief Michael Mitchell
also known as Kanantakeron (F.C.A.)(Ont.)

NATURE OF THE CASE

Indians - Aboriginal rights - Right to bring goods into Canada for personal or community use, or for non-commercial scale trade with First Nation Communities in Ontario or Quebec, without paying any duty or taxes on the goods to the Government of Canada - Whether such an aboriginal right was reconcilable with the sovereignty of the Crown - Whether such an aboriginal right had not been extinguished by the *Customs Act* - Whether an aboriginal right to an exemption or immunity from any duty or tax had been extinguished by section 49 of *An Act to Amend the Income Tax Act and the Income War Tax Act*, S.C. 1949, chap. 25 - Whether the Court of Appeal erred in law in holding that the subsequent actions of government officials in applying a statute is evidence of Parliamentary intent to extinguish aboriginal rights.

PROCEDURAL HISTORY

June 27, 1997 Federal Court of Canada (Trial Division) (McKeown J.)	Appeal from demand for payment allowed
November 2, 1998 Federal Court of Appeal (Isaac C.J., Létourneau and Sexton JJ.A.)	Appeal allowed in part; cross-appeal dismissed
January 4, 1999 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Mary Martha Coady

v. (27265)

Brian John Boyle (Ont.)

NATURE OF THE CASE

Procedural law - Appeal - Judgments and orders - Administrative dismissal of appeal from judgment in family law trial - Failure of Applicant to perfect appeal within time limits - Court of Appeal dismissing appeal from order of motions judge to dismiss motion to vacate dismissal of appeal.

PROCEDURAL HISTORY

July 23, 1997 Ontario Court of Justice (General Division) (O'Connell J.)	Applicant's motion requiring Respondent to produce materials and other relief dismissed; Respondent's cross-motion that within action be dismissed as an abuse of process granted; Costs of \$25,456.25 awarded against Applicant, to be deducted from any sums owing by the Respondent to the Applicant pursuant to divorce judgment.
November 13, 1997 Court of Appeal for Ontario (Abella J.A.)	Applicant's motion for extension of time to perfect appeal granted; Respondent's motion for security for costs granted
November 28, 1997 Court of Appeal for Ontario (Assistant Registrar)	Appeal dismissed
May 13, 1998 Court of Appeal for Ontario (Robins J.A.)	Applicant's motion to set aside dismissal of appeal and other relief dismissed with costs
February 24, 1999 Court of Appeal for Ontario (Doherty, Austin, Moldaver JJ.A.)	Applicant's motion to set aside order dismissing appeal dismissed
April 23, 1999 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

MOTION FOR RECONSIDERATION – DEMANDE DE RÉEXAMEN

**CORAM: L'Heureux-Dubé, Gonthier and Bastarache JJ. /
Les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier et Bastarache**

Kingsley Lughas v. Manitoba Public Insurance Corporation (Man.)(27014)

**JUDGMENTS ON APPLICATIONS
FOR LEAVE**

**JUGEMENTS RENDUS SUR LES
DEMANDES D'AUTORISATION**

JUNE 30, 1999 / LE 30 JUIN 1999

26880 **RENÉ MARCHAND, JACQUES GRENIER, DENISE CLOUTIER, PIERRE TREMBLAY, PAUL FOURNIER, HÉLÈNE GARON, GEORGES AMYOT, - c. - MARINA DE LA CHAUDIÈRE, NORMAND ROY, DANIEL PELLETIER, GUY LAGANIÈRE, PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC, CORPORATION MUNICIPALE VILLE DE ST-ROMUALD** (Qué.)

CORAM: Les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier et Bastarache

La demande d'autorisation d'appel est rejetée avec dépens.

The application for leave to appeal is dismissed with costs.

NATURE DE LA CAUSE

Droit des biens - Titres de propriété - Interprétation - Contrats - Interprétation des actes de concession seigneuriale de 1636 - La théorie de l'accessoire exprimée par cette Cour en 1903 est-elle toujours d'usage dans la province de Québec? - Y a-t-il réserve expresse d'un lit de rivière lorsqu'un vendeur vend un terrain "borné à la rivière"? - L'acte de 1985 contient-il une concession de l'autre moitié du lit de la rivière en faveur des demandeurs?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 20 septembre 1988
Cour supérieure du Québec
(de Blois J.C.S.)

Action des demandeurs en déclaration d'un droit de propriété et en injonction rejetée; demande reconventionnelle de la Corporation de la Ville de St-Romuald rejetée.

Le 8 juillet 1998
Cour d'appel du Québec
(Beauregard, Otis J.J.C.A. et Letarte J.C.A. (*ad hoc*))

Appel principal rejeté; pourvoi incident accueilli, jugement de première instance infirmé en ce qui concerne la Corporation de la Ville de St-Romuald, intervention accueillie en partie.

Le 28 septembre 1998
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

JULY 8, 1999 / LE 8 JUILLET 1999

22477 **YVES PLAMONDON - c. - SA MAJESTÉ LA REINE** (Crim.)(Qué.)

CORAM: Le juge en chef et les juges McLachlin et Iacobucci

La demande d'autorisation d'appel est rejetée.

The application for leave to appeal is dismissed.

NATURE DE LA CAUSE

Droit criminel - Preuve - Procédure - Procès - La Cour d'appel du Québec, ou toute autre cour au Canada, peut-elle abdiquer ses pouvoirs afin de les remettre entre les mains d'une entité administrative arbitraire et qui est à la fois juge et partie? - Le recours selon l'article 690 du *Code criminel* est-il un recours utile au sens de l'article 483 du *Code de procédure civile du Québec*, article auquel font référence les *Règles de procédure de la Cour d'appel du Québec* en matière criminelle? - Le Ministère public et la Cour d'appel du Québec peuvent-ils affirmer qu'un témoin est crédible seulement lors de sa déposition devant le Tribunal, et affirmer que ce délateur ment lorsqu'il attaque le Ministère public et qu'il nie la véracité de son témoignage au procès?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 18 avril 1986 Cour supérieure du Québec (juridiction criminelle) (Ducros j.c.s.)	Verdict: coupable de meurtre au premier degré (3 chefs d'accusation)
Le 27 mars 1991 Cour d'appel du Québec (Beauregard, Tourigny et Dussault jj.c.a.)	Appel rejeté
Le 30 octobre 1998 Cour d'appel du Québec (LeBel, Chamberland et Pidgeon jj.c.a.)	Requête en rétractation de jugement ex debito justitiae rejetée
Le 27 janvier 1999 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

27055 **WESTFAIR FOODS LTD. - v. - DOUGLAS WRIGHT, JOHN H. CLARK, ET AL - and between - WESTFAIR FOODS LTD. - v. - RODNEY L. IVERSON, PATRICIA J. IVERSON, RODNEY L. IVERSON PROFIT SHARING PLAN** (Alta.)

CORAM: The Chief Justice and McLachlin and Iacobucci JJ.

The application for leave to appeal is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Procedural Law - Appeal - Judgments and orders - Interpretations of orders - Whether the Court of Appeal erred in substituting its discretion for that of the trial judge with respect to an order made pursuant to s. 241 of the *Canada Business Corporations Act*, R.S.C. 1985, c. C-44 - Whether the trial judge had the jurisdiction or the discretion pursuant to s. 241 to make a remedial order binding upon all holders of a class of shares in a publicly traded company, including subsequent purchasers of those shares - Whether the trial judge had residual jurisdiction to clarify an earlier order so as to reflect the manifest intent of the Court - Whether the trial judge was *functus officio* and without jurisdiction to vary or amend his earlier order in the continuing proceedings following a successful appeal of the judge's findings - Whether the Court of Appeal erred in upholding a decision in an application that was a collateral attack on the decision of a trial judge - The breadth of the discretion under s. 241 of the *CBCA* to grant a remedy to resolve intra-corporate disputes.

PROCEDURAL HISTORY

Court of Queen's Bench of Alberta April 12, 1990 (Moore C.J.)	Order granted that Applicant purchase all Class A shares
Court of Queen's Bench of Alberta December 6, 1995 (Moore C.J.)	Order granted establishing procedures to value shares and declaring that all of a class of shares to be sold
April 24, 1996 Court of Queen's Bench of Alberta (Fruman J.)	Declaration that some shares exempt from sale
October 26, 1998 Court of Appeal of Alberta (Irving, O'Leary and Russell JJ.A.)	Appeal from Moore C.J.'s declaration granted; Appeal from Fruman J.'s declaration dismissed
December 29, 1998 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

27061 **JOANNA SMITH AS EXECUTOR OF THE ESTATE OF DR. MICHAEL S.W. SMITH, DECEASED, JOANNA SMITH, AND ADAM SMITH, BRETT GUTOSKIE, MARYSA SMITH AND SELENA SMITH BY THEIR LITIGATION GUARDIAN, JOANNA SMITH - v. - THE COLLEGE OF THE PHYSICIANS AND SURGEONS OF ONTARIO, DR. RACHEL EDNEY, DR. GARY JOHNSON, DR. GEORGE MORRISON, DR. JOSEPH HOMER AND MS. JENNY COCO** (Ont.)

CORAM: The Chief Justice and McLachlin and Iacobucci JJ.

The application to adduce new evidence and the application for leave to appeal are dismissed with costs.

La demande de présentation de nouveaux éléments de preuve et la demande d'autorisation d'appel sont rejetées avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Statutes - Interpretation - Limitation of actions - prescription - Can the claims of a widow and infant children on the wrongful death of a husband and father be advanced independently, and solely under the provisions of s.61 of the *Family Law Act*, R.S.O. 1990, c.F.3 - Are the *Family Law Act* claims of the widow and infants affected by the expiration of the limitation period governing the estate's claim under the *Trustee Act*?

PROCEDURAL HISTORY

September 25, 1996 Ontario Court of Justice (General Division) (Chadwick J.)	Estate's claim statute barred; Applicant Joanna Smith's <i>Family Law Act</i> claim statute barred; infant Applicants' <i>Family Law Act</i> claim not statute barred
October 28, 1998 Court of Appeal for Ontario (McMurtry C.J.O., Osborne and Charron JJ.A.)	Infant Applicants' <i>Family Law Act</i> claim statute-barred; Applicant Joanna Smith's cross-appeal dismissed
December 29, 1998 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal and motion to adduce new evidence filed

27276 **D.L., AND L.E.- v. - THE DIRECTOR OF CHILDREN AND FAMILIES** (B.C.)

CORAM: The Chief Justice and McLachlin and Iacobucci JJ.

The application for leave to appeal is dismissed.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Family law - Infants - Child protection proceeding - Custody - Continuing care order pursuant to the *Child, Family and Community Services Act* [1996] R.S.B.C. Ch. 46 - Whether the requirements of natural justice and procedural fairness apply in child protection hearings under the *Act vis à vis* the parents of a child who risk loss of custody of that child - Whether the trial judge erred in making a permanent continuing custody order at a preliminary protection hearing.

PROCEDURAL HISTORY

November 18, 1997 Provincial Court of British Columbia (MacGregor J.)	Respondent's application allowed: infant placed in the continuing custody of the Director; R.L.'s application for custody dismissed
July 17, 1998 Supreme Court of British Columbia (Spencer J.)	Appeals dismissed
March 8, 1999 Court of Appeal for British Columbia (Prowse, Finch and Mackenzie JJ.A.)	Appeals dismissed
May 7, 1999 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

27215 **EMMANUEL MANOUSSAKIS v. HER MAJESTY THE QUEEN** (Crim.)(Qué.)

CORAM: L'Heureux-Dubé, Gonthier, and Bastarache JJ.

The application for leave to appeal is dismissed.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter of Rights and Freedoms - Criminal law - Sentencing - Reasonableness of sentence - Marital dispute - Applicant alleging right to full answer and defence violated - Language of hearing - Allegations of legal misrepresentation.

PROCEDURAL HISTORY

December 2, 1998 Court of Quebec (Criminal and Penal Division) (Falardeau J.)	Applicant found guilty of the offences of hostage taking and assault causing bodily harm
---	--

January 27, 1999
Court of Appeal of Quebec (Nuss J.A.)

Application for leave to appeal sentence dismissed

March 26, 1999
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

27063 **BELL CANADA - v. - COMMUNICATIONS, ENERGY and PAPERWORKERS UNION OF CANADA, CANADIAN TELEPHONE EMPLOYEES ASSOCIATION, and FEMMES ACTION (F.C.A.)**

CORAM: L'Heureux-Dubé, Gonthier, and Bastarache JJ.

The application for leave to appeal is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Administrative Law - Judicial Review - Section 11 of the *Canadian Human Rights Act*, R.S.C. 1985, c. H-6 - Complaints of wage discrimination between male and female employees employed in the same establishment who are performing work of equal value - Decision of the Canadian Rights Commission to request that a Canadian Human Rights Tribunal be appointed to inquire into the complaints - Decision quashed by the Federal Court, Trial Division, on an application for judicial review - Appeal to the Federal Court of Appeal allowed and decision to request the appointment of a Human Rights Tribunal reinstated - Did the Federal Court of Appeal err in interpreting the protections against wage discrimination found in ss. 7, 10 and 11 of the *Canadian Human Rights Act* as conferring immunity on trade unions for sex discrimination in the wages they have freely negotiated in their collective agreements? - Did the Federal Court of Appeal err in deciding not to address the questions raised in the Applicant's judicial review application relating to the interpretation and actual meaning of "equal pay for work of equal value" in s. 11 of the Act and the protections against wage discrimination found in ss. 7, 10 and 11 of the Act? - Is the Commission obliged to investigate complaints under the Act in a neutral, impartial and procedurally fair manner and what is the appropriate standard of review for its decisions?

PROCEDURAL HISTORY

March 31, 1998
Federal Court of Canada (Trial Division)
(Muldoon J.)

Application for judicial review granted; decision of the Canadian Human Rights Commission to request that a Canadian Human Rights Tribunal be appointed to investigate certain complaints filed against the Applicant quashed

November 17, 1998
Federal Court of Appeal
(Isaac C.J., Décary, and Sexton JJ.A.)

Appeal allowed; application for judicial review dismissed

January 15, 1999
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

26926 **COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC - c. - BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE - et - COMPAGNIE DU TRUST NATIONAL LIMITÉE (Qué.)**

CORAM: Les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, et Bastarache.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée avec dépens.

The application for leave to appeal is dismissed with costs.

NATURE DE LA CAUSE

Faillite - Actions - Créance garantie - Sûreté sur des actions - Prise de possession d'un bien en réalisation d'une créance garantie - Créancier et débiteur - Compensation - Acte de fiducie - Priorité des créances - Prescription - La Cour d'appel a-t-elle erré dans son appréciation des droits conférés à BCCI en vertu de l'acte de fiducie et des nantissements, alors qu'elle conclut qu'en raison de la prise de possession des actifs de La Lièvre, dont les actions, ceux-ci ne faisaient plus partie du patrimoine de La Lièvre, en faillite? - La Cour d'appel a-t-elle erré dans l'application de la notion de compensation en matière de faillite, dans son interprétation de l'article 97(3) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (ci-après "*LFI*")? - La Cour d'appel a-t-elle erré dans son appréciation du droit en matière de faillite, statuant que les droits invoqués par La Fédérée constituaient une priorité, au sens de l'article 136 *LFI* et que pour cette raison, les droits de BCCI devaient primer? - La Cour d'appel a-t-elle erré dans son appréciation du droit, alors qu'elle rend illégal le rachat des actions fait par La Fédérée, en raison de la faillite de La Lièvre, son actionnaire? Sa décision vient-elle changer la nature des droits d'un actionnaire qui détient une action, et du créancier garanti qui détient une sûreté sur cette action? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur manifeste et dominante lorsqu'elle blâme La Fédérée pour n'avoir prévenu BCCI du rachat des actions, ni l'en avoir informée, alors que rien dans la preuve ne permettait de tirer cette conclusion? - La Cour d'appel a-t-elle erré lorsqu'elle conclut que la demande de BCCI et de La Compagnie du Trust National Limitée, au sujet des actions détenues par La Lièvre, n'était pas prescrite? - *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3, art. 97 (3), 136 (1).

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 9 juin 1994
Cour supérieure du Québec (Provost j.c.s.)

Demande reconventionnelle des intimées rejetée

Le 18 août 1998
Cour d'appel du Québec
(Vallerand, Brossard et Delisle jj.c.a.)

Appel accueilli; jugement de première instance infirmé et demande reconventionnelle accueillie

Le 16 octobre 1998
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

27071 **INTERPORT SUFFERANCE WAREHOUSE LIMITED** - v. - **ROADWAY EXPRESS**
(CANADA) INC. (Ont.)

CORAM: L'Heureux-Dubé, Gonthier, and Bastarache JJ.

The application for leave to appeal is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Commercial law - Contracts - Interpretation - Did the Court of Appeal for Ontario err in concluding that an automatic renewal provision in the parties' original leases had been implicitly deleted by subsequent amendments, notwithstanding that the amendments provided that the original lease except as amended remained in full force and effect?

PROCEDURAL HISTORY

May 13, 1996 Ontario Court of Justice (General Division) (Boland J.)	Respondent to pay Applicant rent owing in the amount of \$414,776.24
September 10, 1998 Court of Appeal for Ontario (Weiler, Abella, and Goudge JJ.A.)	Appeal allowed
January 12, 1999 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

26938 **COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL - c. - VILLE DE WESTMOUNT** (Qué.)

CORAM: Les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, et Bastarache.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée avec dépens.

The application for leave to appeal is dismissed with costs.

NATURE DE LA CAUSE

Droit municipal - Droit fiscal - Évaluation - Législation - Interprétation - Art. 220 de la *Loi sur la Communauté urbaine de Montréal*, L.R.Q., ch. C-37.2 - Potentiel fiscal de l'intimée - Quote-part de l'intimée des dépenses de la demanderesse - Corrections d'office apportées au rôle d'évaluation - Action en répétition de l'indu - Peut-on accueillir l'action en répétition de l'indu de l'intimée sans que le rôle d'évaluation n'ait été cassé ou déclaré nul? - L'action en répétition de l'indu peut-elle être accueillie au motif que l'évaluateur de la demanderesse aurait commis une faute lourde dans la confection du rôle d'évaluation foncière? - Peut-on tenir la demanderesse responsable des dommages qui découlent de la confection du rôle d'évaluation foncière, bien que sa validité ait été reconnue par les tribunaux? - Peut-on appliquer une règle de droit privé ayant pour effet de modifier le cadre juridique établi par une loi statutaire de droit public et qui vise à assurer la stabilité des finances municipales? - Peut-on retenir la responsabilité de la demanderesse pour une faute commise par l'évaluateur bien qu'il soit un officier public indépendant de la demanderesse selon la loi? - L'évaluateur peut-il être tenu responsable des dommages qu'il pourrait causer lors de la confection d'un rôle d'évaluation, compte tenu que les seuls remèdes prévus par la loi ont pour objet la légalité ou l'exactitude des inscriptions portées au rôle et qu'une telle responsabilité pourrait compromettre l'impartialité que l'évaluateur doit observer en vertu de la loi?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 15 février 1995 Cour supérieure du Québec (Turmel j.c.s.)	Action en recouvrement de sommes payés en trop rejetée
Le 2 septembre 1998 Cour d'appel du Québec (Proulx, Delisle et Zerbisias [ad hoc] jj.c.a.)	Appel accueillie
Le 29 octobre 1998 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

27217 **DWAYNE PAUL GRIMMER - v. - HER MAJESTY THE QUEEN AND ATTORNEY GENERAL FOR THE PROVINCE OF NEW BRUNSWICK, HIS DEPUTY ATTORNEY GENERAL, AND HIS AGENTS** (Crim.)(N.B.)

CORAM: Iacobucci, Major and Binnie JJ.

The application for leave to appeal is dismissed.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Criminal law - Procedure - Direct indictment - Has decision in *Welsh v The King* [1950] S.C.R. 412 been implicitly overruled by *McGibbon v R* [1984] 1 S.C.R. 131 - Whether Deputy Attorney General has authority to personally consent, pursuant to s. 577 of the *Criminal Code*, to a new indictment - Stay pursuant to s. 579 of the *Code*, of the original indictment on which the Applicant had been tried, convicted, sentenced, and in relation to which the New Brunswick Court of Appeal had ordered a new trial following his successful appeal from conviction.

PROCEDURAL HISTORY

February 17, 1999
Court of Queen's Bench of New Brunswick
(Clendening J.C.Q.B.)

Applicant's application for an order to quash a direct indictment against the Applicant, and for an order prohibiting the Attorney General, his Deputy, or his Agents, from proceeding to trial on the direct indictment dismissed

March 9, 1999
Court of Appeal of New Brunswick
(Ryan, Drapeau, Larlee JJ.A.)

Appeal dismissed

March 30, 1999
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

27056 **BURNHAMTHORPE SQUARE INC. - v. - GOODYEAR CANADA INC. - and - CANADA LIFE ASSURANCE COMPANY** (Ont.)

CORAM: Iacobucci, Major and Binnie JJ.

The application for leave to appeal is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Commercial law - Landlord and tenant - Leases - Commercial leases - Termination of commercial lease - Notice to Quit - Mortgages - Privity of contract - Privity of estate - Estoppel - Whether by the operation of a technical common law property rule a commercial tenant should be allowed to escape its obligations under a lease because a prior mortgagee takes possession - Whether the lower courts erred in applying common law property rules and authority in the circumstances of the instant case.

PROCEDURAL HISTORY

April 24, 1997
Ontario Court of Justice (General Division) (Ground J.)

Application for a declaration that the Respondent is a year-to-year tenant allowed

October 29, 1998
Court of Appeal for Ontario
(Brooke, McKinlay and Carthy JJ.A.)

Appeal allowed in part; cross-appeals of Applicant and
Canada Life dismissed

December 29 1998
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

27058 **NALLEY'S CANADA LTD. - v. - DEPUTY MINISTER OF REVENUE CANADA** (F.C.A.)(B.C.)

CORAM: Iacobucci, Major and Binnie JJ.

The application for leave to appeal is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Taxation - Classification of products - Whether the Canadian International Trade Tribunal (CITT) is owed judicial deference by the Federal Court of Appeal on appeal on a question of law - What is the appropriate standard of review - Whether the CITT erred in law in the interpretation of the *Customs Tariff*, R.S.C. 1985, c. 41 (3rd Supp.).

PROCEDURAL HISTORY

October 31, 1996
Canadian International Trade Tribunal
(Trudeau, Guay, Hallissey)(Members)

Appeal from decisions of the Deputy Minister on the
classification number of a product dismissed

November 2, 1998
Federal Court of Appeal
(Desjardins, Robertson, and Sexton JJ.A.)

Appeal dismissed

December 31, 1998
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

27097 **MIKE NOVIC - v. - METROPOLITAN TORONTO CIVIC EMPLOYEES' UNION, LOCAL 43, MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO AND THE ONTARIO LABOUR RELATIONS BOARD** (Ont.)

CORAM: Iacobucci, Major and Binnie JJ.

The motion for extension of time is granted and the application for leave to appeal is dismissed with costs.

La demande de prorogation de délai est accordée et la demande d'autorisation d'appel est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Administrative law - Labour law - Jurisdiction - Applicant and Respondents entering into a settlement of a grievance - Applicant taking position that settlement was conditional - Arbitrator upholding settlement - Board denying Applicant's application for review - Whether the breach of the rules of natural justice - Whether Board's decision to dismiss the

application without a hearing was correct - Whether Board's decision that the principal of issue estoppel applies is patently unreasonable.

PROCEDURAL HISTORY

January 13, 1998
Ontario Court of Justice (Divisional Court)
(Coo, Corbett and Howden JJ.)

Application for judicial review of the decision of the Ontario Labour Relations Board dismissing the Applicant's application for relief dismissed

November 4, 1998
Court of Appeal for Ontario
(Krever, McKinlay and Feldman JJ.A.)

Application for leave to appeal dismissed

January 22, 1999
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

27202 **JOHN C. MACDONALD - v. - ADGA SYSTEMS INTERNATIONAL LTD.** (Ont.)

CORAM: Iacobucci, Major and Binnie JJ.

The application for leave to appeal is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Labour law - Master and servant - Contracts - Interpretation - Did the Court of Appeal for Ontario err in deciding that a contract of employment which provides for a minimum amount of notice to be given effectively rebuts the common law presumption of reasonable notice - Did the Court of Appeal for Ontario err in deciding that a termination clause which can be complied with by an employer in violation of employment standards legislation is not null and void for all purposes?

PROCEDURAL HISTORY

September 24, 1997
Ontario Court of Justice (General Division)
(Brockenshire J.)

Applicant entitled to 14 months of notice for wrongful dismissal; counter claim alleging cause dismissed

January 21, 1999
Court of Appeal for Ontario
(McKinlay, Osborne and Abella JJ.A.)

Appeal allowed; action dismissed

March 22, 1999
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

27046 **PAULE BROWN - v. - ALANE COLE, RON OSTLER AND BENNETT, COLE ADJUSTERS LTD.** (B.C.)

CORAM: Iacobucci, Major and Binnie JJ.

The application for leave to appeal is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Torts - Libel and slander - Quantum of damages - Appeal - Court of Appeal reducing damages for slander awarded by the trial judge - Whether Court of Appeal erred in substituting its findings of fact and interpretation of the evidence and assessment of damages for that of the trial judge - Whether the Court of Appeal erred in dismissing the appeal from the trial judge's decision refusing an award of special damages.

PROCEDURAL HISTORY

September 26, 1996 Supreme Court of British Columbia (Holmes J.)	Damages awarded to Applicant in action for slander; Respondents' claim against the third party dismissed
October 26, 1998 Court of Appeal for British Columbia (Southin, Ryan and Mackenzie JJ.A.)	Appeal allowed; damages awarded at trial reduced; cross- appeal dismissed
December 23 1998 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

26701 **THE ATTORNEY GENERAL OF ALBERTA, THE GOVERNMENT OF ALBERTA AND THE MINISTER OF EDUCATION - v. - THE PUBLIC SCHOOL BOARDS' ASSOCIATION OF ALBERTA, THE BOARD OF TRUSTEES OF THE EDMONTON SCHOOL DISTRICT NO. 7 AND CATHRYN STARING PARRISH AND HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF ALBERTA AND THE MINISTER OF EDUCATION -v. - THE PUBLIC SCHOOL BOARDS' ASSOCIATION OF ALBERTA AND ALBERTA CATHOLIC SCHOOLS TRUSTEES' ASSOCIATION, THE BOARD OF TRUSTEES OF LETHBRIDGE ROMAN CATHOLIC SEPARATE SCHOOL DISTRICT NO. 9 AND DWAYNE BERLANDO AND ALBERTA SCHOOL BOARDS ASSOCIATION OF ALBERTA, THE BOARD OF TRUSTEES OF CALGARY BOARD OF EDUCATION NO. 19 AND MARGARET WARD LOUNDS** (Alta.)

CORAM: Iacobucci, Major and Binnie JJ.

The application for leave to cross-appeal is dismissed with costs to The Alberta Catholic Schools Trustees' Association, The Board of Trustees of Lethbridge Roman Catholic Separate School District No. 9 and Dwayne Berlando.

La demande d'autorisation d'appel incident est rejetée avec dépens en faveur de l'Alberta Catholic School Trustees' Association, du Board of Trustees of Lethbridge Roman Catholic Separate School District No. 9 et de Dwayne Berlando.

NATURE OF THE CASE

Procedural Law - Costs - Whether and under what circumstances federal, provincial or territorial governments should be responsible for the costs of successfully defending constitutional challenges to legislation - Whether governments should be responsible for paying the costs of unsuccessful challengers - Whether the Court of Appeal erred in failing to grant the successful party any trial or appeal costs or in awarding costs.

PROCEDURAL HISTORY

July 12, 1996
Court of Queen's Bench of Alberta (Smith J.)

Costs awarded

July 14, 1998
Court of Appeal for Alberta
(Russell, Picard and Berger JJ.A.)

Appeal and cross-appeal from costs award dismissed;
Costs of appeal awarded

May 10, 1999
Supreme Court of Canada

Application for leave to cross-appeal filed

26636 **GUILLAUME KIBALE - c. - SA MAJESTÉ LA REINE** (C.A.F.)(Ont.)

CORAM: Les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, et Bastarache.

La requête de la demande en réexamen d'autorisation d'appel est rejetée.

The motion for reconsideration of application for leave to appeal is dismissed.

23.6.1999

Before / Devant: BASTARACHE J.

Motions for extension of time and leave to intervene**Requêtes en prorogation de délai et en autorisation d'intervenir**

BY/PAR: Council of Canadians with Disabilities, Charter Committee on Poverty Issues, Native Women's Association of Canada and Métis National Council of Women

IN/DANS: Robert Lovelace, on his own behalf and on behalf of the Ardoch Algonquin First Nation and Allies, et al.

v. (26165)

Her Majesty the Queen in right of Ontario, et al. (Ont.)

GRANTED / ACCORDÉES

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

1. The motion for an extension of time and for leave to intervene of the applicant Council of Canadians with Disabilities is granted in part; the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.
2. The motion for an extension of time and for leave to intervene of the applicant Charter Committee on Poverty Issues is granted in part; the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.
3. The motion for an extension of time and for leave to intervene of the applicant Native Women's Association of Canada is granted in part; the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.
4. The motion for an extension of time and for leave to intervene of the applicant Métis National Council of Women is granted in part; the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.

The interveners shall not be entitled to adduce further evidence or otherwise to supplement the record apart from their facts. They are not authorized to present oral argument.

Pursuant to Rule 18(6), each of the interveners shall pay to the appellants and respondents any additional disbursements occasioned to the appellants and respondents by the interventions.

23.6.1999

Before / Devant: BASTARACHE J.

Motions for extension of time and leave to intervene

Requêtes en prorogation de délai et en autorisation d'intervenir

BY/PAR: B.C. Native Women's Society,
Antoine Algonquin First Nation and
Aboriginal Legal Services of Toronto
Inc.

IN/DANS: Robert Lovelace, on his own behalf
and on behalf of the Ardoch
Algonquin First Nation and Allies, et
al.

v. (26165)

Her Majesty the Queen in right of
Ontario, et al. (Ont.)

DENIED / REJETÉES

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

- a) The motion for an extension of time and for leave to intervene of the applicant B.C. Native Women's Society is denied, the applicant having made a late application and not having satisfied the Court that it will provide fresh information or a fresh perspective to the issues.
- b) The motion for an extension of time and for leave to intervene of the applicant Antoine Algonquin First Nation is denied, the applicant having made a late application and not having satisfied the Court that it will provide fresh information or a fresh perspective to the issues.
- c) The motion for an extension of time and for leave to intervene of the applicant Aboriginal Legal Services of Toronto Inc. is denied, the applicant having made a late application and not having satisfied the Court that it will provide fresh information or a fresh perspective to the issues.

24.6.1999

Before / Devant: CHIEF JUSTICE LAMER

Motion to state a constitutional question

Requête pour énoncer une question constitutionnelle

Public School Boards' Association of Alberta, et al.

v. (26701)

Attorney General of Alberta, et al. (Alta.)

GRANTED / ACCORDÉE Notices of intervention are to be filed by August 30, 1999.

1. Are ss. 15(c.1), 25(1)(e) and (f), 28(6), 32, 94(1) and (4), 94.1, 155(6), 157.1, 167(2) and (3.1), 181.1, 187,

192 and 237 of the *School Act*, S.A. 1988, c. S-3.1, as amended, unconstitutional to the extent that they violate

the principle of reasonable autonomy for municipal institutions, including school boards, as may be contained in the Constitution of Canada, including the preamble or ss. 92(8) or 93 of the *Constitution Act, 1867*, in s. 17 of the *Alberta Act*, or in a constitutional convention?

2. (a) Do ss. 157.1 or 158 of the *School Act*, S.A. 1988, c. S-3.1 (as amended by the *School Amendment Act, 1994*, S.A. 1994, c. 29), or s. 13 of the *Government Organization Act*, S.A. 1994, c. G-8.5, and the imposition of conditions or restrictions on funding developed under the authority of that legislation, insofar as they provide for “opting-out” from the Alberta School Foundation Fund by Separate but not Public School Boards, contravene s. 17(2) of the *Alberta Act*, which amends s. 93 of the *Constitution Act, 1867*, by discriminating against Public Schools in the appropriation by the Legislature or distribution by the Government of Alberta of any moneys for the support of schools? If so, in what respects do they do so?

(b) Do ss. 157.1(8) or 158 of the *School Act*, S.A. 1988, c. S-3.1 (as amended by the *School Amendment Act, 1994*, S.A. 1994, c. 29), or s. 13 of the *Government Organization Act*, S.A. 1994, c. G-8.5, and the imposition of conditions or restrictions on funding developed under the authority of that legislation, insofar as they provide for “opting-out” from the Alberta School Foundation Fund by Separate but not Public School Boards, contravene s. 17 of the *Alberta Act*, which amends s. 93 of the *Constitution Act, 1867*, by violating an implicit guarantee in s. 17(1) of the equality between Separate and Public Schools? If so, in what respects do they do so?

1. Les articles 15c.1), 25(1)e) et f), 28(6), 32, 94(1) et (4), 94.1, 155(6), 157.1, 167(2) et (3.1), 181.1, 187, 192 et 237 de la *School Act*, S.A. 1988, ch. S-3.1 et ses modifications, sont-ils inconstitutionnels dans la mesure où ils violent le principe de l’autonomie raisonnable des institutions municipales, dont les conseils scolaires, qui peut figurer dans la Constitution du Canada, y compris le préambule ou encore le par. 92(8) ou l’art. 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, dans l’art. 17 de la *Loi sur l’Alberta* ou dans une convention constitutionnelle?

2. a) Les articles 157.1 ou 158 de la *School Act*, S.A. 1988, ch. S-3.1 (modifié par la *School Amendment Act, 1994*, S.A. 1994, ch. 29), ou encore l’art. 13 de la *Government Organization Act*, S.A. 1994, ch. G-8.5, et l’imposition de conditions ou de restrictions au financement établi en vertu de cette loi, dans la mesure où ils prévoient le «retrait» des conseils des écoles séparées mais non des conseils des écoles publiques de l’Alberta School Foundation Fund, contreviennent-ils au par. 17(2) de la *Loi sur l’Alberta*, qui modifie l’art. 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, en traitant de façon discriminatoire les écoles publiques dans l’affectation par la législature ou la distribution par le gouvernement de l’Alberta de deniers pour financer les écoles? Dans l’affirmative, à quels égards le font-ils?

b) Les articles 157.1 ou 158 de la *School Act*, S.A. 1988, ch. S-3.1 (modifié par la *School Amendment Act, 1994*, S.A. 1994, ch. 29), ou encore l’art. 13 de la *Government Organization Act*, S.A. 1994, ch. G-8.5, et l’imposition de conditions ou de restrictions au financement établi en vertu de cette loi, dans la mesure où ils prévoient le «retrait» des conseils des écoles séparées mais non des conseils des écoles publiques de l’Alberta School Foundation Fund, contreviennent-ils à l’art. 17 de la *Loi sur l’Alberta*, qui modifie l’art. 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, en violant une garantie implicite d’égalité des écoles séparées et des écoles publiques contenue au par. 17(1)? Dans l’affirmative, à quels égards le font-ils?

24.6.1999

Before / Devant: MAJOR J.

**Motion permitting the appellant to examine the
respondent under oath**

**Requête permettant à l'appelante d'interroger sous
serment l'intimé**

Mary Martha Coady

v. (27265)

Brian John Boyle (Ont.)

DISMISSED WITH COSTS / REJETÉE AVEC DÉPENS

IT IS HEREBY ORDERED THAT the application for an order:

a) permitting the appellant to examine the respondent under oath and directing that the respondent to this appeal provide on such examinations, the respondent's income tax returns for 1994, 1995, 1996, 1997 and 1998, the income tax returns and financial statements for 120027 Canada Inc. for the same calendar years, as well as the banking records for the respondent and for 120027 Canada Inc.;

b) that the appellant be granted an extension of time for filing her reply to the respondent's argument until such time as the examination described above has been completed or such further or other order as the said Court may deem appropriate,

is dismissed with costs.

25.6.1999

Before / Devant: MAJOR J.

**Motion to extend the time in which to serve and file
a leave application**

**Requête en prorogation du délai imparti pour
signifier et déposer la demande d'autorisation**

Joseph Benard

v. (27175)

Her Majesty the Queen (Crim.)(Man.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to September 29, 1999.

28.6.1999

Before / Devant: THE REGISTRAR

Motion to extend the time in which to serve and file the respondent's factum and book of authorities

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer le mémoire et le recueil de jurisprudence et de doctrine de l'intimée

City of Nanaimo

v. (26786)

Rascal Trucking Ltd. (B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to July 12, 1999.

28.6.1999

Before / Devant: MAJOR J.

Motion to extend the time in which to serve and file a notice of intention to intervene

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer l'avis de demande d'intervention

BY/PAR: Attorney General of New Brunswick

IN/DANS: Reference respecting the firearms Act

v. (26933)

Attorney General of Canada (Alta.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to June 23, 1999.

29.6.1999

Before / Devant: THE REGISTRAR

Motion to file a memorandum of argument on leave to appeal of over 20 pages (namely 40 pages)

Requête pour permission de déposer un mémoire sur une demande d'autorisation de plus de 20 pages (en l'occurrence 40 pages)

BY/PAR: Ontario Public School Boards' Association

IN/DANS: Ontario English Catholic Teachers' Association, et al.

v. (27363)

Attorney General for Ontario, et al.
(Ont.)

GRANTED / ACCORDÉE

30.6.1999

Before / Devant: LE REGISTRAIRE

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer la réponse de l'intimée La Société canadienne des postes

Motion to extend the time in which to serve and file the response of the respondent's Canada Post Corporation

Jean Lamy, et al.

c. (27311)

The Canada Post Corporation, et al. (Qué.)

ACCORDÉE / GRANTED Délai prorogé au 12 juillet 1999.

30.6.1999

Before / Devant: MAJOR J.

Motion to expedite the decision on the application for leave to appeal

Requête visant à accélérer la décision sur la demande d'autorisation d'appel

Ontario English Catholic Teachers' Association, et al.

v. (27363)

Attorney General for Ontario, et al. (Ont.)

GRANTED / ACCORDÉE

5.7.1999

Before / Devant: THE DEPUTY REGISTRAR

Motion to extend the time in which to serve and file the respondent's response

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer la réponse de l'intimé

Braintech Inc.

v. (27296)

John C. Kostiuk (B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to July 2, 1999.

**PRONOUNCEMENTS OF APPEALS
RESERVED**

**JUGEMENTS RENDUS SUR LES
APPELS EN DÉLIBÉRÉ**

Reasons for judgment are available

Les motifs de jugement sont disponibles

JULY 9, 1999 / LE 9 JUILLET 1999

25823 **MAVIS BAKER - v.- THE MINISTER OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION - and - THE CANADIAN COUNCIL OF CHURCHES, THE CANADIAN FOUNDATION FOR CHILDREN, YOUTH AND THE LAW, THE DEFENCE FOR CHILDREN INTERNATIONAL-CANADA, THE CANADIAN COUNCIL FOR REFUGEES, AND THE CHARTER COMMITTEE ON POVERTY ISSUES** (F.C.A.)(Ont.)

CORAM: L'Heureux-Dubé, Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci, Bastarache and Binnie JJ.

The appeal is allowed, the decision of the immigration officer of April 18, 1994 is set aside, with party-and-party costs throughout. The matter is to be returned to the Minister for redetermination by a different immigration officer.

Le pourvoi est accueilli et la décision de l'agent d'immigration en date du 18 avril 1994 est annulée, avec les dépens entre parties dans toutes les cours. L'affaire sera renvoyée au ministre pour qu'un agent d'immigration différent rende une nouvelle décision.

26345 **THEODORE CLIFFORD BEST - v. - MARLENE SHIRLEY BEST** (Ont.)

CORAM: The Chief Justice and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci, Major, Bastarache and Binnie JJ.

The appeal is allowed on the issues of the valuation method and costs, L'Heureux-Dubé J. dissenting. In all other respects the appeal is dismissed.

Le pourvoi est accueilli sur la question de la méthode d'évaluation et sur celle des dépens. Le juge L'Heureux-Dubé est dissidente. Sous tous les autres rapports, le pourvoi est rejeté.

26152 **CYNTHIA DOBSON - v. - RYAN LEIGH MacLEAN DOBSON, BY HIS LITIGATION GUARDIAN, GERALD M. PRICE and CANADIAN ABORTION RIGHTS ACTION LEAGUE, THE EVANGELICAL FELLOWSHIP OF CANADA AND THE CATHOLIC GROUP FOR HEALTH, JUSTICE AND LIFE** (N.B.)

CORAM: The Chief Justice and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci, Major, Bastarache and Binnie JJ.

The appeal is allowed without costs and the order of the Court of Appeal and the trial judgment are set aside, Major and Bastarache JJ. dissenting.

Le pourvoi est accueilli sans dépens et l'ordonnance de la Cour d'appel et le jugement de première instance sont annulés. Les juges Major et Bastarache sont dissidents.

Mavis Baker - v.- The Minister of Citizenship and Immigration - and - The Canadian Council of Churches, the Canadian Foundation for Children, Youth and the Law, The Defence for Children International-Canada, The Canadian Council for Refugees, and the Charter Committee on Poverty Issues (F.C.A.)(Ont.)(25823)

Indexed as: Baker v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration) /

Répertorié: Baker c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)

Judgment rendered July 9, 1999 / Jugement rendu le 9 juillet 1999

Present: L'Heureux-Dubé, Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci, Bastarache and Binnie JJ.

Immigration -- Humanitarian and compassionate considerations -- Children's interests -- Woman with Canadian-born dependent children ordered deported -- Written application made on humanitarian and compassionate grounds for exemption to requirement that application for immigration be made abroad -- Application denied without hearing or formal reasons -- Whether procedural fairness violated -- Immigration Act, R.S.C., 1985, c. I-2, ss. 82.1(1), 114(2) -- Immigration Regulations, 1978, SOR/93-44, s. 2.1 -- Convention on the Rights of the Child, Can. T.S. 1992 No. 3, Arts. 3, 9, 12.

Administrative law -- Procedural fairness -- Woman with Canadian-born dependent children ordered deported -- Written application made on humanitarian and compassionate grounds for exemption to requirement that application for immigration be made abroad -- Whether participatory rights accorded consistent with duty of procedural fairness -- Whether failure to provide reasons violated principles of procedural fairness -- Whether reasonable apprehension of bias.

Courts -- Appellate review -- Judge on judicial review certifying question for consideration of Court of Appeal -- Legal effect of certified question -- Immigration Act, R.S.C., 1985, c. I-2, s. 83(1).

Immigration -- Humanitarian and compassionate considerations -- Standard of review of humanitarian and compassionate decision -- Best interests of claimant's children -- Approach to be taken in reviewing humanitarian and compassionate decision where children affected .

Administrative law -- Review of discretion -- Approach to review of discretionary decision making.

The appellant, a woman with Canadian-born dependent children, was ordered deported. She then applied for an exemption, based on humanitarian and compassionate considerations under s. 114(2) of the *Immigration Act*, from the requirement that an application for permanent residence be made from outside Canada. This application was supported by letters indicating concern about the availability of medical treatment in her country of origin and the effect of her possible departure on her Canadian-born children. A senior immigration officer replied by letter stating that there were insufficient humanitarian and compassionate reasons to warrant processing the application in Canada. This letter contained no reasons for the decision. Counsel for the appellant, however, requested and was provided with the notes made by the investigating immigration officer and used by the senior officer in making his decision. The Federal Court--Trial Division, dismissed an application for judicial review but certified the following question pursuant to s. 83(1) of the Act: "Given that the Immigration Act does not expressly incorporate the language of Canada's international obligations with respect to the International Convention on the Rights of the Child, must federal immigration authorities treat the best interests of the child as a primary consideration in assessing an applicant under s. 114 (2) of the Immigration Act?" The Court of Appeal limited its consideration to the question and found that the best interests of the children did not need to be given primacy in assessing such an application. The order that the appellant be removed from Canada, which was made after the Immigration Officer's decision, was stayed pending the result of this appeal.

Held: The appeal should be allowed.

Per L'Heureux-Dubé, Gonthier, McLachlin, Bastarache and Binnie JJ.: Section 83(1) of the *Immigration Act* does not require the Court of Appeal to address only the certified question. Once a question has been certified, the Court of Appeal may consider all aspects of the appeal lying within its jurisdiction.

The duty of procedural fairness is flexible and variable and depends on an appreciation of the context of the particular statute and the rights affected. The purpose of the participatory rights contained within it is to ensure that administrative decisions are made using a fair and open procedure, appropriate to the decision being made and its statutory,

institutional and social context, with an opportunity for those affected to put forward their views and evidence fully and have them considered by the decision-maker. Several factors are relevant to determining the content of the duty of fairness: (1) the nature of the decision being made and process followed in making it; (2) the nature of the statutory scheme and the terms of the statute pursuant to which the body operates; (3) the importance of the decision to the individual or individuals affected; (4) the legitimate expectations of the person challenging the decision; (5) the choices of procedure made by the agency itself. This list is not exhaustive.

A duty of procedural fairness applies to humanitarian and compassionate decisions. In this case, there was no legitimate expectation affecting the content of the duty of procedural fairness. Taking into account the other factors, although some suggest stricter requirements under the duty of fairness, others suggest more relaxed requirements further from the judicial model. The duty of fairness owed in these circumstances is more than minimal, and the claimant and others whose important interests are affected by the decision in a fundamental way must have a meaningful opportunity to present the various types of evidence relevant to their case and have it fully and fairly considered. Nevertheless, taking all the factors into account, the lack of an oral hearing or notice of such a hearing did not constitute a violation of the requirement of procedural fairness. The opportunity to produce full and complete written documentation was sufficient.

It is now appropriate to recognize that, in certain circumstances, including when the decision has important significance for the individual, or when there is a statutory right of appeal, the duty of procedural fairness will require a written explanation for a decision. Reasons are required here given the profound importance of this decision to those affected. This requirement was fulfilled by the provision of the junior immigration officer's notes, which are to be taken to be the reasons for decision. Accepting such documentation as sufficient reasons upholds the principle that individuals are entitled to fair procedures and open decision-making, but recognizes that, in the administrative context, this transparency may take place in various ways.

Procedural fairness also requires that decisions be made free from a reasonable apprehension of bias, by an impartial decision-maker. This duty applies to all immigration officers who play a role in the making of decisions. Because they necessarily relate to people of diverse backgrounds, from different cultures, races, and continents, immigration decisions demand sensitivity and understanding by those making them. They require a recognition of diversity, an understanding of others, and an openness to difference. Statements in the immigration officer's notes gave the impression that he may have been drawing conclusions based not on the evidence before him, but on the fact that the appellant was a single mother with several children and had been diagnosed with a psychiatric illness. Here, a reasonable and well-informed member of the community would conclude that the reviewing officer had not approached this case with the impartiality appropriate to a decision made by an immigration officer. The notes therefore give rise to a reasonable apprehension of bias.

The concept of discretion refers to decisions where the law does not dictate a specific outcome, or where the decision-maker is given a choice of options within a statutorily imposed set of boundaries. Administrative law has traditionally approached the review of decisions classified as discretionary separately from those seen as involving the interpretation of rules of law. Review of the substantive aspects of discretionary decisions is best approached within the pragmatic and functional framework defined by this Court's decisions, especially given the difficulty in making rigid classifications between discretionary and non-discretionary decisions. Though discretionary decisions will generally be given considerable respect, that discretion must be exercised in accordance with the boundaries imposed in the statute, the principles of the rule of law, the principles of administrative law, the fundamental values of Canadian society, and the principles of the *Charter*.

In applying the applicable factors to determining the standard of review, considerable deference should be accorded to immigration officers exercising the powers conferred by the legislation, given the fact-specific nature of the inquiry, its role within the statutory scheme as an exception, and the considerable discretion evidenced by the statutory language. Yet the absence of a privative clause, the explicit contemplation of judicial review by the Federal Court - Trial Division, and the individual rather than polycentric nature of the decision also suggest that the standard should not be as deferential as "patent unreasonableness". The appropriate standard of review is, therefore, reasonableness *simpliciter*.

The wording of the legislation shows Parliament's intention that the decision be made in a humanitarian and compassionate manner. A reasonable exercise of the power conferred by the section requires close attention to the interests and needs of children since children's rights, and attention to their interests, are central humanitarian and compassionate values in Canadian society. Indications of these values may be found in the purposes of the Act, in international instruments, and in the Minister's guidelines for making humanitarian and compassionate decisions. Because the reasons for this decision did not indicate that it was made in a manner which was alive, attentive, or sensitive to the interests of appellant's children, and did not consider them as an important factor in making the decision, it was an unreasonable exercise of the power conferred by the legislation. In addition, the reasons for decision failed to give sufficient weight or consideration to the hardship that a return to the appellant's country of origin might cause her.

Per Cory and Iacobucci JJ.: The reasons and disposition of L'Heureux-Dubé J. were agreed with apart from the effect of international law on the exercise of ministerial discretion under s. 114(2) of the Act. The certified question must be answered in the negative. The principle that an international convention ratified by the executive is of no force or effect within the Canadian legal system until incorporated into domestic law does not survive intact the adoption of a principle of law which permits reference to an unincorporated convention during the process of statutory interpretation.

APPEAL from a judgment of the Federal Court of Appeal, [1997] 2 F.C. 127, 207 N.R. 57, 142 D.L.R. (4th) 554, [1996] F.C.J. No. 1726 (QL), dismissing an appeal from a judgment of Simpson J. (1995), 101 F.T.R. 110, 31 Imm. L.R. (2d) 150, [1995] F.C.J. No. 1441 (QL), dismissing an application for judicial review. Appeal allowed.

Roger Rowe and Rocco Galanti, for the appellant.

Urszula Kaczmarczyk and Cheryl D. Mitchell, for the respondent.

Sheena Scott and Sharryn Aiken, for the interveners the Canadian Foundation for Children, Youth and the Law, the Defence for Children International--Canada, and the Canadian Council for Refugees.

John Terry and Craig Scott, for the intervener the Charter Committee on Poverty Issues.

Barbara Jackman and Marie Chen, for the intervener the Canadian Council of Churches.

Solicitors for the appellant: Roger Rowe and Rocco Galati, North York.

Solicitor for the respondent: The Deputy Attorney General of Canada, Toronto.

Solicitors for the intervener the Canadian Council of Churches: Jackman and Associates, Toronto.

Solicitor for the interveners the Canadian Foundation for Children, Youth and the Law, the Defence for Children International--Canada, and the Canadian Council for Refugees: The Canadian Foundation for Children, Youth and the Law, Toronto.

Solicitors for the intervener the Charter Committee on Poverty Issues: Tory, Tory, DesLauriers and Binnington, Toronto.

Présents: Les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci, Bastarache et Binnie.

Immigration -- Raisons d'ordre humanitaire -- Intérêts des enfants -- Mesure d'expulsion contre une mère d'enfants nés au Canada -- Demande écrite fondée sur des raisons d'ordre humanitaire sollicitant une dispense de l'exigence de présenter à l'extérieur du Canada une demande d'immigration -- Demande rejetée sans audience ni motifs écrits -- Y a-t-il eu violation de l'équité procédurale? -- Loi sur l'immigration, L.R.C. (1985), ch. I-2, art. 82.1(1), 114(2) -- Règlement sur l'immigration de 1978, DORS/93-44, art. 2.1 -- Convention relative aux droits de l'enfant, R.T. Can. 1992 n° 3, Art. 3, 9, 12.

Droit administratif -- Équité procédurale -- Mesure d'expulsion contre une mère d'enfants nés au Canada -- Demande écrite fondée sur des raisons d'ordre humanitaire sollicitant une dispense de l'exigence de présenter à l'extérieur du Canada une demande d'immigration -- Les droits de participation accordés étaient-ils compatibles avec l'obligation d'équité procédurale? -- Le défaut d'exposer les motifs de décision a-t-il enfreint les principes d'équité procédurale? -- Y a-t-il une crainte raisonnable de partialité?

Tribunaux -- Contrôle en appel -- Certification, par le juge siégeant en contrôle judiciaire, d'une question à soumettre à la Cour d'appel -- Effet juridique d'une question certifiée -- Loi sur l'immigration, L.R.C. (1985), ch. I-2, art. 83(1).

Immigration -- Raisons d'ordre humanitaire -- Norme de contrôle d'une décision fondée sur des raisons d'ordre humanitaire -- Intérêt supérieur des enfants de la demanderesse -- Approche du contrôle d'une décision fondée sur des raisons d'ordre humanitaire touchant des enfants.

Droit administratif -- Contrôle du pouvoir discrétionnaire -- Approche du contrôle de décisions discrétionnaires.

Une mesure d'expulsion a été prise contre l'appelante, mère d'enfants à charge nés au Canada. Elle a alors demandé d'être dispensée de faire sa demande de résidence permanente de l'extérieur du Canada, pour des raisons d'ordre humanitaire, conformément au par. 114(2) de la *Loi sur l'immigration*. Sa demande était appuyée de lettres exprimant des inquiétudes quant à la possibilité d'obtenir un traitement médical dans son pays d'origine et quant à l'effet de son départ éventuel sur ses enfants nés au Canada. Un agent d'immigration supérieur a répondu par lettre qu'il n'y avait pas suffisamment de raisons humanitaires pour justifier de traiter sa demande au Canada. Cette lettre ne donnait pas les motifs de la décision. L'avocat de l'appelante a cependant demandé et reçu les notes de l'agent investigateur, que l'agent supérieur d'immigration avait utilisées pour rendre sa décision. La Section de première instance de la Cour fédérale a rejeté une demande de contrôle judiciaire mais a certifié la question suivante en application du par. 83(1) de la Loi: «Vu que la Loi sur l'immigration n'incorpore pas expressément le langage des obligations internationales du Canada en ce qui concerne la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, les autorités d'immigration fédérales doivent-elles considérer l'intérêt supérieur de l'enfant né au Canada comme une considération primordiale dans l'examen du cas d'un requérant sous le régime du paragraphe 114(2) de la *Loi sur l'immigration*?» La Cour d'appel a limité son examen à cette question et a conclu qu'il n'était pas nécessaire d'accorder la primauté à l'intérêt supérieur des enfants dans l'appréciation d'une telle demande. Un sursis à la mesure d'expulsion de l'appelante prononcée après la décision de l'agent d'immigration, a été ordonné jusqu'à l'issue du présent pourvoi.

Arrêt: Le pourvoi est accueilli.

Les juges **L'Heureux-Dubé**, Gonthier, McLachlin, Bastarache et Binnie: Le paragraphe 83(1) de la *Loi sur l'immigration* n'exige pas que la Cour d'appel traite seulement la question certifiée. Lorsqu'une question a été certifiée, la Cour d'appel peut examiner tous les aspects de l'appel qui relèvent de sa compétence.

L'obligation d'équité procédurale est souple et variable et repose sur une appréciation du contexte de la loi et des droits visés. Les droits de participation qui en font partie visent à garantir que les décisions administratives sont prises au moyen d'une procédure équitable et ouverte, adaptée au type de décision et à son contexte légal, institutionnel et social, comprenant la possibilité donnée aux personnes visées de présenter leur point de vue et des éléments de preuve qui seront dûment pris en considération par le décideur. Plusieurs facteurs sont pertinents pour déterminer le contenu de l'obligation

d'équité procédurale: (1) la nature de la décision recherchée et le processus suivi pour y parvenir; (2) la nature du régime législatif et les termes de la loi régissant l'organisme; (3) l'importance de la décision pour les personnes visées; (4) les attentes légitimes de la personne qui conteste la décision; (5) les choix de procédure que l'organisme fait lui-même. Cette liste de facteurs n'est pas exhaustive.

L'obligation d'équité procédurale s'applique aux décisions d'ordre humanitaire. En l'espèce, il n'y avait pas d'attente légitime ayant une incidence sur la nature de l'obligation d'équité procédurale. Compte tenu des autres facteurs, bien que certains indiquent des exigences plus strictes en vertu de l'obligation d'équité, d'autres indiquent des exigences moins strictes et plus éloignées du modèle judiciaire. L'obligation d'équité dans ces circonstances est plus que minimale, et le demandeur et les personnes dont les intérêts sont profondément touchés par la décision doivent avoir une possibilité valable de présenter les divers types de preuves qui se rapportent à leur affaire et de les voir évalués de façon complète et équitable. Néanmoins, compte tenu de tous ces facteurs, le fait qu'il n'y ait pas eu d'audience ni d'avis d'audience ne constituait pas un manquement à l'obligation d'équité procédurale. La possibilité de produire une documentation écrite complète était suffisante.

Il est maintenant approprié de reconnaître que, dans certaines circonstances, notamment lorsque la décision revêt une grande importance pour l'individu, ou lorsqu'il existe un droit d'appel prévu par la loi, l'obligation d'équité procédurale requerra une explication écrite de la décision. Des motifs écrits sont nécessaires en l'espèce, étant donné l'importance cruciale de la décision pour les personnes visées. Cette obligation a été remplie par la production des notes de l'agent subalterne, qui doivent être considérées comme les motifs de la décision. L'admission de ces documents comme motifs de la décision confirme le principe selon lequel les individus ont droit à une procédure équitable et à la transparence de la prise de décision, mais reconnaît aussi qu'en matière administrative, cette transparence peut être atteinte de différentes façons.

L'équité procédurale exige également que les décisions soient rendues par un décideur impartial, sans crainte raisonnable de partialité. Cette obligation s'applique à tous les agents d'immigration qui jouent un rôle significatif dans la prise de décision. Parce qu'elles visent nécessairement des personnes de provenances diverses, issues de cultures, de races et de continents différents, les décisions en matière d'immigration exigent de ceux qui les rendent sensibilité et compréhension. Elles exigent la reconnaissance de la diversité, la compréhension des autres et l'ouverture d'esprit à la différence. Les déclarations contenues dans les notes de l'agent d'immigration donnent l'impression qu'il peut avoir tiré des conclusions en se fondant non pas sur la preuve dont il disposait, mais sur le fait que l'appelante était une mère célibataire ayant plusieurs enfants, et était atteinte de troubles psychiatriques. En l'espèce, un membre raisonnable et bien informé de la communauté conclurait que l'agent n'a pas traité cette affaire avec l'impartialité requise dans une décision rendue par un agent d'immigration. Les notes donnent donc lieu à une crainte raisonnable de partialité.

La notion de pouvoir discrétionnaire s'applique dans les cas où le droit ne dicte pas une décision précise, ou quand le décideur se trouve devant un choix d'options à l'intérieur de limites imposées par la loi. Le droit administratif a traditionnellement abordé le contrôle judiciaire des décisions discrétionnaires séparément de décisions sur l'interprétation de règles de droit. Le contrôle des éléments de fond d'une décision discrétionnaire est mieux envisagée selon la démarche pragmatique et fonctionnelle définie par la jurisprudence de notre Cour, compte tenu particulièrement de la difficulté de faire des classifications rigides entre les décisions discrétionnaires et les décisions non discrétionnaires. Même si en général il sera accordé un grand respect aux décisions discrétionnaires, il faut que le pouvoir discrétionnaire soit exercé conformément aux limites imposées dans la loi, aux principes de la primauté du droit, aux principes du droit administratif, aux valeurs fondamentales de la société canadienne, et aux principes de la *Charte*.

Dans l'application des facteurs pertinents à la détermination de la norme de contrôle appropriée, on devrait faire preuve d'une retenue considérable envers les décisions d'agents d'immigration exerçant les pouvoirs conférés par la loi, compte tenu de la nature factuelle de l'analyse, de son rôle d'exception au sein du régime législatif et de la large discrétion accordée par le libellé de la loi. Toutefois, l'absence de clause privative, la possibilité expressément prévue d'un contrôle judiciaire par la Cour fédérale -- Section de première instance, ainsi que la nature individuelle plutôt que polycentrique de la décision, tendent aussi à indiquer que la norme applicable ne devrait pas en être une d'aussi grande retenue que celle du caractère «manifestement déraisonnable». La norme de contrôle appropriée est celle de la décision raisonnable *simpliciter*.

Le libellé de la législation révèle l'intention du Parlement de faire en sorte que la décision soit fondée sur des raisons d'ordre humanitaire. L'exercice raisonnable du pouvoir conféré par l'article exige que soit prêté une attention minutieuse aux intérêts et aux besoins des enfants puisque les droits des enfants, et la considération de leurs intérêts, sont des valeurs humanitaires centrales dans la société canadienne. Une indication de ces valeurs se trouve dans les objectifs de la Loi, dans les instruments internationaux, et dans les lignes directrices régissant les décisions d'ordre humanitaire publiées par le ministre. Étant donné que les motifs de la décision n'indiquent pas qu'elle a été rendue d'une manière réceptive, attentive ou sensible à l'intérêt des enfants de l'appelante, ni que leur intérêt a été considéré comme un facteur décisionnel important, elle constituait un exercice déraisonnable du pouvoir conféré par la loi. En outre, les motifs de la décision n'accordent pas suffisamment d'importance ou de poids aux difficultés qu'un retour de l'appelante dans son pays d'origine pouvait lui susciter.

Les juges Cory et Iacobucci: Les motifs du juge L'Heureux-Dubé et le dispositif qu'elle propose sont acceptés sauf pour ce qui concerne la question de l'effet du droit international sur l'exercice du pouvoir discrétionnaire conféré au ministre par le par. 114(2) de la Loi. La question certifiée devrait recevoir une réponse négative. Le principe qu'une convention internationale ratifiée par le pouvoir exécutif n'a aucun effet en droit canadien tant qu'elle n'est pas incorporée dans le droit interne ne peut pas survivre intact après l'adoption d'un principe de droit qui autorise le recours dans le processus d'interprétation des lois, aux dispositions d'une convention qui n'a pas été intégrée dans la législation.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel fédérale, [1997] 2 C.F. 127, 207 N.R. 57, 142 D.L.R. (4th) 554, [1996] A.C.F. n° 1726 (QL), qui a rejeté un appel d'un jugement du juge Simpson (1995), 101 F.T.R. 110, 31 Imm. L.R. (2d) 150, [1995] A.C.F. n° 1441 (QL), qui avait rejeté une demande de contrôle judiciaire. Pourvoi accueilli.

Roger Rowe et Rocco Galanti, pour l'appelante.

Urszula Kaczmarczyk et Cheryl D. Mitchell, pour l'intimé.

Sheena Scott et Sharryn Aiken, pour les intervenants la Canadian Foundation for Children, Youth and the Law, la Défense des enfants-International-Canada et le Conseil canadien pour les réfugiés.

John Terry et Craig Scott, pour l'intervenant le Comité de la Charte et des questions de pauvreté.

Barbara Jackman et Marie Chen, pour l'intervenant le Conseil canadien des églises.

Procureurs de l'appelante: Roger Rowe et Rocco Galati, North York.

Procureur de l'intimé: Le sous-procureur général du Canada, Toronto.

Procureurs de l'intervenant le Conseil canadien des églises: Jackman and Associates, Toronto.

Procureur des intervenants la Canadian Foundation for Children, Youth and the Law, la Défense des enfants-International-Canada et le Conseil canadien pour les réfugiés: La Canadian Foundation for Children, Youth and the Law, Toronto.

Procureurs de l'intervenant le Comité de la Charte et des questions de pauvreté: Tory, Tory, DesLauriers and Binnington, Toronto.

Theodore Clifford Best - v. - Marlene Shirley Best (Ont.)(26345)

Indexed as: Best v. Best / Répertoire: Best c. Best

Judgment rendered July 9, 1999 / Jugement rendu le 9 juillet 1999

Present: Lamer C.J. and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci, Major, Bastarache and Binnie JJ.

Family law -- Equal division of net family property -- Defined benefit pension -- Actuarial methods of valuing pension resulting in widely differing values -- Whether termination pro rata or termination value-added method better accords with the Family Law Act -- Family Law Act, R.S.O. 1990, c. F.3, Preamble, ss. 4, 5, 9.

This appeal dealt with the treatment of pensions in the division of property on divorce, especially the appropriate technique for determining the value of the appellant's pension. The parties separated after 12.08 years of marriage. The appellant had contributed to his pension plan for 20.52 years before marriage and the benefits were vested. He was still working at the time of trial. The pension plan was a defined benefit plan, meaning that the annual pension benefit paid upon retirement is calculated according to a fixed formula: 2% of the average of the retiree's five highest annual salaries, multiplied by the total number of years of service prior to retirement. Also at issue were the determination of the appellant's likely date of retirement for purposes of determining pension value during the marriage, whether part of the appellant's equalization obligation could be settled "if and when" he received the pension, whether his spousal support obligation should have been terminated on retirement, and costs.

In valuing the pension, both sides agreed to use a "termination" method, meaning that the pension's value at separation was calculated by assuming that the appellant stopped working on the date of separation. Different actuarial methods were put forward for valuation of the amount of the pension to be attributed to the marriage period. The termination value-added method, which was advanced by the respondent, determines the pension's present value at the date of marriage and again at the date of separation; the value accrued during the marriage is then determined by deducting the first value from the second. The termination *pro rata* method advanced by the appellant first calculates the present value of the pension benefit accrued on the date of separation. Second, the pension's value on the date of marriage is determined by multiplying this pension value by the ratio of the number of years of pensionable service prior to the marriage divided by the total pensionable service up to separation. The amount attributable to the marriage is the difference between the value on the date of separation and the value on the date of marriage.

The dispute over valuation methods arose when the parties' actuaries sought to determine the pension's value as of the date of marriage. The value at marriage was higher under the *pro rata* method than it was under the value-added method. As a result, the amount attributable to marriage -- the difference between the value at separation and the value at marriage -- was accordingly smaller under the *pro rata* method. The trial judge and the Court of Appeal both found in the respondent's favour and used the value-added method.

In valuing the pension, the trial judge had to make an assumption about the likely date on which the appellant would have retired, taken from the perspective of the date of separation. The trial judge disregarded the fact that the appellant was still working at the time of trial and decided that, from the perspective of the time of separation, the appellant would have retired when eligible for early retirement.

The trial judge ordered that the appellant could satisfy his equalization obligation in monthly instalments over 10 years. He rejected the appellant's request that part of the equalization be paid "if and when" the pension was received. The trial judge also ordered monthly spousal support payments of \$2500. The trial judge awarded the respondent a portion of her costs. The Court of Appeal upheld these conclusions and awarded costs on the appeal to the respondent.

Held (L'Heureux-Dubé J. dissenting on issues of valuation and costs): The appeal should be allowed on the issues of the valuation method and costs and dismissed in all other aspects.

Per Lamer C.J. and Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci, **Major**, Bastarache and Binnie JJ.: Generally speaking, the *pro rata* method yields a valuation of a defined benefit pension that is fairer than the valuation produced by the value-added method.

The parties agreed it would be assumed that the appellant stopped working on the date of separation (the termination method). The pension's value on the date of separation is determined by calculating the benefit earned under the pension's benefit formula and then the amount that, if invested on the date of separation, would provide that income stream starting at the assumed retirement date. This calculation, also known as "discounting" the pension's value back to the separation date, requires the use of certain assumptions, such as the date of retirement to determine the length of the discounting period, the employee's longevity and a discounting rate to reflect the effects of inflation and investment return. The parties agreed in principle on the pension's value on the date of separation.

Under the *Family Law Act*, the value of assets owned prior to the marriage must be excluded from the equalization of assets. The parties disagreed as to the proper method to value the pension as of the date of marriage. Under the *pro rata* method, the pension is described as increasing in value at a constant rate over time; under the value-added method, the pension is described as increasing slowly at first and more quickly later according to the effects of compounding. At any point in time, the *pro rata* method will assign a higher value to the pension than the value-added method. If, as here, the employee accumulated pensionable service prior to marriage, the pension's value on the date of marriage will differ widely depending on which method is used. Both methods are recognized as acceptable from an actuarial point of view.

Unfortunately, the *Family Law Act* does not specify which method is to be used. The only guidance is s. 4(1) of the *Family Law Act*, which provides that the court must calculate each spouse's "net family property", which is defined as the value of all assets owned by each spouse on the date of separation less the value of all assets owned on the date of marriage. The *Family Law Act* does not prescribe how the value of any particular asset is to be determined. Consequently, a present-value calculation, as used by the value-added method, is not necessarily to be preferred over any other method. The words "calculated as of the date of the marriage" in s. 4(1) do not reflect a legislative choice of one actuarial method over another but rather address the more basic issue that a spouse cannot exclude an asset from his or her net family property simply because it was owned before the marriage. Further, s. 4(1) does not provide that the value at marriage cannot be mathematically derived from the value at separation.

The *Family Law Act* does not require that a defined benefit pension's value at marriage be calculated in the same way as the value of other types of assets; it only requires that net family property be calculated by subtracting the value of all assets at marriage from the value of all assets at separation. If proper consideration for the nature of a defined benefit pension requires a valuation method different from methods used for other assets, the *Family Law Act* does not preclude it. Absent clear legislative direction, the *pro rata* method, which enjoys the *imprimatur* of the actuarial profession, should be considered. The general purpose of matrimonial property statutes is to divide marital assets as equitably as possible. The legislative silence as to any preference between value-added or *pro rata* method means that the defined benefit pension must be valued according to the method that values the pension most equitably.

The Court should choose the valuation method that most nearly describes how the defined benefit pension's value varied over time, with proper regard for the nature of the asset itself. Unlike an interest in a defined contribution plan, the ultimate annualized benefit paid under a defined benefit plan is unrelated to the size of contributions or rate of return on investment. It is far from self-evident that the increase in value of an interest in a defined benefit pension plan should be modelled after the increase in value in an investment asset. Treating a defined benefit pension as gaining value in that way constitutes a major weakness of the value-added method.

The respondent's arguments favouring the value-added method are also problematic. A subjective feeling that the promise of a pension takes on greater importance as an employee approaches retirement does not translate into an objective increase in value that should be reflected in an equalization calculation. Further, the value-added method does not take into account the decreasing value of the dollar owing to inflation. The 1976 dollar at marriage is worth more than the inflated 1988 dollar at separation and yet is subtracted directly from the inflated dollar at separation, meaning that all inflation on the pension's total value is treated as a "gain" in value during the marriage. In addition, the value-added method as it was applied in this case used different assumed retirement dates for valuing the pension at marriage and at separation.

The *pro rata* method better reflects the nature of a defined benefit pension by averaging the pension's present value over each year of service. The true value of the defined benefit plan -- namely, the benefit itself -- increases at a constant (or arithmetic) rate with the passage of time, not along a growth curve (or geometric rate). The *pro rata* method accurately takes account of the pension's nature as a future asset, instead of misleadingly treating it as a present asset with a lump sum value that increases at the rates of inflation and return on risk-free investments. It also reflects the fact that, in a "best earnings" defined benefit pension, the effect of a salary increase is not limited to the particular year in which it occurs, but extends over the entire period of service. Further, the *pro rata* method involves less speculation than the value-added method: it requires only one discounting calculation and also does not artificially ignore relevant information available at separation in determining the value on the date of marriage.

Although the value-added method could be reformed to address these concerns, the *pro rata* method generally values defined benefit pensions more equitably under the *Family Law Act*. Note, however, that the possibility of using a retirement method (as opposed to a termination method) of valuation remains open, although it might be at odds with the present wording of the *Family Law Act*.

The many issues raised by pension valuation in equalization calculations are complex and deserve legislative attention. Until the legislature addresses this area in an amendment to the *Family Law Act*, the parties will have to reach agreement on a proper valuation method or, as in this case, refer the dispute to the courts.

The second issue in this case concerns the assumed retirement age that the court used in valuing the pension. Retirement age is crucial to valuation because it determines the length of the discounting period and the length of time that the pension is paid out. Under a termination method, post-separation evidence should not be used in determining a likely retirement date unless the evidence reflects facts that were within the employee spouse's contemplation at the time of separation. The presence of an early retirement provision will almost always be relevant to the choice of a likely retirement age. The trial judge's conclusion was not unreasonable in light of the evidence prior to separation. It was not unfair to take the facts as frozen as of the date of separation, thereby disregarding evidence available after separation but before trial, such as the fact that the appellant continued to work past the assumed retirement date.

The trial judge's decision to allow the appellant to settle his equalization obligation with instalment payments over 10 years was within his discretion and deserves deference because the choice of method for settlement is highly contextual and fact-based. An "if and when" payment scheme, under which the appellant would pay a share of the pension benefits if and when received, should not be declared to be the default rule for equalization payments involving pensions. Although an "if and when" scheme has clear advantages where the difference in net family properties is owing to the capitalized value of a pension--in particular, it avoids exposing the pension-holder to the hardship of having to pay a lump sum immediately--its disadvantages include a continued financial link between the ex-spouses and a difficulty in determining the appropriate share to be paid over. Furthermore, the total amount paid is indeterminate and can result in over- or underpayment, depending on the pension-holder's life span; in this respect, an "if and when" settlement method effectively renders valuation of the pension unnecessary. This is inconsistent with the appellant's principal position in this case and may conflict with the *Family Law Act* because it effectively employs a "deferred" retirement method of valuation.

The trial judge did not include the future pension benefits as "income" in determining the appellant's ability to pay spousal support. There was therefore no need to decide the issue of "double dipping", i.e., whether a pension, once equalized as property, can also be treated as income from which the pension-holding spouse can make support payments. There was also no error in valuing the pension as though the appellant terminated employment in 1988, even though in determining spousal support, the trial judge recognized that the appellant was still employed in 1993. The agreement to use the termination method justified disregarding post-separation evidence for the narrow issue of pension valuation. Given that the amount of spousal support was linked to the appellant's salary, that order might now be variable on the basis of a change in circumstances.

The parties were to bear their own costs in all courts.

Per L'Heureux-Dubé J. (dissenting on issues of valuation and costs): While the actuarial profession may accept both the value-added and *pro rata* valuation methods, the choice of which method ought to be used for family law purposes remains a legal matter, and therefore, a matter of compliance with the applicable legislation. The reasons of both the trial judge and the Court of Appeal found the value-added method was more consistent with the Act, produced a fairer value and found no justification for using a different valuation method because the asset was different. These reasons were adopted.

The criteria set out in the Act are not satisfied by both methods, and even if they were, the courts must go further to determine the method which best accords with the Act. Only the value-added method captures the letter and spirit of s. 4(1) of the *Family Law Act*. While the general purpose of the Act is to effect the adjustment of property in an equitable manner, the specific purpose of the valuation of the pension is to determine the increase in value of the assets during marriage. The legislature developed a scheme for apportionment and the Court is merely to use the valuation method which best determines the increase in value of the pension for the marriage partners. As the primary consideration of courts must be to abide by the legislation, particularly an enabling statute, there was no reason for the Court to depart from the clear and unambiguous wording of the statute and the assumption that the legislature intended to say exactly what is written. The Act quite simply stipulates that the value of the asset is to be determined by subtracting one specific value from another, with those values being determined as of the close of that particular business day. It directs that the courts must go beyond a simple analysis of the annualized benefit to be paid and use a method which values the pension according to both human and fiscal factors. If using the value-added method were to lead to hardship or an unconscionable result, a remedial provision is available under s. 5(6).

The analysis of fairness, being both orderly and equitable, should not be result-driven. What has, in some cases, been perceived as unfair, is instead the just result of the greater value ascribed to the later years of a pension than to those of the earlier years. It would be inequitable to deprive the respondent of her share of the good fortune that arose during the marriage. Three main reasons support the greater pension increase in value over the marriage years in this case. First, the time value of money makes the value of the pension greater the closer one gets to the actual commencement of benefit payments. Second, the majority of pension schemes calculate the annual benefit amount payable to the employee by some function of the highest years of salary. The value-added method will recognize this reality and the significance of those highest years falling within the period of the marriage. Thirdly, the early retirement provision (rule of 90) makes years of service later in a career more significant. Certain years of service later in a career will have the effect of not only decreasing the amount of time before the pension begins paying out, thus reducing the discounting effect, but also increasing the total number of years of payment and, therefore, the value of the benefit. The premise that all years which contribute to the pension must be of equal value is not only extraordinary but also totally unrealistic. Lastly, it would not be illogical for Parliament or the legislature, as a matter of policy, to choose a method of valuation which may be found to benefit the non-employee spouse when the couple is closer to retirement age. Parliament and the legislatures have repeatedly demonstrated their intent to protect those who may prove to be more vulnerable in our society by reason of growing older.

Costs would have been awarded to the respondent throughout.

APPEAL from a judgment of the Ontario Court of Appeal (1997), 35 O.R. (3d) 577, 156 D.L.R. (4th) 717, 31 R.F.L. (4th) 1, 103 O.A.C. 344, 15 C.C.P.B. 170, [1997] O.J. No. 4007 (QL), dismissing an appeal by the appellant from a judgment of Rutherford J. (1993), 50 R.F.L. (3d) 120, 1 C.C.P.B. 8, [1993] O.J. No. 2444 (QL), and subsequent endorsement as to costs, [1994] O.J. No. 1241 (QL). Appeal allowed in part, L'Heureux-Dubé J. dissenting.

William J. Sammon and Jirina Bulger, for the appellant.

Frank C. Tierney, Shawn L. C. Peers and Ian R. Stauffer, for the respondent.

Solicitors for the appellant: Barnes, Sammon, Ottawa.

Solicitors for the respondent: Tierney, Stauffer, Ottawa.

Présents: Le juge en chef Lamer et les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci, Major, Bastarache et Binnie.

Droit de la famille -- Partage égal des biens familiaux nets -- Pensions à prestations déterminées -- Méthodes actuarielles de détermination de la valeur de la pension donnant des résultats très différents -- Laquelle de la méthode au prorata ou de la méthode de la valeur ajoutée s'accorde le mieux avec la Loi sur le droit de la famille? -- Loi sur le droit de la famille, L.R.O. 1990, ch. F.3, préambule, art. 4, 5, 9.

Le présent pourvoi concernait le traitement des pensions de retraite dans le cadre du partage des biens en cas de divorce et, plus particulièrement, la technique appropriée pour déterminer la valeur de la pension de l'appelant. Les parties se sont séparées après 12,08 années de mariage. L'appelant avait cotisé à un régime de retraite pendant 20,52 années avant le mariage et acquis le droit aux prestations de retraite. Il travaillait toujours quand le procès a eu lieu. Le régime de retraite de l'appelant était un régime à prestations déterminées, c'est-à-dire un régime dans lequel la prestation de retraite annuelle versée aux retraités est calculée selon une formule fixe: l'appelant avait droit à une rente annuelle égale à 2 p. 100 de la moyenne de ses cinq années les mieux rémunérées, multipliée par le nombre total d'années de service accumulées avant la retraite. Il s'agissait également de déterminer la date à laquelle l'appelant prendrait vraisemblablement sa retraite aux fins du calcul de la valeur de la pension durant le mariage, de décider si l'appelant pouvait s'acquitter d'une partie de son obligation d'égalisation sur une base «conditionnelle» en ne versant à l'intimée sa part de la pension que lorsqu'il la recevrait, si tant est qu'il la recevait, de décider si son obligation alimentaire à l'endroit de son ex-conjointe aurait dû prendre fin à la date de son départ à la retraite, et, enfin, de statuer sur la question des dépens.

Pour déterminer la valeur de la pension, les deux parties ont convenu d'utiliser la méthode «de la cessation d'emploi»; on a donc calculé la valeur de la pension de l'appelant au moment de la séparation en présumant que ce dernier avait cessé de travailler à cette date. Différentes méthodes actuarielles ont été proposées pour déterminer la partie de la valeur de la pension devant être attribuée à la période du mariage. L'intimée a proposé d'utiliser la méthode de la valeur ajoutée à la cessation d'emploi, suivant laquelle la valeur actualiste de la pension de retraite est déterminée d'abord à la date du mariage, puis à la date de la séparation; on calcule ensuite l'augmentation de la valeur de la pension durant le mariage en retranchant la première valeur de la deuxième. Selon la méthode au prorata à la cessation d'emploi proposée par l'appelant, on calcule d'abord la valeur actualisée de la pension de retraite accumulée à la date de la séparation. On calcule ensuite la valeur de la pension de retraite à la date du mariage en multipliant la valeur à la date de la séparation par une fraction égale au nombre d'années de service ouvrant droit à pension accumulées avant le mariage divisé par le nombre total d'années de service ouvrant droit à pension accumulées avant la séparation. La valeur attribuable aux années de mariage est la différence entre la valeur de la pension de retraite à la date de la séparation et sa valeur à la date du mariage.

C'est lorsque les actuares des parties ont voulu déterminer la valeur de la pension à la date du mariage qu'est né le désaccord au sujet des méthodes d'évaluation. La valeur de la pension à la date du mariage déterminée en application de la méthode au prorata était supérieure à celle qui résultait de la méthode de la valeur ajoutée. Par conséquent, la valeur de la pension de retraite attribuable aux années de mariage -- soit la différence entre la valeur à la date de la séparation et la valeur à la date du mariage -- était inférieure lorsqu'on appliquait la méthode au prorata. Le juge de première instance et la Cour d'appel ont tous les deux tranché l'affaire en faveur de l'intimée et utilisé la méthode de la valeur ajoutée.

Pour déterminer la valeur de la pension, le juge de première instance a dû faire une hypothèse concernant la date à laquelle l'appelant prendrait vraisemblablement sa retraite, en considérant la question à la date de la séparation. Faisant abstraction du fait que l'appelant travaillait encore à la date du jugement, le juge de première instance a conclu, considérant cette question à la date de la séparation, que l'appelant aurait pris sa retraite lorsqu'il aurait été admissible à une retraite anticipée.

Dans son ordonnance, le juge de première instance a indiqué que l'appelant pouvait s'acquitter de son obligation d'égalisation sous forme de mensualités échelonnées sur une période de 10 ans. Il a refusé d'autoriser l'appelant à s'acquitter d'une partie de son obligation d'égalisation sur une base «conditionnelle», c'est-à-dire en ne versant à l'intimée

sa part de la pension de retraite que lorsqu'il la recevrait, si tant est qu'il la recevait. Le juge de première instance a également ordonné à l'appelant de verser à l'intimée une pension alimentaire de 2 500 \$ par mois. Il a accordé à l'intimée une partie de ses dépens. La Cour d'appel a confirmé ces conclusions et accordé à l'intimée les dépens en appel.

Arrêt (le juge L'Heureux-Dubé est dissidente relativement aux questions de l'évaluation et des dépens): Le pourvoi est accueilli relativement aux questions de la méthode d'évaluation et des dépens et rejeté à tous les autres égards.

Le juge en chef Lamer et les juges Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci, **Major**, Bastarache et Binnie: De façon générale, la méthode au prorata produit une évaluation plus équitable d'une pension à prestations déterminées que la méthode de la valeur ajoutée.

Les parties ont convenu de présumer que l'appelant avait cessé de travailler à la date de la séparation (la méthode de la cessation d'emploi). On détermine la valeur de la pension à la date de la séparation en calculant la prestation accumulée au moyen de la formule de calcul de la prestation, et on calcule ensuite la somme qui, investie à la date de la séparation, produirait le même flux de revenu que la pension à partir de la date présumée du départ à la retraite. Ce calcul, également appelé «actualisation» de la valeur de la prestation de retraite à la date de la séparation, exige l'application de certaines hypothèses, notamment en ce qui concerne la date présumée du départ à la retraite afin de déterminer la durée de la période d'actualisation, la longévité présumée de l'employé, et un taux d'actualisation tenant compte des effets de l'inflation et du rendement du capital investi. Les parties ont convenu en principe de la valeur de la pension de retraite à la date de la séparation.

En vertu de la *Loi sur le droit de la famille*, la valeur des biens possédés avant le mariage doit être exclue du processus d'égalisation des biens. Les parties ne se sont pas entendues sur la méthode qu'il convenait d'appliquer pour déterminer la valeur de la pension de retraite à la date du mariage. Selon la méthode au prorata, la valeur de la pension augmente à un rythme constant au fil des années; suivant la méthode de la valeur ajoutée, la valeur de la pension augmente lentement au départ puis plus rapidement par la suite en raison des effets de la capitalisation. À tout moment, la méthode au prorata attribue à la pension une valeur supérieure à celle que lui attribue la méthode de la valeur ajoutée. Dans les cas où, comme en l'espèce, l'employé a accumulé de nombreuses années de service ouvrant droit à pension avant le mariage, la valeur de la pension de retraite à la date du mariage variera de façon considérable selon la méthode utilisée. Les deux méthodes sont considérées acceptables du point de vue actuariel.

Malheureusement, la *Loi sur le droit de la famille* ne précise pas quelle est la méthode qui doit être utilisée. Les seules indications à cet égard figurent au par. 4(1) de la *Loi sur le droit de la famille*, qui intime aux tribunaux de calculer la valeur des «biens familiaux nets» de chaque conjoint, expression qui est définie comme la valeur de tous les biens dont chaque conjoint est propriétaire à la date de la séparation moins la valeur de tous les biens dont chacun était propriétaire à la date du mariage. La *Loi sur le droit de la famille* ne prescrit pas la façon de calculer la valeur de quelque bien en particulier. Par conséquent, il ne faut pas nécessairement privilégier un calcul fondé sur la valeur actualisée, comme celui utilisé dans le cadre de la méthode de la valeur ajoutée, au détriment de toute autre méthode. Les mots «calculée à la date du mariage» figurant au par. 4(1) n'expriment pas la préférence du législateur pour une méthode actuarielle d'évaluation des pensions plutôt qu'une autre; ils touchent plutôt le point plus fondamental qu'un conjoint ne peut exclure un bien de ses biens nets familiaux pour la seule raison qu'il en était propriétaire avant le mariage. En outre, le par. 4(1) ne précise pas que la valeur à la date du mariage ne peut pas être dérivée mathématiquement de la valeur à la date de séparation.

La *Loi sur le droit de la famille* n'exige pas que la valeur à la date du mariage d'une pension à prestations déterminées soit calculée de la même façon que la valeur d'autres types de biens; elle exige simplement que la valeur des biens familiaux nets soit calculée en soustrayant la valeur des biens à la date du mariage de leur valeur à la date de la séparation. S'il ressort de l'examen approprié de la nature d'une pension à prestations déterminées que l'utilisation d'une méthode d'évaluation différente des méthodes utilisées pour calculer la valeur d'autres biens est nécessaire, la *Loi sur le droit de la famille* n'interdit pas d'utiliser une telle méthode. En l'absence de directives claires du législateur, la méthode au prorata, qui jouit de l'aval de la profession actuarielle, doit être prise en considération. L'objectif général des lois sur les biens matrimoniaux est de répartir ces biens le plus équitablement possible. Le fait que la loi n'indique aucune préférence pour la méthode de la valeur ajoutée par rapport à la méthode au prorata, ou vice-versa, signifie que le calcul

de la valeur de la pension à prestations déterminées doit être fait au moyen de la méthode qui l'évalue le plus équitablement possible.

La Cour doit choisir la méthode d'évaluation qui décrit le plus exactement la façon dont la valeur de la pension à prestations déterminées a évolué au fil des ans, en tenant dûment compte de la nature du bien lui-même. Contrairement à un intérêt dans un régime à cotisations déterminées, la prestation annualisée versée en bout de ligne à un employé dans le cadre d'un régime à prestations déterminées n'est pas liée au montant des cotisations ou au taux de rendement du capital investi. Il est loin de tomber sous le sens que l'augmentation de valeur d'un intérêt dans un régime de retraite à prestations déterminées devrait être mesurée de la même façon que l'augmentation de valeur d'un placement. Le fait qu'elle considère que la valeur d'un régime de retraite à prestations déterminées augmente ainsi constitue une lacune importante de la méthode de la valeur ajoutée.

Les arguments présentés par l'intimée au soutien de la méthode de la valeur ajoutée posent également problème. Une impression subjective que la promesse d'une pension revêt une importance plus grande à mesure que l'employé approche de l'âge de la retraite ne se traduit pas par une augmentation objective de valeur qui doit se refléter dans le calcul d'égalisation. En outre, la méthode de la valeur ajoutée ne tient pas compte de la valeur décroissante du dollar en raison de l'inflation. Bien que le dollar de 1976, année du mariage, vaille davantage que le dollar courant de 1988, année de la séparation, il est néanmoins retranché directement du dollar courant à la séparation, ce qui signifie que l'effet de l'inflation sur la valeur totale de la pension est traité comme une «plus-value» survenue pendant la durée du mariage. De plus, un autre problème qui caractérise la manière dont la méthode de la valeur ajoutée a été utilisée dans le cas qui nous occupe est le fait qu'on se soit servi d'hypothèses différentes quant à l'âge du départ à la retraite pour calculer la valeur de la pension à la date du mariage et à la date de la séparation.

La méthode au prorata reflète mieux la nature d'une pension à prestations déterminées en répartissant la valeur actualisée de la pension sur chaque année de service. La valeur véritable du régime de retraite à prestations déterminées -- c'est-à-dire la prestation elle-même -- augmente à un taux constant (ou taux arithmétique) à mesure que le temps passe, et non pas suivant une courbe de croissance (ou taux géométrique). La méthode au prorata rend compte fidèlement de la nature de la pension en tant qu'élément d'actif futur, au lieu de la considérer à tort comme un élément d'actif courant, auquel on peut attribuer une valeur globale qui augmente en fonction du taux d'inflation et du taux de rendement de placements sans risque. Elle reflète également le fait que l'effet d'une hausse de salaire dans un régime de pension à prestations déterminées «salaire maximal moyen» ne se limite pas à l'année particulière au cours de laquelle cette hausse est accordée, mais se fait également sentir pendant toute la durée du service. De plus, la méthode au prorata est moins conjecturale que la méthode de la valeur ajoutée: elle ne requiert qu'un seul calcul d'actualisation et, en outre, ne fait pas artificiellement abstraction des renseignements pertinents qui sont connus à la date de la séparation pour déterminer la valeur à la date du mariage.

Bien que la méthode de la valeur ajoutée puisse être modifiée pour tenir compte de ces inquiétudes, la méthode au prorata produit généralement une évaluation plus équitable des pensions à prestations déterminées dans le cadre de la *Loi sur le droit de la famille*. Il faut signaler, cependant, qu'il demeure possible de recourir à la méthode de la retraite (par opposition à la méthode de la cessation d'emploi), bien que l'utilisation de cette méthode pourrait être incompatible avec le texte actuel de la *Loi sur le droit de la famille*.

Les nombreuses questions que soulève l'évaluation des pensions dans les calculs d'égalisation sont complexes et elles méritent l'attention du législateur. En attendant que le législateur règle ce problème en modifiant la *Loi sur le droit de la famille*, les intéressés devront s'entendre sur la méthode d'évaluation qu'il convient d'appliquer ou, comme en l'espèce, soumettre le litige aux tribunaux.

La deuxième question litigieuse que soulève la présente affaire est l'hypothèse relative à l'âge du départ à la retraite que le tribunal a utilisée pour évaluer la valeur de la pension de retraite. L'âge du départ à la retraite est crucial pour l'évaluation parce qu'il détermine à la fois la durée de la période d'actualisation et la durée de la pension. Dans l'application de la méthode de la cessation d'emploi, la preuve postérieure à la séparation ne devrait pas être utilisée pour fixer la date probable de la retraite, à moins que cette preuve ne révèle des faits qu'envisageait le conjoint participant au moment de la séparation. L'existence d'une clause de retraite anticipée sera presque toujours pertinente quant au choix

de l'âge probable du départ à la retraite. La conclusion du juge de première instance n'était pas déraisonnable à la lumière de la preuve qui existait avant la séparation. Il n'était pas injuste de s'en tenir aux faits tels qu'ils existaient à la date de la séparation et d'omettre ainsi de tenir compte de la preuve qui existait après la séparation mais avant le procès, par exemple le fait que l'appelant ait continué de travailler après la date présumée du départ à la retraite.

Le juge de première instance n'a pas outrepassé son pouvoir discrétionnaire en permettant à l'appelant de s'acquitter de son obligation d'égalisation sous forme de versements échelonnés sur une période de 10 ans, et il convient de faire montre de retenue envers cette décision étant donné que le choix de la méthode d'exécution de l'obligation d'égalisation est en grande partie tributaire du contexte et des faits. Un régime de paiement «conditionnel», en vertu duquel l'appelant verserait à l'intimée une partie des prestations de retraite seulement lorsqu'il les recevrait, si tant est qu'il les reçoit, ne doit pas être considéré comme la règle générale en matière de paiements d'égalisation dans les cas où une pension est en cause. Bien qu'un régime de paiement «conditionnel» comporte des avantages manifestes lorsqu'une part importante de la différence entre la valeur des biens familiaux nets des parties est attribuable à la valeur capitalisée d'une pension -- en particulier qu'il évite d'exposer le conjoint participant au préjudice que constituerait le fait de devoir payer immédiatement une somme forfaitaire --, un tel régime présente aussi des inconvénients, notamment le maintien de l'association financière des ex-conjoints et la difficulté que soulève la détermination de la part appropriée de chaque prestation de retraite à verser au conjoint non participant. En outre, la somme totale à verser est indéterminée et il peut y avoir soit paiement excédentaire soit paiement insuffisant, selon la longévité du conjoint participant. À cet égard, le recours à un régime de règlement «conditionnel» fait en sorte qu'il est effectivement inutile de déterminer la valeur de la pension de retraite. Ce régime est incompatible avec l'argument principal de l'appelant en l'espèce et pourrait soulever un problème d'incompatibilité avec la *Loi sur le droit de la famille* puisqu'il repose effectivement sur une méthode d'évaluation «différée» à la retraite.

Le juge de première instance n'a pas considéré les prestations de retraite à venir comme un «revenu» afin de déterminer la capacité de l'appelant de verser une pension alimentaire. Il n'était donc pas nécessaire de trancher la question de la «double ponction», c.-à-d. la question de savoir si une pension qui a servi comme bien aux fins du calcul d'égalisation peut également être considérée comme un revenu aux fins du paiement de la pension alimentaire par le conjoint participant. De plus, le fait d'évaluer la pension en considérant que l'appelant avait cessé de travailler en 1988 n'a pas constitué une erreur, même si, dans la fixation de la pension alimentaire, le juge de première instance a reconnu que l'appelant travaillait toujours en 1993. L'accord relatif à l'utilisation de la méthode de la cessation d'emploi justifiait de ne pas tenir compte de la preuve postérieure à la séparation pour la question limitée de l'évaluation de la pension de retraite. Compte tenu du fait que le montant de la pension alimentaire est tributaire du salaire de l'appelant, il semble que l'ordonnance pourrait être modifiée sur la base d'un changement de circonstances.

Les parties supporteront leurs propres dépens dans toutes les cours.

Le juge L'Heureux-Dubé (dissidente relativement aux questions de l'évaluation et des dépens): Bien que la profession actuarielle accepte tant la méthode de la valeur ajoutée que la méthode au prorata, le choix de celle qui devrait être employée en droit de la famille est une question de droit et, par conséquent, une question de conformité avec la législation applicable. Tant le juge de première instance que la Cour d'appel ont conclu, dans leurs motifs, que la méthode de la valeur ajoutée était plus compatible avec la Loi et donnait une évaluation plus équitable, et que rien ne justifiait de recourir à une méthode différente parce que le bien en cause était d'une nature différente. Ces motifs ont été adoptés.

Les deux méthodes ne satisfont pas aux critères énoncés dans la Loi et, même si elles y satisfaisaient, les tribunaux doivent aller plus loin pour déterminer quelle est la méthode la plus conforme à la Loi. Seule la méthode de la valeur ajoutée respecte l'esprit et la lettre du par. 4(1) de la *Loi sur le droit de la famille*. Bien que l'objectif général de la Loi soit de pourvoir à la répartition équitable des biens, l'objectif précis de l'évaluation de la valeur de la pension de retraite est de déterminer l'augmentation de la valeur des biens survenue pendant le mariage. La législature a établi un régime permettant une telle répartition et la Cour est simplement tenue d'utiliser la méthode d'évaluation qui permet le mieux de déterminer l'augmentation de la valeur de la pension de retraite pour les conjoints. Comme le principal souci des tribunaux doit être de se conformer aux dispositions législatives, particulièrement aux lois habilitantes, il n'y a aucune raison en l'espèce pour laquelle notre Cour devrait s'écarter du texte clair et non ambigu de la Loi et déroger à la présomption que la législature avait l'intention de dire exactement ce qui est écrit. La Loi dispose tout simplement que

la valeur du bien doit être déterminée en déduisant une valeur donnée d'une autre, le calcul de ces valeurs devant se faire à la fermeture des bureaux à cette date. Elle prescrit que les tribunaux ne peuvent se contenter d'une simple analyse de la prestation annualisée qui sera versée et qu'ils doivent employer une méthode qui évalue la pension de retraite en fonction de facteurs d'ordre fiscal et humain. Si l'utilisation de la méthode de la valeur ajoutée devait entraîner un préjudice ou un résultat inadmissible, une mesure corrective pourrait être prise en vertu du par. 5(6).

L'analyse fondée sur l'équité, c'est-à-dire l'analyse de ce qui est ordonné et équitable, ne devrait pas être axée sur le résultat. Ce qui, dans certains cas, a été perçu comme inéquitable, est plutôt la juste conséquence de la valeur plus grande accordée aux dernières années de participation à un régime de pension de retraite plutôt qu'aux premières. Il serait inéquitable de priver l'intimée de sa part de la bonne fortune survenue au cours du mariage. Il existe trois raisons principales qui permettent de conclure que la valeur de la pension de retraite a augmenté de façon plus importante pendant le mariage en l'espèce. Premièrement, la valeur temporelle de l'argent augmente la valeur de la pension à mesure qu'on se rapproche de la date du début du paiement des prestations. Deuxièmement, dans la majorité des régimes de pension de retraite, la prestation de retraite annuelle payable à l'employé est calculée en appliquant un facteur tenant compte des années les mieux rémunérées. La méthode de la valeur ajoutée tient compte de cette réalité et, lorsque c'est le cas, de l'importance du fait que ces années sont survenues durant le mariage. Troisièmement, la disposition applicable en matière de retraite anticipée (la règle des 90) confère plus d'importance aux années de service en fin de carrière. Certaines années de service vers la fin de la carrière d'une personne ont pour effet non seulement de raccourcir le délai avant le début du paiement de la pension et ainsi de réduire les effets de l'actualisation, mais aussi d'augmenter le nombre total d'années de paiement de la pension et, par conséquent, l'avantage reçu. La prémisse selon laquelle toutes les années de cotisation au régime de pension doivent avoir une valeur égale est non seulement extraordinaire, mais également tout à fait irréaliste. Enfin, du point de vue des principes, il ne serait pas illogique de la part du Parlement ou de la législature de choisir une méthode d'évaluation qui pourrait avantager le conjoint non participant lorsque le couple approche l'âge de la retraite. Le Parlement et les législatures ont, à maintes reprises, manifesté leur intention de protéger les personnes susceptibles d'être plus vulnérables dans notre société en raison du fait qu'elles vieillissent.

Les dépens auraient été adjugés en faveur de l'intimée dans toutes les cours.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario (1997), 35 O.R. (3d) 577, 156 D.L.R. (4th) 717, 31 R.F.L. (4th) 1, 103 O.A.C. 344, 15 C.C.P.B. 170, [1997] O.J. No. 4007 (QL), qui a rejeté l'appel du jugement du juge Rutherford (1993), 50 R.F.L. (3d) 120, 1 C.C.P.B. 8, [1993] O.J. No. 2444 (QL), et de sa décision subséquente concernant les dépens, [1994] O.J. No. 1241 (QL). Pourvoi accueilli en partie, le juge L'Heureux-Dubé est dissidente.

William J. Sammon et Jirina Bulger, pour l'appelant.

Frank C. Tierney, Shawn L. C. Peers et Ian R. Stauffer, pour l'intimée.

Procureurs de l'appelant: Barnes, Sammon, Ottawa.

Procureurs de l'intimée: Tierney, Stauffer, Ottawa.

Cynthia Dobson - v. - Ryan Leigh MacLean Dobson, by his Litigation Guardian, Gerald M. Price and Canadian Abortion Rights Action League, the Evangelical Fellowship of Canada and the Catholic Group for Health, Justice and Life (N.B.)(26152)

Indexed as: Dobson (Litigation Guardian of) v. Dobson / Répertoire: Dobson (Tuteur à l'instance de) c. Dobson
Judgment rendered July 9, 1999 / Jugement rendu le 9 juillet 1999

Present: Lamer C.J. and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci, Major, Bastarache and Binnie JJ.

Torts -- Negligence -- Motor vehicle accident -- Action by child for prenatal negligence against mother -- Whether mother liable in tort for damages to her child arising from an alleged prenatal negligent act which injured her foetus.

The appellant was 27-weeks pregnant when the vehicle she was driving collided with another resulting in prenatal injuries to her foetus which resulted in his birth by Caesarian section later that day. These prenatal injuries caused permanent mental and physical impairment. The child brought an action for damages against his mother alleging that the collision was caused by her negligent driving. The motion judge found that the respondent had the legal capacity to sue for injuries caused by the appellant's alleged prenatal negligence. The Court of Appeal dismissed the appeal from that decision. At issue here is whether a mother should be liable in tort for damages to her child arising from a prenatal negligent act which allegedly injured her foetus.

Held (Major and Bastarache JJ. dissenting): The appeal should be allowed.

Per Lamer C.J. and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Cory, Iacobucci and Binnie JJ.: The judicial recognition of a legal duty of care owed by a pregnant woman towards her foetus or subsequently born child requires that the two-step test articulated in *Kamloops* be satisfied -- (1) establishment of a relationship sufficient to establish a duty of care, and (2) existence of no public policy considerations negating this duty of care. The conclusion reached with respect to the second branch of that test determines the outcome of this appeal. The public policy concerns raised in this case are of such a nature and magnitude that they clearly indicate that a legal duty of care cannot, and should not, be imposed by the courts upon a pregnant woman towards her foetus or subsequently born child. However, unlike the courts, the legislature may enact legislation in this field, subject to the limits imposed by *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

In light of the very demanding biological reality that only women can become pregnant and bear children, the courts should be hesitant to impose additional burdens upon pregnant women. In addition, the relationship between an expectant woman and her foetus is truly unique. Accordingly, there can be no meaningful analogy between a child's action for prenatal negligence against a third-party tortfeasor, on the one hand, and against his or her mother, on the other.

The actions of a pregnant woman, including driving, are inextricably linked to her familial role, her working life, and her rights of privacy, bodily integrity and autonomous decision-making. Moreover, the judicial recognition of this cause of action would involve severe psychological consequences for the relationship between mother and child, as well as the family unit as a whole. The imposition of tort liability in this context would have profound effects upon every pregnant woman and upon Canadian society in general. Such after-the-fact judicial scrutiny of the subtle and complicated factors affecting a woman's pregnancy may make life for women who are pregnant or who are merely contemplating pregnancy intolerable. The best course, therefore, is to allow the duty of a mother to her foetus to remain a moral obligation which, for the vast majority of women, is already freely recognized and respected without compulsion by law.

There is as well a need for judicial restraint in the development of tort law as it pertains to sensitive and far-reaching issues of public policy. The imposition of a legal duty of care upon a pregnant woman towards her foetus or subsequently born child cannot be characterized as the simple application of existing tort rules to meet the requirements of a specific case. Rather, it constitutes a severe intrusion into the lives of pregnant women, with potentially damaging effects on the family unit.

Moreover, there can be no satisfactory judicial articulation of a standard of conduct for pregnant women. A rule based on a "reasonable pregnant woman" standard raises the spectre of tort liability for lifestyle choices, and undermines the privacy and autonomy rights of women. A compromise judicial solution, based on the murky distinction between

“lifestyle choices peculiar to parenthood” and a “general duty of care” owed to third parties, is simply too vague to be manageable, and will inevitably lead to inequitable and uncertain results.

Finally, a rule based on a strictly defined motor vehicle exception to delineate the scope of maternal tort liability should not be created by the judiciary. To do so would be to sanction a legal solution based solely on access to insurance. If this approach were to be adopted, the provincial legislatures would be required to amend their legislative compensation regimes for motor vehicle accidents. Any such amendment might well be required to specify that it constituted an exception to the general rule of maternal tort immunity for prenatal negligence, and that the injured child could not recover damages above the limit established by the insurance scheme. A carefully tailored solution could benefit both the injured child and his or her family, without unduly restricting the privacy and autonomy rights of women.

Per L’Heureux-Dubé and **McLachlin JJ.**: The common law must reflect the values reflected in the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. Applying common law liability for negligence generally to pregnant women in relation to the unborn trenches unacceptably on the liberty and equality *Charter* interests of pregnant women. The intrusion on the autonomy of the pregnant woman by common law tort liability cannot be reduced to the point where the infringement on a woman’s liberty and equality interests is acceptable without distorting its methodology and introducing new difficulties. The proposal that only children “born alive” can sue leaves a vast scope for curtailment of the pregnant woman’s autonomy. The proposal that liability follows only where the mother is insured against the damage flies in the face of the maxim that tort liability cannot be predicated on the defendant’s means. The precept that a common law duty of care arises from the relationship between the parties is violated by the proposal that liability should be restricted to where a pregnant woman owes “general” duty to hypothetical people or by its variant that duty is owed to actual third parties.

Per **Major** and Bastarache JJ. (dissenting): The appellant mother owed a duty of care to other users of the highway, to passengers in her car and to her foreseeably injured born alive child. No intrusion into a pregnant woman’s freedom of action can be demonstrated where a duty of care is owed to a third party in respect of the very same behaviour of which the child complains. The pregnant woman’s freedom of action is not in issue in this appeal. This bright-line test easily distinguishes situations in which the pregnant woman’s freedom of action is in issue from those where it is not. Tort law is well equipped to distinguish between the two.

The bare assertion of social policy concerns expressly and unilaterally centred on a pregnant woman’s rights is not a sufficient answer to determine whether a pregnant woman’s rights should prevail over the equally recognized rights of her born alive child. While the law may grant immunity from liability based on policy reasons, those reasons, which must be clear and compelling, are conspicuously absent here. The removal of the child’s cause of action is extreme and the policy reasons for doing so should be obvious and persuasive. No jurisprudence was advanced that would negate a pregnant woman’s legal responsibility for negligent acts against her born alive child where the effects of those acts are reasonably foreseeable and where they violate the physical integrity of a legal person. The special relationship between a pregnant woman and her foetus is significant for both the mother-defendant and the born alive child-plaintiff and the legal or social policy implications to be drawn from this biological fact cannot be ascertained in the absence of equal acknowledgment of the rights of the child. To grant a pregnant woman immunity from the reasonably foreseeable consequences of her acts for her born alive child would create a legal distortion as no other plaintiff carries such a one-sided burden, nor any defendant such an advantage.

Policy considerations flowing from concerns about the appropriateness of intra-familial litigation may be sufficient to negate any child’s right to sue his or her parents in tort. The conclusion that such concerns only bar tort action brought by born alive children who sustained injuries while still *in utero* is not justified.

APPEAL from a judgment of the New Brunswick Court of Appeal (1997), 148 D.L.R. (4th) 443, 189 N.B.R. (2d) 208, 482 A.P.R. 208, 37 C.C.L.T. (2d) 103, 12 C.P.C. (4th) 191, [1997] N.B.J. No. 232 (QL), affirming a decision of the Court of Queen’s Bench (1997), 143 D.L.R. (4th) 189, 186 N.B.R. (2d) 81, 476 A.P.R. 82, [1997] N.B.J. No. 17 (QL), that the infant respondent had the legal capacity to sue his mother for the injuries allegedly caused by his prenatal injuries. Appeal allowed, Major and Bastarache JJ. dissenting.

Robert L. Barnes, Q.C., and Colleen P. Keyes, for the appellant.

M. Ann MacAulay and James W. A. MacAulay, for the respondent.

Beth Symes and Andrea York, for the intervener the Canadian Abortion Rights Action League.

David M. Brown, for the intervener the Evangelical Fellowship of Canada.

William J. Sammon, for the intervener the Catholic Group for Health, Justice and Life.

Solicitors for the appellant: Burchell, Hayman, Barnes, Halifax.

Solicitors for the respondent: Bingham, Rideout, Brison and Blair, Moncton.

Solicitors for the intervener the Canadian Abortion Rights Action League: Eberts, Symes, Street and Corbett, Toronto.

Solicitors for the intervener the Evangelical Fellowship of Canada: Stikeman, Elliott, Toronto.

Solicitors for the intervener the Catholic Group for Health, Justice and Life: Barnes, Sammon, Ottawa.

Présents: Le juge en chef Lamer et les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci, Major, Bastarache et Binnie

Responsabilité délictuelle -- Négligence -- Accident de la route -- Action intentée par un enfant contre sa mère pour négligence commise avant la naissance -- La mère doit-elle être tenue délictuellement responsable du dommage subi par son enfant en raison de la négligence dont elle aurait fait preuve avant la naissance laquelle a causé un préjudice au fœtus qu'elle portait?

L'appelante en était à sa vingt-septième semaine de grossesse lorsque le véhicule qu'elle conduisait a heurté un autre véhicule. Le fœtus qu'elle portait a été blessé et il est né prématurément par césarienne plus tard le même jour. Ces blessures prénatales sont à l'origine de l'incapacité mentale et physique permanente dont est atteint l'enfant. Celui-ci a intenté une action en responsabilité contre sa mère, alléguant que la collision avait été provoquée par sa négligence au volant. Le juge saisi de la requête a conclu que l'intimé avait la capacité juridique d'agir en justice pour obtenir réparation du préjudice causé par la négligence qu'aurait commise l'appelante avant la naissance. La Cour d'appel a rejeté l'appel formé contre cette décision. Il s'agit de savoir si la mère doit être tenue délictuellement responsable du dommage subi par son enfant en raison d'un comportement négligent avant la naissance qui aurait infligé un préjudice au fœtus qu'elle portait.

Arrêt (les juges Major et Bastarache sont dissidents): Le pourvoi est accueilli.

Le juge en chef Lamer et les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, Cory, Iacobucci et Binnie: La reconnaissance judiciaire d'une obligation légale de diligence pesant sur la femme enceinte à l'égard du fœtus qu'elle porte ou de l'enfant auquel elle donne naissance par la suite exige que soit respecté le critère à deux volets formulé dans l'arrêt *Kamloops* -- 1) la formation de relations suffisamment étroites pour donner naissance à l'obligation de diligence, et 2) l'inexistence de motifs touchant la politique publique pour justifier le rejet de cette obligation de diligence. La conclusion tirée relativement au second volet de ce critère détermine l'issue du présent pourvoi. La nature et l'ampleur des considérations touchant la politique publique soulevées en l'espèce sont telles qu'elles indiquent clairement qu'une obligation légale de diligence ne peut pas, et ne doit pas, être imposée par les tribunaux à la femme enceinte à l'égard du fœtus qu'elle porte ou de l'enfant auquel elle donne naissance par la suite. Cependant, contrairement aux tribunaux, le législateur peut légiférer en la matière, sous réserve des limites imposées par la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Compte tenu de la réalité biologique très exigeante qui veut que seules les femmes puissent devenir enceintes et porter des enfants, les tribunaux doivent hésiter à imposer des fardeaux supplémentaires aux femmes enceintes. En outre, la relation entre la femme enceinte et le fœtus est véritablement unique. Par conséquent, il ne peut y avoir aucune comparaison utile entre, d'une part, l'action qu'exerce un enfant pour négligence commise avant sa naissance contre le tiers auteur d'un délit, et, d'autre part, celle qu'il dirige contre sa mère.

Les actes de la femme enceinte, incluant la conduite automobile, sont inextricablement liés à son rôle familial, à sa vie professionnelle et à son droit à la vie privée, à l'intégrité physique et à l'autonomie décisionnelle. De plus, la reconnaissance par les tribunaux de cette cause d'action aurait de graves conséquences psychologiques sur la relation entre la mère et l'enfant, de même que sur toute la cellule familiale. L'imposition d'une responsabilité délictuelle dans ce contexte aurait des effets profonds sur chaque femme enceinte et sur la société canadienne en général. Un tel examen après le fait par les tribunaux des facteurs subtils et complexes touchant la grossesse est susceptible de rendre insupportable la vie des femmes qui sont enceintes ou qui ne font qu'envisager de le devenir. La meilleure solution consiste donc à permettre que l'obligation de la mère envers le fœtus demeure une obligation morale reconnue de plein gré par la plupart des femmes et respectée par elles sans que la loi ne les y obligent.

La retenue judiciaire s'impose également lorsqu'il s'agit de l'évolution du droit de la responsabilité délictuelle relativement à des questions délicates et d'une portée considérable touchant la politique publique. L'imposition à la femme enceinte d'une obligation légale de diligence à l'égard du fœtus qu'elle porte ou de l'enfant auquel elle donne naissance par la suite ne peut être qualifiée de simple application des règles existantes en matière délictuelle afin de satisfaire aux exigences d'une affaire particulière. Elle constitue plutôt une intrusion grave dans la vie des femmes enceintes qui est susceptible d'entraîner des effets négatifs sur la cellule familiale.

De plus, aucune norme de conduite formulée par les tribunaux pour les femmes enceintes ne peut donner satisfaction. Une règle fondée sur la norme de la «femme enceinte raisonnable» fait apparaître le spectre de la responsabilité délictuelle pour des choix de mode de vie, et elle porte atteinte au droit des femmes à la vie privée et à l'autonomie. Une solution judiciaire mitoyenne, fondée sur la distinction floue entre les choix de mode de vie particuliers du parent et l'«obligation générale» de diligence envers les tiers, est simplement trop vague pour être applicable et mènera inévitablement à des résultats inéquitables et incertains.

Finalement, les tribunaux ne doivent pas créer une règle fondée sur une exception strictement définie concernant les véhicules à moteur pour déterminer l'étendue de la responsabilité délictuelle de la mère car en agissant de la sorte, ils sanctionneraient une solution reposant uniquement sur l'accès aux assurances. Si cette approche était retenue, les législateurs provinciaux seraient obligés de modifier leurs régimes légaux d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation. Cette modification pourrait bien s'avérer nécessaire pour préciser que la solution retenue constitue une exception à la règle générale de l'immunité de la mère en matière délictuelle pour la négligence commise avant la naissance et que l'enfant atteint d'un préjudice ne peut obtenir de dommages-intérêts supérieurs à la limite fixée par le régime d'assurance. Une solution soigneusement élaborée pourrait profiter tant à l'enfant ayant subi un préjudice qu'à sa famille, sans porter indûment atteinte au droit des femmes à la vie privée et à l'autonomie.

Les juges L'Heureux-Dubé et McLachlin: La common law doit refléter les valeurs consacrées dans la *Charte canadienne des droits et libertés*. Appliquer de façon générale la responsabilité pour négligence prévue en common law aux femmes enceintes à l'égard des enfants à naître porte atteinte de façon inacceptable au droit à la liberté et à l'égalité garanti par la *Charte* à ces femmes. L'ingérence de la responsabilité délictuelle prévue en common law dans l'autonomie de la femme enceinte ne peut pas être réduite de manière que l'atteinte portée au droit à la liberté et à l'égalité de la femme soit acceptable sans dénaturer la méthodologie de la common law ni introduire de nouvelles difficultés. La proposition voulant que seuls les enfants «nés vivants» puissent agir en justice laisse subsister un large champ d'intervention ouvert à ceux qui voudraient réduire l'autonomie de la femme enceinte. La proposition selon laquelle la responsabilité de la mère n'est engagée que si celle-ci a souscrit une police d'assurance pour la couvrir va complètement à l'encontre de la maxime voulant que la responsabilité délictuelle ne peut être fondée sur les ressources du défendeur. La proposition selon laquelle la responsabilité doit être limitée aux cas où la femme enceinte est tenue d'une obligation «générale» à l'égard de tiers hypothétiques ou, suivant une variante de cette proposition, à l'égard de véritables tiers, déroge au précepte qui veut qu'en common law l'obligation de diligence découle de la relation qui existe entre les parties.

Les juges Major et Bastarache (dissidents): La mère appelante avait une obligation de diligence envers les autres usagers de la route, les passagers de son véhicule ainsi qu'envers son enfant qui est né vivant et atteint d'un préjudice qu'on pouvait prévoir. Il n'est pas possible d'établir qu'il y a atteinte à la liberté d'action de la femme enceinte lorsqu'elle est tenue d'une obligation de diligence envers un tiers relativement au comportement dont se plaint son enfant né vivant. La liberté d'action de la femme enceinte n'est pas en cause dans le présent pourvoi. Ce critère permet d'établir facilement une distinction nette entre les situations dans lesquelles la liberté d'action de la femme enceinte est en cause et celles où sa liberté d'action ne l'est pas. Le droit de la responsabilité délictuelle dispose des outils nécessaires pour établir une distinction entre les deux.

Le simple renvoi à des considérations de politique sociale expressément et unilatéralement centrées sur les droits de la femme enceinte ne constitue pas une réponse suffisante à la question de savoir si les droits de la femme enceinte doivent l'emporter sur les droits également reconnus de son enfant né vivant. Bien que le droit puisse accorder une immunité pour des raisons d'ordre politique, ces raisons, qui doivent être claires et impérieuses, font visiblement défaut dans la présente affaire. La suppression de la cause d'action de l'enfant est une mesure extrême, et les raisons d'ordre politique invoquées pour la justifier doivent être manifestes et convaincantes. Aucune décision judiciaire n'a été invoquée pour exonérer la femme enceinte ayant fait preuve de négligence à l'égard de son enfant né vivant, lorsque les effets de cette négligence sont raisonnablement prévisibles et qu'ils portent atteinte à l'intégrité physique d'une personne juridique. La relation spéciale entre la femme enceinte et le fœtus est importante tant pour la mère-défenderesse que pour l'enfant-demandeur né vivant, et les incidences touchant la politique juridique ou sociale que l'on peut déduire de ce fait biologique ne peuvent pas être vérifiées en l'absence d'une reconnaissance égale des droits de l'enfant. Accorder l'immunité à la femme enceinte pour les conséquences raisonnablement prévisibles de ses actes sur son enfant né vivant créerait une distorsion juridique, car aucun autre demandeur ne doit supporter un tel fardeau unilatéral, et aucun défendeur ne jouit d'un tel avantage.

Des considérations d'ordre politique fondées sur les inquiétudes exprimées au sujet de la pertinence des litiges opposant les membres d'une même famille peuvent justifier que l'enfant soit privé du droit d'agir en responsabilité délictuelle contre ses parents. La conclusion selon laquelle de telles préoccupations ne font obstacle qu'à l'action en responsabilité délictuelle intentée par l'enfant né vivant qui a subi un préjudice *in utero* n'est pas justifiée.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick (1997), 148 D.L.R. (4th) 443, 189 R.N.-B. (2^e) 208, 482 A.P.R. 208, 37 C.C.L.T. (2d) 103, 12 C.P.C. (4th) 191, [1997] A.N.-B. no. 232 (QL), qui a confirmé un jugement de la Cour du Banc de la Reine (1997), 143 D.L.R. (4th) 189, 186 R.N.-B. (2^e) 81, 476 A.P.R. 82, [1997] A.N.-B. n^o 17 (QL), portant que l'enfant en bas âge intimé avait la capacité juridique de poursuivre sa mère pour le dommage que lui auraient causé les blessures infligées avant sa naissance. Pourvoi accueilli, les juges Major et Bastarache sont dissidents.

Robert L. Barnes, c.r., et Colleen P. Keyes, pour l'appelante.

M. Ann MacAulay et James W. A. MacAulay, pour l'intimé.

Beth Symes et Andrea York, pour l'intervenante l'Association canadienne pour le droit à l'avortement.

David M. Brown, pour l'intervenante l'Alliance évangélique du Canada.

William J. Sammon, pour l'intervenant le Catholic Group for Health, Justice and Life.

Procureurs de l'appelante: Burchell, Hayman, Barnes, Halifax.

Procureurs de l'intimé: Bingham, Rideout, Brison and Blair, Moncton.

Procureurs de l'intervenante l'Association canadienne pour le droit à l'avortement: Eberts, Symes, Street and Corbett, Toronto.

Procureurs de l'intervenante l'Alliance évangélique du Canada: Stikeman, Elliott, Toronto.

Procureurs de l'intervenant le Catholic Group for Health, Justice and Life: Barnes, Sammon, Ottawa.

WEEKLY AGENDA

ORDRE DU JOUR DE LA SEMAINE

The next session of the Supreme Court of Canada commences on October 4th, 1999.
La prochaine session de la Cour suprême du Canada débute le 4 octobre 1999.

The next bulletin of proceedings will be published in August 1999.
Le prochain bulletin des procédures sera publié en août 1999.

**CUMULATIVE INDEX -
APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL**

**INDEX CUMULATIF - REQUÊTES
EN AUTORISATION DE POURVOI**

This index includes applications for leave to appeal standing for judgment at the beginning of 1999 and all the applications for leave to appeal filed or heard in 1999 up to now.

Cet index comprend les requêtes en autorisation de pourvoi en délibéré au début de 1999 et toutes celles produites ou entendues en 1999 jusqu'à maintenant.

*01	Refused/Refusée	*A	Applications for leave to appeal filed/Requêtes en autorisation de pourvoi produites
*02	Refused with costs/Refusée avec dépens		
*03	Granted/Accordée		
*04	Granted with costs/Accordée avec dépens	*B	Submitted to the Court/Soumises à la Cour
*05	Discontinuance filed/Désistement produit	*C	Oral Hearing/Audience
		*D	Reserved/En délibéré

CASE/AFFAIRE	Status/ Statut	Page	Disposition/ Résultat
<i>1858-0894 Québec Inc. c. Compagnie d'assurance Standard Life (Qué.)</i> , 27302, *A		935(99)	
<i>2858-0702 Québec Inc. c. Lac D'Amiante du Québec Ltée (Qué.)</i> , 27324, *A		980(99)	
<i>2859-8803 Québec Inc. c. Jean Fortin & Associés Inc. (Qué.)</i> , 27368, *A		1075(99)	
<i>9004-6673 Québec Inc. c. Roxboro Excavation Inc. (Qué.)</i> , 26815, *02 4.3.99		236(99)	386(99)
<i>135596 Canada Inc. c. Comité paritaire des boueurs de la région de Montréal (Qué.)</i> , 26923, *01 6.5.99		612(99)	717(99)
<i>156036 Canada Inc. c. Les Pétroles Therrien Inc. (Qué.)</i> , 27158, *A		458(99)	
<i>872899 Ontario Inc. v. Iacovoni (Ont.)</i> , 26891, *02 11.2.99		92(99)	256(99)
<i>913719 Ontario Ltd. v. Corporation of the City of Mississauga (Ont.)</i> , 26905, *02 11.2.99		93(99)	257(99)
<i>928412 Ontario Ltd. v. M.N.R. (F.C.A.)</i> , 27146, *A		335(99)	
<i>2897041 Canada Inc. c. Immobilière Natgen Inc. (Qué.)</i> , 26936, *02 20.5.99		670(99)	791(99)
<i>A.-K. (S.) v. C. (A.) (Alta.)</i> , 27038, *01 31.5.99		756(99)	902(99)
<i>A.S. Transport Inc. c. Sous-poste de camionnage en vrac Laprairie-Napierville Inc. (Qué.)</i> , 26819, *02 6.5.99		613(99)	718(99)
<i>Abel v. The Queen (Alta.)</i> , 27271, *A		776(99)	
<i>Abbott Laboratories, Ltd. v. Nu-Pharm Inc. (F.C.A.)</i> , 27051, *B		787(99)	
<i>Accent Architectural c. Comité conjoint des matériaux de construction (Qué.)</i> , 26941, *02 25.3.99		416(99)	490(99)
<i>Advance Cutting & Coring Ltd. c. La Reine (Qué.)</i> , 26664, *03 19.4.99		242(99)	625(99)
<i>Afzal v. The Queen (F.C.A.)</i> , 27119, *A		329(99)	
<i>Agioritis v. Maroudis (Sask.)</i> , 26873, *02 21.1.99		1938(98)	107(99)
<i>Agricore Cooperative Ltd. v. The Queen (F.C.A.)</i> , 27347, *A		1044(99)	
<i>Albert Fisher Canada Ltd. v. Win Sun Produce Co. (B.C.)</i> , 26940, *A		1750(98)	
<i>Alchimowicz v. Schram (Ont.)</i> , 27187, *A		538(99)	
<i>Alex Couture Inc. c. Municipalité de la ville de Charny (Qué.)</i> , 26678, *02 21.1.99		1938(98)	107(99)
<i>Allen v. McLean, Budden Ltd. (Ont.)</i> , 26910, *02 11.3.99		343(99)	427(99)
<i>Al Sagban v. Minister of Citizenship and Immigration (F.C.A.)</i> , 27111, *B		1056(99)	
<i>American Home Assurance Co. v. Marine Industries Ltd. (Qué.)</i> , 27126, *A		334(99)	
<i>Andritsopoulos v. Attorney General of Canada (F.C.A.) (Ont.)</i> , 26866, *01 21.1.99		1936(98)	106(99)
<i>Andrushko v. Canada Safeway Ltd. (B.C.)</i> , 26896, *02 28.1.99		83(99)	156(99)

<i>Antippa c. Dulude</i> (Qué.), 26849, *01 6.5.99	551(99)	715(99)
<i>Antonius c. Hydro-Québec</i> (Qué.), 27123, *A	329(99)	
<i>Apotex Inc. v. Bayer Aktiengesellschaft</i> (Ont.), 26979, *02 1.4.99	420(99)	565(99)
<i>Araujo v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26904, *03 22.4.99	243(99)	618(99)
<i>Arditi c. Nolan</i> (Qué.), 25557, *A	1789(96)	
<i>Ardley v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26964, *01 1.4.99	376(99)	557(99)
<i>Ashmore v. Van Mol</i> (B.C.), 27171, *A	537(99)	
<i>Association des entrepreneurs en intercommunication du Québec c. Gaul</i> (Qué.), 26995, *B	1079(99)	
<i>Association des radiologistes du Québec c. Rochon</i> (Qué.), 27313, *A	979(99)	
<i>Attorney General of Alberta v. Public School Boards' Association of Alberta</i> (Alta.), 26701 (the application for leave to cross-appeal is dismissed with costs/la demande d'autorisation d'appel incident est rejetée avec dépens)	1049(99)	1093(99)
<i>Attorney General of British Columbia v. Pacific Press, A Division of Southam Inc.</i> (B.C.), 27045, *02 21.5.99	781(99)	860(99)
<i>Austie v. Aksnowicz</i> (Alta.), 27248, *A	705(99)	
<i>Ayre v. Nova Scotia Barristers' Society</i> (N.S.), 26783, *02 21.1.99	1975(98)	111(99)
<i>B. (A.L.) v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26879, *01 28.1.99	10(99)	151(99)
<i>B. (A.R.) v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 26918, *01 17.6.99	749(99)	985(99)
<i>B. (J.B.) v. Director of Child Welfare for the Province of Newfoundland</i> (Nfld.), 26931, *01 7.1.99	1879(98)	27(99)
<i>B.-C. (T.) c. F. (D.)</i> (Qué.), 27044, *02 18.2.99	148(99)	300(99)
<i>Baker v. Boy Scouts of Canada</i> (Ont.), 27233, *A	703(99)	
<i>Banque nationale du Canada v. Sous-ministre du Revenu du Québec</i> (Qué.), 27000, *A	2(99)	
<i>Bareau v. Governors of the University of Alberta</i> (Alta.), 27330, *A	938(99)	
<i>Barreau du Québec c. Fortin</i> (Qué.), 27152, *A	335(99)	
<i>Bassi v. Canadian Imperial Bank of Commerce</i> (Ont.), 26890, *02 4.3.99	236(99)	386(99)
<i>Battye v. Tirano</i> (Ont.), 26917, *01 11.2.99	79(99)	253(99)
<i>Beaver Lumber Co. v. Epoch</i> (Ont.), 27193, *A	745(99)	
<i>Beckett v. Commissioner for Federal Judicial Affairs</i> (F.C.A.)(Ont.), 26958, *01 4.3.99	237(99)	388(99)
<i>Begetikong Anishnabe v. Minister of Indian Affairs and Northern Development</i> (F.C.A.)(Ont.), 27002, *02 25.3.99	378(99)	488(99)
<i>Béliard c. Husbands</i> (Qué.), 27241, *A	704(99)	
<i>Bell Canada v. Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada</i> (F.C.A.)(Que.), 27063, *02 8.7.99	942(99)	1086(99)
<i>Bellavance c. La Reine</i> (Qué.), 27282, *A	777(99)	
<i>Benge c. Hôpital général de Toronto</i> (Ont.), 27010, *01 17.6.99	892(99)	991(99)
<i>Ben-Hafsia c. City of Vancouver</i> (B.C.), 27337, *A	980(99)	
<i>Bennett (John) v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 26590, *01 29.4.99	547(99)	681(99)
<i>Bennett (Russell James) v. Superintendent of Brokers</i> (B.C.), 27031, *02 17.6.99	754(99)	987(99)
<i>Benoît c. Landry</i> (Qué.), 27203, *A	701(99)	
<i>Berendsen v. The Queen in right of Ontario</i> (Ont.), 27312, *A	937(99)	
<i>Bhaduria (Jag) v. City-TV - A Division of CHUM Television Group</i> (Ont.), 27100, *02 25.6.99	893(99)	1058(99)
<i>Bhaduria (Jag D.) v. Toronto Board of Education</i> (Ont.), 27259, *A	774(99)	
<i>Bhandar v. Bains</i> (B.C.), 27199, *A	745(99)	
<i>Bighetty v. The Queen</i> (Man.), 27333, *A	981(99)	
<i>Biron c. Arthur Andersen Inc.</i> (Qué.), 27251, *A	705(99)	
<i>Biron c. Côté</i> (Qué.), 27230, *A	703(99)	
<i>Biron c. Tribunal des professions</i> (Qué.), 27099, *A	332(99)	

CUMULATIVE INDEX -
APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL

INDEX CUMULATIF - REQUÊTES
EN AUTORISATION DE POURVOI

<i>Black v. Ernst & Young Inc.</i> (N.S.), 24792, *A	1188(95)	
<i>Blackburn-Moreault c. Moreault</i> (Qué.), 25776, *A	281(97)	
<i>Bluebird Footwear Inc. c. General Motors Acceptance Corporation of Canada</i> (Qué.), 24386, *A	1764(94)	
<i>Board of Police Commissioners of the City of Regina v. Regina Police Association Inc.</i> (Sask.), 26871, *03 18.2.99	203(99)	293(99)
<i>Bonamy v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 27185, *02 6.5.99	612(99)	717(99)
<i>Bot Construction Ltd. v. The Queen in Right of the Province of Ontario</i> (Ont.), 26758, *02 4.3.99	233(99)	383(99)
<i>Boucher c. Galarneau</i> (Qué.), 26969, *A	458(99)	
<i>Bourgeois c. Ville de St-Jérôme</i> (Qué.), 27316, *A	937(99)	
<i>Braintech Inc. v. Kostiuik</i> (B.C.), 27296, *A	778(99)	
<i>Breese v. The Queen</i> (Crim.)(Man.), 27207, *03 17.6.99	706(99)	983(99)
<i>Brignolio v. Desmarais</i> (Ont.), 25403, *A	1202(96)	
<i>British Columbia College of Teachers v. Trinity Western University</i> (B.C.), 27168, *A	536(99)	
<i>British Columbia Securities Commission v. Global Securities Corp.</i> (B.C.), 26887, *03 18.2.99 (The application for leave to cross-appeal is dismissed/la demande d'autorisation d'appel incident est rejetée)	203(99)	301(99)
<i>Brown (Paul E.) v. Cole</i> (B.C.), 27046, *02 8.7.99	1048(99)	1092(99)
<i>Brown (Lorne) v. Regional Municipality of Durham Police Service Board</i> (Ont.), 27150, *A	335(99)	
<i>Bruce Agra Foods Inc. v. Trilwood Investments Ltd</i> (Ont.), 27260, *A	775(99)	
<i>Bryan v. The Queen</i> (Man.), 27222, *A	702(99)	
<i>Buhlers v. Superintendent of Motor Vehicles for the Province of British Columbia</i> (B.C.), 27268, *A	776(99)	
<i>Burnhamthorpe Square Inc. v. Goodyear Canada Inc.</i> (Ont.), 27056, *02 8.7.99	946(99)	1090(99)
<i>Busse Farms Ltd. v. Federal Business Development Bank</i> (Sask.), 27116, *A	333(99)	
<i>Byer v. Reyes</i> (Qué.), 26539, *02 26.5.99	780(99)	860(99)
<i>Byer v. Royal Insurance Company of Canada</i> (Qué.), 27224, *A	702(99)	
<i>C. (J.) v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 27109, *03 22.4.99	544(99)	623(99)
<i>CSL Group Inc. v. The Queen in right of Canada</i> (F.C.A.)(Que.), 26828, *02 11.2.99	78(99)	250(99)
<i>Cadillac Fairview Corp. v. The Queen</i> (F.C.A.)(Ont.), 27214, *A	746(99)	
<i>Caisse populaire de Saint-Boniface Ltée v. Hongkong Bank of Canada</i> (Man.), 26847, *02 28.1.99	73(99)	153(99)
<i>Camco Inc. v. Whirlpool Corp.</i> (F.C.A.), 27208, *03 17.5.99	748(99)	788(99)
<i>Campbell v. The Queen</i> (Ont.), 27342, *A	1044(99)	
<i>Canada Safeway Ltd. v. Retail Merchants' Association of British Columbia</i> (B.C.), 27082, *A	198(99)	
<i>Canada Square Development Corporation Ltd. v. Mancha Consultants Ltd.</i> (Ont.), 26806, *02 21.1.99	1972(98)	101(99)
<i>Canadian Broadcasting Corporation v. The Queen</i> (Crim.)(N.W.T.), 27091, *01 29.4.99	540(99)	675(99)
<i>Canadian Red Cross Society v. Mangione</i> (Ont.), 27285, *B	1051(99)	
<i>Canadian Red Cross Society v. Osborne</i> (Ont.), 27285, *B	1051(99)	
<i>Canadian Red Cross Society v. Walker</i> (Ont.), 27284, *B	1050(99)	
<i>Can-Air Manufacturing (1990) Inc. v. Belsey Technical Services Ltd.</i> (Ont.), 26877, *05 5.3.99	434(99)	434(99)
<i>Celix v. U.S.F. & G. Insurance Co. of Canada</i> (Ont.), 26563, *B	1375(98)	
<i>Centra Gas Manitoba v. Bohemier</i> (Man.), 27197, *A	745(99)	
<i>Century Services Inc. v. Zi Corporation</i> (Alta.), 26983, *02 4.3.99	234(99)	385(99)

<i>Cernato Holdings Inc. c. 147 197 Canada Inc</i> (Qué.), 27057, *A	70(99)	
<i>Certain Underwriters at Lloyd's v. Shama Textiles Inc.</i> (Que.), 26799, *02 11.2.99	77(99)	249(99)
<i>Chabot c. Gauthier</i> (Qué.), 26973, *B	1076(99)	
<i>Chantiam v. Packall Packaging Inc.</i> (Ont.), 26776, *02 21.1.99	1868(98)	98(99)
<i>Charbel c. Tzintzis</i> (Qué.), 27155, *A	773(99)	
<i>Chciuk v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 27076, *01 31.5.99	613(99)	896(99)
<i>Cherryhill Rehabilitation Clinic v. Salo</i> (Ont.), 27077, *01 25.6.99	890(99)	1059(99)
<i>Chieu v. Minister of Citizenship and Immigration</i> (F.C.A.), 27107, *B	1055(99)	
<i>Chisan v. 478370 Alberta Inc.</i> (Alta.), 26888, *02 25.6.99	889(99)	1060(99)
<i>City of Charlottetown v. Government of Prince Edward Island</i> (P.E.I.), 27144, *A	332(99)	
<i>City of Edmonton v. Protection Mutual Insurance Co.</i> (Alta.), 27186, *A	538(99)	
<i>Claveau c. Durand</i> (Qué.), 27349, *A	1045(99)	
<i>Clement v. Attorney General for Ontario</i> (Crim.)(Ont.), 27078, *01 31.5.99	756(99)	902(99)
<i>Clearview Dairy Farm (1989) Inc. v. British Columbia Milk Marketing Board</i> (B.C.), 26975, *B	379(99)	
<i>Coady v. Boyle</i> (Ont.), 27265, *B	1080(99)	
<i>Comité de discipline de la sûreté du Québec c. Bouchard</i> (Qué.), 26957, *A	1794(98)	
<i>Committee for the Equal Treatment of Asbestos Minority Shareholders v. La Reine</i> (Ont.), 27252, *A	705(99)	
<i>Coffrage Roca Inc. v. The Queen</i> (Qué.), 26747 *05 19.2.99	359(99)	359(99)
<i>Colas c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 26269, *B	273(98)	
<i>Commission de la santé et de la sécurité du travail c. Société canadienne des postes</i> (Qué.), 27311, *A	936(99)	
<i>Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse c. Autobus Legault Inc.</i> (Qué.), 27073, *A	197(99)	
<i>Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse c. Compagnie minière Québec Cartier</i> (Qué.), 27128, *A	334(99)	
<i>Commission des lésions professionnelles c. Société canadienne des postes</i> (Qué.), 27311, *A	936(99)	
<i>Commission scolaire de Rivière-du-Loup c. Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage</i> (Qué.), 27003, *A	328(99)	
<i>Commission scolaire d'Iberville c. syndicat de l'enseignement du Haut-Richelieu</i> (Qué.), 27369, *A	1075(99)	
<i>Commonwealth Insurance Co. c. Hôtel Le Chantecler (1985) Inc.</i> (Qué.), 26721, *01 18.2.99	84(99)	295(99)
<i>Communauté urbaine de Montréal c. Lapointe</i> (Qué.), 27140, *A	331(99)	
<i>Communauté urbaine de Montréal c. Ville de Westmount</i> (Qué.), 26938, *02 8.7.99	1047(99)	1088(99)
<i>Communauté urbaine de Québec c. Galeries de la Capitale Inc.</i> (Qué.), 26863, *01 17.6.99	784(99)	990(99)
<i>Comsa v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 26850, *01 11.3.99	337(99)	421(99)
<i>Conrad v. Imperial Oil Ltd.</i> (N.S.), 27270, *A	776(99)	
<i>Conroy v. Friesen</i> (B.C.), 27200, *A	746(99)	
<i>Coopérative Fédérée du Québec c. Banque de commerce canadienne impériale</i> (Qué.), 26926, *02 8.7.99	943(99)	1087(99)
<i>Coronation Insurance Co. c. Bouchard</i> (Qué.), 26842, *02 25.3.99	415(99)	489(99)
<i>Coronation Insurance Co. c. Gagnon</i> (Qué.), 26840, *02 25.3.99	415(99)	489(99)
<i>Coronation Insurance Co. c. Pelletier</i> (Qué.), 26841, *02 25.3.99	415(99)	489(99)
<i>Corporation of the Canadian Civil Liberties Association v. Attorney General of Canada</i> (Ont.), 26897, *01 11.3.99	338(99)	422(99)
<i>Corporation of the City of Kelowna v. Labour Relations Board of British Columbia</i> (B.C.), 27315, *A	979(99)	
<i>Corporation of the Town of Ajax v. National Automobile, Aerospace and</i>		

<i>Agricultural Implement Workers Union of Canada (CAW - Canada) (Ont.),</i> 26994, *03 25.3.99	418(99)	497(99)
<i>Corsano v. The Queen (F.C.A.),</i> 27319, *A	937(99)	
<i>Coughlin v. Comery (Ont.),</i> 27027, *02 20.5.99	670(99)	792(99)
<i>Credit Lyonnais Canada v. National Bank of Canada (Ont.),</i> 26942, *02 11.3.99	240(99)	425(99)
<i>Cridge v. Pierce (B.C.),</i> 26838, *01 28.1.99	75(99)	154(99)
<i>Cruise Canada Inc. c. Clermont (Qué.),</i> 26730, *02 18.2.99	85(99)	296(99)
<i>Cruz v. The Queen (Crim.)(B.C.),</i> 26901, *01 4.2.99	88(99)	209(99)
<i>Cudd Pressure Control Inc. v. The Queen (F.C.A.)(Ont.),</i> 27029, *02 31.5.99	785(99)	905(99)
<i>D. (G.) c. C. (J.) (Qué.),</i> 27246, *02 17.6.99	892(99)	991(99)
<i>Dadar v. The Queen (Crim.)(N.B.),</i> 26833, *B	1055(99)	
<i>Danyluk v. Ainsworth Technologies Inc. (Ont.),</i> 27118, *A	329(99)	
<i>Daum v. Schroeder (Sask.),</i> 26004, *A	1095(97)	
<i>Davies v. The Queen (Crim.)(Yuk.),</i> 26870, *01 11.2.99	87(99)	255(99)
<i>Day v. The Queen (Ont.),</i> 27348, *A	1045(99)	
<i>De-Jai Holdings Inc. v. Corporation of the City of Guelph (Ont.),</i> 27364, *A	1075(99)	
<i>Deroy v. Holt Cargo Systems Inc. (F.C.A.),</i> 27290, *A	777(99)	
<i>Derry v. The Queen (Crim.)(Sask.),</i> 26523, *01 4.2.99	73(99)	209(99)
<i>Descoteaux c. Barreau du Québec (Qué.),</i> 26023, *A	773(99)	
<i>Deslauriers c. Labelle (Qué.),</i> 26993, *A	1(99)	
<i>Dickhoff v. The Queen (Crim.)(Sask.),</i> 26878, *01 18.3.99	345(99)	464(99)
<i>Dionne v. Kuhlmann (Ont.),</i> 27009, *02 29.4.99	548(99)	681(99)
<i>Direk v. Dixon (Ont.),</i> 26836, *02 11.2.99	17(99)	252(99)
<i>Doman v. Superintendent of Brokers (B.C.),</i> 27026, *02 17.6.99	754(99)	986(99)
<i>Dominion Bridge Inc. v. The Queen (Sask.),</i> 27355, *A	1074(99)	
<i>Dominion of Canada General Insurance Co. v. Marchand (Ont.),</i> 27244, *A	704(99)	
<i>Don Bodkin Leasing Ltd. v. Toronto-Dominion Bank (Ont.),</i> 26791, *02 18.2.99 (The application for leave to cross-appeal is dismissed/La demande d'autorisation d'appel incident est rejetée)	16(99)	303(99)
<i>Donohue v. Attorney General of Canada (F.C.A.)(B.C.),</i> 26867, *01 25.3.99	239(99)	495(99)
<i>Doody v. Professional Training Committee of the Barreau du Québec (Qué.),</i> 27334, *A	981(99)	
<i>Dow v. The Queen (B.C.),</i> 27299, *A	1074(99)	
<i>Dryborough v. Board of School Trustees of School District No. 43 (Coquitlam)</i> (B.C.), 27254, *05 10.6.99	774(99)	954(99)
<i>Dufour c. Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie (Qué.),</i> 26986, *B	1054(99)	
<i>Dular v. Minister of Citizenship and Immigration (F.C.A.),</i> 26992, *A	332(99)	
<i>Dulude c. La Reine (Crim.)(Qué.),</i> 27105, *01 17.6.99	610(99)	983(99)
<i>Dunmore v. Attorney General for Ontario (Ont.),</i> 27216, *A	747(99)	
<i>Dupont c. La Reine (Crim.)(Qué.),</i> 26853, *01 21.1.99	1973(98)	109(99)
<i>Dynamex Canada Inc. v. Canadian Union of Postal Workers (F.C.A.),</i> 27300, *A	979(99)	
<i>E.I. Dupont de Nemours and Co. v. United Tire & Rubber Co. (Ont.),</i> 25545, *A	2143(96)	
<i>Edmonton Journal, a division of Southam Inc. v. Attorney General of Alberta</i> (Alta.), 27036, *01 15.4.99	463(99)	568(99)
<i>Ebco Industries Ltd. v. Discovery Enterprises Inc. (B.C.),</i> 27089, *A	198(99)	
<i>Ebco Industries Ltd. v. Discovery Enterprises Inc. (B.C.),</i> 26817, *02 4.3.99	207(99)	391(99)
<i>Elder v. The Queen (Crim.)(Ont.),</i> 27219, *B	752(99)	
<i>Ellipse Fiction/Ellipse programme c. Cinévidéo Plus Inc. (Qué.),</i> 26258, *A	1869(97)	
<i>Ellipse Fiction/Ellipse programme c. International Image Services Inc. (Qué.),</i> 26446, *A	179(98)	
<i>Ellis-Don Ltd. v. Naylor Group Inc. (Ont.),</i> 27321, *A	979(99)	

<i>Ellis-Don Ltd. v. Ontario Labour Relations Board</i> (Ont.), 26709, *03 21.1.99	1764(98)	114(99)
<i>Elm Ridge Country Club Inc. v. The Queen</i> (F.C.A.)(Qué.), 27083, *A	198(99)	
<i>Emballage Graham du Canada Ltée c. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse</i> (Qué.), 27336, *A	981(99)	
<i>Entreprises Ludco Ltée v. The Queen</i> (F.C.A.), 27320, *A	938(99)	
<i>Entreprises Raymond Denis inc. c. Ville de Val-Bélair</i> (Qué.), 26756, *02 18.2.99	91(99)	298(99)
<i>Equizi v. Algoma Steel Inc.</i> (Ont.), 26907, *02 11.2.99	16(99)	252(99)
<i>Erin Dancer Holding Corp. v. Corporation of the Town of Richmond Hill</i> (Ont.), 26788, *02 7.1.99	1875(98)	19(99)
<i>Exarhos v. Bank of Nova Scotia</i> (Que.), 24608, *01 27.5.99	708(99)	861(99)
<i>F. (L.) v. The Queen</i> (Ont.), 27343, *A	1044(99)	
<i>Fafard c. Commission d'enquête chargée de faire enquête sur la Sûreté du Québec</i> (Qué.), 26856, *02 27.5.99	708(99)	862(99)
<i>Farhat c. Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec</i> (Qué.), 27103, *A	333(99)	
<i>Flaska v. Hindson</i> (Ont.), 27032, *02 29.4.99	544(99)	677(99)
<i>Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ) c. Procureur général du Québec</i> (Qué.), 27007, *A	3(99)	
<i>Ferguson v. The Queen in right of the Province of British Columbia</i> (B.C.), 26998, *01 25.3.99	376(99)	487(99)
<i>Ferrel v. Attorney General of Ontario</i> (Ont.), 27127, *A	334(99)	
<i>Filzmaier v. Laurentian Bank of Canada</i> (Ont.), 25372, *A	1154(96)	
<i>Flexi-Coil Ltd. v. Bourgault Industries Ltd.</i> (F.C.A.), 27273, *A	776(99)	
<i>Folkes v. Greensleeves Publishing Ltd.</i> (Ont.), 26974, *02 1.4.99	381(99)	564(99)
<i>Fonds d'indemnisation en assurance de personnes c. Bazile</i> (Qué.), 27095, *A	199(99)	
<i>Foote v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26895, *01 11.2.99	13(99)	246(99)
<i>Fraternité des policiers et policières de Longueuil Inc. c. Ville de Longueuil</i> (Qué.), 27005, *B	1077(99)	
<i>French (Doug) v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 26529, *01 22.4.99	482(99)	621(99)
<i>French (Doug) v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 24748, *01 22.4.99	482(99)	621(99)
<i>Friedmann Equity Developments Inc. v. Final Note Ltd.</i> (Ont.), 26971, *03 25.3.99	381(99)	496(99)
<i>Fulford v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26981, *01 18.3.99	346(99)	465(99)
<i>Gabriel v. The Queen</i> (Crim.)(Man.), 27161, *03 17.6.99	751(99)	984(99)
<i>Gagné c. Lacelle</i> (Qué.), 25267, *A	627(96)	
<i>Gagné (Michel) c. Commission municipale du Québec</i> (Qué.), 27012, *A	4(99)	
<i>Gagné (Yves) c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 27064, *01 29.4.99	548(99)	677(99)
<i>Galantai c. La Reine</i> (Qué.), 27288, *A	777(99)	
<i>Gariépy v. The Queen in right of Canada</i> (F.C.A.)(Qué.), 26794, *02 11.2.99	78(99)	250(99)
<i>Gassyt v. The Queen</i> (Ont.), 26947, *A	747(99)	
<i>Gaudet v. Barrett</i> (N.S.), 26921, *02 1.4.99	380(99)	563(99)
<i>Gauthier & Associates v. 482511 Ontario Ltd.</i> (Ont.), 26844, *02 3.6.99	707(99)	907(99)
<i>Gemex Developments Corp. v. Assessor of Area #12 - Coquitlam</i> (B.C.), 27019, *02 25.3.99	377(99)	487(99)
<i>General Motors Corporation v. Baljian</i> (Ont.), 26864, *02 11.2.99	80(99)	254(99)
<i>General Refractories Co. of Canada Ltd. v. Venturedyne Ltd.</i> (Ont.), 27310, *A	936(99)	
<i>Gibb v. The Queen</i> (Crim.)(Sask.), 26962, *01 8.4.99	460(99)	565(99)
<i>Gill v. Gill</i> (B.C.), 27025, *A	935(99)	
<i>Girocredit Bank Aktiengesellschaft Der Sparkassen v. Bader</i> (B.C.), 26869, *02 11.2.99	90(99)	244(99)
<i>Glass v. Musqueam Indian Band</i> (F.C.A.), 27154, *A	458(99)	
<i>Glengarry Bingo Association v. The Queen</i> (F.C.A.), 27166, *A	773(99)	
<i>Gorenko v. The Queen</i> (Qué.), 27266, *A	775(99)	
<i>Gordon v. Winnipeg Canoe Club</i> (Man.), 27358, *A	1074(99)	

CUMULATIVE INDEX -
APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL

INDEX CUMULATIF - REQUÊTES
EN AUTORISATION DE POURVOI

<i>Gosselin c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 27178, *01 17.6.99	782(99)	989(99)
<i>Gramaglia v. Alberta Family and Social Services</i> (Alta.), 27308, *A	936(99)	
<i>Grandmaison v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26898, *03 22.4.99	243(99)	617(99)
<i>Grant v. The Queen</i> (Ont.), 27243, *A	704(99)	
<i>Grimmer v. The Queen</i> (Crim.)(N.B.), 27217, *01 8.7.99	945(99)	1089(99)
<i>Guardian Insurance Co. v. Ontario Tree Fruits Ltd.</i> (Ont.), 26773, *02 7.1.99	1872(98)	29(99)
<i>Guillemette v. The Queen</i> (F.C.A.), 27280, *A	777(99)	
<i>H. (R.) c. C. (J.)</i> (Qué.), 27264, *B	1078(99)	
<i>Hall v. Puchniak</i> (Man.), 27070, *A	144(99)	
<i>Hammell v. Friesen</i> (B.C.), 27200, *A	745(99)	
<i>Hammond v. Town Council of the Town of Wabana</i> (Nfld.), 27157, *A	458(99)	
<i>Headway Property Investment 78-1 Inc. v. Edgcombe Properties Ltd.</i> (Ont.), 26857, *02 11.2.99	88(99)	256(99)
<i>Henderson v. Henderson</i> (Alta.), 27101, *02 25.3.99	378(99)	488(99)
<i>Henri c. Henri</i> (Qué.), 27245, *05 14.5.99	704(99)	799(99)
<i>Hewlin v. The Queen</i> (N.S.), 27317, *A	937(99)	
<i>Hill v. McMillan</i> (Man.), 26724, *01 21.1.99	1939(98)	109(99)
<i>Hines v. Ontario Human Rights Commission</i> (Ont.), 26506, *02 1.4.99	379(99)	562(99)
<i>Horne v. Bombardier Inc.</i> (Ont.), 27021, *02 31.5.99	614(99)	897(99)
<i>Horrod v. Wang</i> (B.C.), 26768, *01 28.1.99	82(99)	155(99)
<i>Houle v. The Queen</i> (Crim.)(Man.), 27161, *03 17.6.99	751(99)	984(99)
<i>Hudson's Bay Co. v. Piko</i> (Ont.), 27087, *A	198(99)	
<i>Hulme v. Cadillac Fairview Corporation Ltd.</i> (Ont.), 26915, *02 28.1.99	11(99)	152(99)
<i>Human Life International in Canada Inc. v. Minister of National Revenue</i> (F.C.A.)(Ont.), 26661, *01 21.1.99	1374(98)	102(99)
<i>Hussmann Canada Inc. v. Leonetti</i> (Ont.), 26759, *01 7.1.99	1879(98)	26(99)
<i>Hurford v. The Queen</i> (Crim.)(N.S.), 27008, *01 29.4.99	485(99)	679(99)
<i>Interport Sufferance Warehouse Ltd. v. Roadway Express (Canada) Inc.</i> (Ont.), 27071, *02 8.7.99	944(99)	1088(99)
<i>Irons v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26968, *03 22.4.99	243(99)	619(99)
<i>Isert v. Santos</i> (B.C.), 27190, *A	539(99)	
<i>Jacob v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26885, *01 28.1.99	10(99)	151(99)
<i>Jenkins v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26899, *03 22.4.99	243(99)	618(99)
<i>Jensen v. Chretien</i> (B.C.), 27149, *05 12.4.99	335(99)	582(99)
<i>Jevco Insurance Co. v. Commercial Union Assurance Co.</i> (Ont.), 27129, *02 31.5.99	673(99)	899(99)
<i>Jeyarajah v. The Queen</i> (F.C.A.), 27167, *A	459(99)	
<i>John v. The Queen</i> (B.C.), 26932, *01 11.3.99	338(99)	423(99)
<i>Johnson v. Attorney General of Nova Scotia</i> (N.S.), 27162, *A	745(99)	
<i>Jones v. The Queen</i> (Ont.), 27239, *A	981(99)	
<i>Joshi c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 26953, *01 1.4.99	414(99)	558(99)
<i>K. (A.) c. S. (H.)</i> (Qué.), 26790, *02 21.1.99	9(99)	115(99)
<i>K.M.E. v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 27173, *01 13.5.99	610(99)	759(99)
<i>Kadziolka v. Royal Bank of Canada</i> (Sask.), 27220, *A	747(99)	
<i>Kainth v. The Queen</i> (F.C.A.) (Ont.), 26832, *02 11.2.99	15(99)	251(99)
<i>Kalin v. City of Calgary</i> (Alta.), 24418, *A	1799(94)	
<i>Kamloops Indian Band v. Canadian National Railway Co.</i> (F.C.A.)(B.C.), 26882, *02 25.3.99	149(99)	494(99)
<i>Kaushal v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 26622, *01 7.1.99	1940(98)	21(99)
<i>Ken Toby Ltd. v. British Columbia Buildings Corp.</i> (B.C.), 27326, *A	938(99)	
<i>Khan (Fouzia Saeed) v. Timakis</i> (Ont.), 26839, *01 21.1.99	1878(98)	105(99)
<i>Khan (Mohamed Ameerulla) v. The Queen</i> (Crim.)(Man.), 26765 (application		

for leave to appeal is quashed for want of jurisdiction/demande d'autorisation d'appel annulée pour cause d'absence de compétence) 21.1.99	1971(98)	100(99)
<i>Khan (Pamela) v. Harnick, Attorney General for Ontario</i> (Ont.), 26965, *01 11.3.99	241(99)	425(99)
<i>Khanna v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 26754, *01 7.1.99	1874(98)	19(99)
<i>Khuu v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 27068, *01 29.4.99	540(99)	675(99)
<i>Kibale c. La Reine du chef de l'Ontario</i> (Ont.), 27001, *02 18.3.99	347(99)	466(99)
<i>Kieling v. Saskatchewan Wheat Pool</i> (Sask.), 27322, *A	980(99)	
<i>Kilkani v. Allstate Insurance Company of Canada</i> (Ont.), 27309, *A	936(99)	
<i>King v. The Queen</i> (F.C.A.)(Ont.), 26056, *01 28.1.99	1967(97)	157(99)
<i>Knight v. The Queen</i> (Crim.)(Man.), 26859, *01 11.2.99	12(99)	245(99)
<i>Knoblauch v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 27238, *B	939(99)	
<i>Kopij v. Corporation of the Municipality of Metropolitan Toronto</i> (Ont.), 27074, *B	1079(99)	
<i>KPMG Inc. v. Canadian Imperial Bank of Commerce</i> (Ont.), 27080, *A	232(99)	
<i>Krishantharajah v. The Queen</i> (Ont.), 27192, *05 29.4.99	723(99)	723(99)
<i>Krist v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26970, *01 31.5.99	614(99)	896(99)
<i>Krofchak-Smillie v. Smillie</i> (Ont.), 26984, *01 15.4.99	414(99)	566(99)
<i>Kubanowski v. Primerica Life Insurance Co. of Canada</i> (Sask.), 26952, *02 11.3.99	343(99)	426(99)
<i>Kwok v. United States of America</i> (Crim.)(Ont.), 26919, *03 18.2.99	147(99)	292(99)
<i>L. (D.) v. Director of Children and Families</i> (B.C.), 27276, *01 8.7.99	1047(99)	1085(99)
<i>L. (F.) c. Garneau-Fournier</i> (Qué.), 27104, *A	333(99)	
<i>Laberge c. Caisse de dépôt et de placement du Québec</i> (Qué.), 26889, *02 6.5.99	552(99)	716(99)
<i>Laboratoires Abbott Ltée c. Bourque</i> (Qué.), 26803, *02 6.5.99	550(99)	714(99)
<i>Lacquaniti v. Devine</i> (Ont.), 25078, *A	4(96)	
<i>Laflamme c. Vézina</i> (Qué.), 27147, *A	335(99)	
<i>Lafrentz v. Michel</i> (Alta.), 27234, *A	703(99)	
<i>Lal v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 27094, *01 29.4.99	553(99)	683(99)
<i>Lalonde v. The Queen</i> (Ont.), 26261, *05 14.1.99	128(99)	128(99)
<i>Lamy c. Société canadienne des postes</i> (Qué.), 27311, *A	936(99)	
<i>Landry c. Société de l'Assurance automobile du Québec</i> (Qué.), 27203, *A	701(99)	
<i>Lapointe v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 26578, *B	1134(98)	
<i>Lathangue v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26943, *03 22.4.99	243(99)	620(99)
<i>Latimer v. The Queen</i> (Crim.)(Sask.), 26980, *03 6.5.99	549(99)	711(99)
<i>Lavigne c. Human Resources Development</i> (F.C.A.)(Qué.), 27011, *02 17.6.99	783(99)	989(99)
<i>Law Society of British Columbia v. Mangat</i> (B.C.), 27108, *A	328(99)	
<i>Law Society of Upper Canada v. Toronto-Dominion Bank</i> (Ont.), 27125, *A	334(99)	
<i>Lebeuf c. Groupe Snc-Lavalin Inc.</i> (Qué.), 27236, *A	704(99)	
<i>Lee v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26978, *01 1.4.99	349(99)	560(99)
<i>Leroux c. Centre Hospitalier Ste-Jeanne D'Arc</i> (Qué.), 26650, *05 22.1.99	859(98)	264(99)
<i>Lessard v. Société québécoise d'assainissement des eaux</i> (Qué.), 27028, *A	6(99)	
<i>Leu v. Health One Inc.</i> (Ont.), 27037, *02 31.5.99	710(99)	901(99)
<i>Lévesque Beaubien Geoffrion Inc c. Les Immeubles Jacques Robitaille Inc.</i> (Qué.), 27059, *A	70(99)	
<i>Lewis v. The Queen</i> (P.E.I.), 26603, *A	701(99)	
<i>Lewis Energy Management Inc. v. MacKinnon</i> (Ont.), 27294, *A	778(99)	
<i>L'Heureux c. Fortin</i> (Qué.), 27350, *A	1074(99)	
<i>Lin v. Toronto-Dominion Bank</i> (Ont.), 26827, *02 11.2.99	14(99)	247(99)
<i>Lineal Group Inc. v. Toronto-Dominion Bank</i> (Ont.), 27040, *B	940(99)	
<i>Lindsay (David) v. Provincial Government of Manitoba</i> (Man.), 27181, *A	537(99)	
<i>Lindsay (Robert) v. Workers' Compensation Board</i> (Sask.), 26954, *03 25.3.99	344(99)	495(99)
<i>Little Sisters Book and Art Emporium v. Minister of Justice</i> (B.C.), 26858, *03		

CUMULATIVE INDEX -
APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL

INDEX CUMULATIF - REQUÊTES
EN AUTORISATION DE POURVOI

18.2.99	81(99)	303(99)
<i>Lloyd's of London v. Norris</i> (N.B.), 26977, *A	1931(98)	
<i>Lo v. Mackenzie, Gervais</i> (Qué.), 27255, *A	774(99)	
<i>Loignon c. Collège (CÉGEP) Montmorency</i> (Qué.), 27201, *A	701(99)	
<i>Lord v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 27131, *01 29.4.99	554(99)	683(99)
<i>Lore v. The Queen</i> (Crim.)(Qué.), 26683, *01 22.4.99	1248(98)	623(99)
<i>Lortie c. Commission d'appel en matière de lésions professionnelles</i> (Qué.), 27331, *A	980(99)	
<i>Lughas v. Manitoba Public Insurance Corporation</i> (Man.), 27014, *02 1.4.99	462(99)	560(99)
<i>Luk v. Municipal District of Cypress</i> (Alta.), 27194, *A	745(99)	
<i>Lutzer v. Sonnenburg</i> (Ont.), 26831, *02 21.1.99	1972(98)	100(99)
<i>M. (F.) c. B. (P.)</i> (Qué.), 26813, *02 11.2.99	1937(98)	244(99)
<i>Manoussakis v. The Queen</i> (Crim.)(Qué.), 27215, *01 8.7.99	942(99)	1085(99)
<i>MacDonald v. ADGA Systems International Ltd.</i> (Ont.), 27202, *02 8.7.99	948(99)	1091(99)
<i>MacDonald v. Coopers & Lybrand Ltd.</i> (Ont.), 27145, *A	334(99)	
<i>MacKenzie v. MacKenzie</i> (N.S.), 26824, *02 21.1.99	1976(98)	113(99)
<i>MacKay v. The Queen in right of the Province of Manitoba</i> (Man.), 26997, *02 25.3.99	416(99)	490(99)
<i>MacPherson v. Adga Systems International Inc.</i> (Ont.), 27184, *A	538(99)	
<i>Mafi v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 27090, *01 6.5.99	546(99)	713(99)
<i>Magna-Tardif c. Langevin</i> (Qué.), 27137, *A	331(99)	
<i>Mailloux c. Beltrami</i> (Qué.), 27182, *A	538(99)	
<i>Malhotra v. Attorney General of Canada</i> (F.C.A.)(Ont.), 27034, *02 31.5.99	757(99)	904(99)
<i>Manac Inc. Corp. v. The Queen</i> (F.C.A.)(Que.), 26744, *02 7.1.99	1874(98)	20(99)
<i>Marchand (René) c. Marina de la Chaudière</i> (Qué.), 26880, *02 30.6.99	669(99)	1082(99)
<i>Marché central métropolitain Inc. c. Les Sœurs du Bon Pasteur de Québec</i> (Qué.), 27117, *A	329(99)	
<i>Maritimes and Northeast Pipeline Management Ltd. v. Union of Nova Scotia Indians</i> (F.C.A.), 27262, *A	775(99)	
<i>Martel v. Davidson</i> (Ont.), 27275, *A	776(99)	
<i>Marth Realties Ltd. v. Attorney General of Canada</i> (F.C.A.), 27231, *A	703(99)	
<i>Martin (Dale) v. Rural Municipality of St. Andrews</i> (Man.), 26946, *02 4.3.99	341(99)	389(99)
<i>Martin (Robert E.) v. Goldfarb</i> (Ont.), 26916, *02 18.2.99	204(99)	302(99)
<i>Martineau c. La Reine</i> (Qué.), 27036, *A	935(99)	
<i>Matsqui Indian Band v. Canadian National Railway Co.</i> (F.C.A.)(B.C.), 26881, *02 25.3.99	149(99)	493(99)
<i>Mattel Canada Inc. v. The Queen</i> (F.C.A.), 27174, *A	609(99)	
<i>Matthiessen v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 27170, *01 31.5.99	671(99)	898(99)
<i>Maytag Corp. v. Whirlpool Corp.</i> (F.C.A.), 27209, *03 17.5.99	749(99)	788(99)
<i>McCauley v. Fitzsimmons</i> (Ont.), 26972, *02 1.4.99	350(99)	562(99)
<i>McCullough v. Corporation of the Town of Gravenhurst</i> (Ont.), 26845, *02 7.1.99	1943(98)	25(99)
<i>McCullough v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 27088, *01 20.5.99	668(99)	790(99)
<i>McDonald v. Lesage</i> (Ont.), 27365, *A	1075(99)	
<i>McHayle v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 27035, *01 1.4.99	375(99)	556(99)
<i>McIndoe v. O'Connell</i> (B.C.), 26999, *02 25.3.99	419(99)	498(99)
<i>McMaster v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 24569, *A	328(95)	
<i>McMaster (Peter Owen) v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 26851, *01 6.5.99	541(99)	711(99)
<i>Mensink v. Dale</i> (Ont.), 27135, *02 31.5.99	672(99)	899(99)
<i>Merck Frosst Canada Inc. v. Minister of Health</i> (F.C.A.)(Ont.), 26903, *02 11.3.99	239(99)	424(99)
<i>Merck Frosst Canada Inc. v. Minister of National Health and Welfare</i> (F.C.A.), 27370, *A	1075(99)	
<i>Mid Canada Millwork Ltd. v. Delano Building Products Ltd.</i> (Man.), 26809,		

*02 7.1.99	1765(98)	31(99)
<i>Minister of National Revenue v. Mitchell</i> (F.C.A.)(Ont.), 27066, *B	1080(99)	
<i>Ministère de la santé et des services sociaux c. Centre hospitalier Mont-Sinaï</i> (Qué.), 27022, *A	5(99)	
<i>Ministry of Finance v. Higgins</i> (Ont.), 27191, *A	609(99)	
<i>Mondesir v. Manitoba Association of Optometrists</i> (Man.), 26816, *02 7.1.99	1942(98)	23(99)
<i>Monenco Ltd. v. Commonwealth Insurance Co.</i> (B.C.), 27258, *A	774(99)	
<i>Monfette c. Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme</i> (Qué.), 26697, *02 21.1.99	1974(98)	111(99)
<i>Monit International Inc. c. Miller</i> (Qué.), 27307, *A	979(99)	
<i>Morris v. Attorney General of Canada</i> (F.C.A.), 27354, *A	1074(99)	
<i>Morrow v. Constantini</i> (B.C.), 27332, *A	981(99)	
<i>Morton v. Dominion of Canada General Insurance Co.</i> (Ont.), 27130, *02 31.5.99	673(99)	900(99)
<i>Moxham v. The Queen in right of Canada</i> (F.C.A.), 27180, *A	537(99)	
<i>Muise v. Workers' Compensation Board of Nova Scotia</i> (N.S.), 26804, *01 7.1.99	1880(98)	27(99)
<i>Municipalité de St-Lin c. Procureur général du Québec</i> (Qué.), 27016, *A	4(99)	
<i>Murray-Audain v. Corporation of the Town of Newcastle</i> (Ont.), 26913, *02 4.3.99	207(99)	391(99)
<i>N. (F.G.) v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26951, *01 11.3.99	342(99)	426(99)
<i>Nadeau c. Nadeau</i> (Qué.), 27225, *A	702(99)	
<i>Naima c. Sears Canada Inc.</i> (Qué.), 26874, *02 1.4.99	461(99)	559(99)
<i>Nalley's Canada Ltd. v. Deputy Minister of Revenue Canada</i> (F.C.A.), 27058, *02 8.7.99	947(99)	1090(99)
<i>National Bank of Canada v. Gagliano</i> (F.C.A.)(Ont.), 26848, *02 18.2.99	86(99)	297(99)
<i>Nelson v. The Queen</i> (F.C.A.)(B.C.), 26684, *02 11.3.99	238(99)	423(99)
<i>Nespolon v. Alford</i> (Ont.), 26862, *02 21.1.99	1977(98)	113(99)
<i>Niderost v. The Queen</i> (F.C.A.)(B.C.), 26960, *01 1.4.99	350(99)	561(99)
<i>Noël c. Société d'énergie de la Baie James (SEGJ)</i> (Qué.), 26914, *B	945(99)	
<i>Northwood Pulp and Timber Ltd. v. The Queen</i> (F.C.A.)(B.C.), 27033, *02 31.5.99	757(99)	903(99)
<i>Noskey v. The Queen</i> (Alta.), 26022, *A	1121(97)	
<i>Nourcy c. Compagnie d'Assurance-vie Transamerica du Canada</i> (Qué.), 27335, *A	981(99)	
<i>Novic v. Metropolitan Toronto Civic Employees' Union, Local 43</i> (Ont.), 27097, *02 8.7.99	947(99)	1091(99)
<i>Oerlikon Aérospatiale Inc. c. La Reine</i> (C.A.F.), 27352, *A	1045(99)	
<i>Ontario Nurses' Association v. Orillia Soldiers' Memorial Hospital</i> (Ont.), 27176, *A	537(99)	
<i>Ontario Secondary School Teachers' Federation, District 9 v. Barton</i> (Ont.), 26911, *02 4.3.99	234(99)	384(99)
<i>Ontario Secondary School Teachers' Federation, District 9 v. Barton</i> (Ont.), 27085, *A	291(99)	
<i>Orlov v. Metro Toronto Police (O.P.P.)</i> (Ont.), 26825, *01 7.1.99	1871(98)	29(99)
<i>O'Shanter Development Co. v. Minott</i> (Ont.), 27179, *05 14.5.99	537(99)	799(99)
<i>Osuitok v. The Queen</i> (Crim.)(N.W.T.), 27102, *01 29.4.99	549(99)	678(99)
<i>P. (U.) c. S. (F.)</i> (Qué.), 27067, *01 18.3.99	349(99)	468(99)
<i>Pacific National Investments Ltd. v. Corporation of the City of Victoria</i> (B.C.), 27006, *03 22.4.99	460(99)	620(99)
<i>Pack M.J. Inc. c. La Reine</i> (Qué.), 27069, *A	144(99)	
<i>Paddon Hughes Development Co. v. Pancontinental Oil Ltd.</i> (Alta.), 27030, *02 17.6.99	755(99)	988(99)
<i>Page v. The Queen</i> (Ont.), 27339, *A	980(99)	
<i>Pardee Equipment Ltd. v. The Queen</i> (F.C.A.), 27165, *A	459(99)	
<i>Parsons v. Guymer</i> (Ont.), 27143, *A	332(99)	
<i>Paterson v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 27133, *01 20.5.99	669(99)	790(99)

CUMULATIVE INDEX -
APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL

INDEX CUMULATIF - REQUÊTES
EN AUTORISATION DE POURVOI

<i>Pearl c. Gentra Canada Investments Inc.</i> (Qué.), 26807, *02 18.2.99	86(99)	297(99)
<i>Pearlman (David) v. The Queen</i> (F.C.A.)(B.C.), 27096, *02 25.6.99	894(99)	1057(99)
<i>Pearlman (Esther) v. The Queen</i> (F.C.A.)(B.C.), 27096, *02 25.6.99	894(99)	1057(99)
<i>Pearson c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 27261, *B	1050(99)	
<i>Pepsi-Cola Canada Beverages (West) Ltd. v. Retail, Wholesale and Department Store Union Local 558</i> (Sask.), 27060, *B	205(99)	
<i>Perks v. The Queen</i> (Ont.), 27153, *A	336(99)	
<i>Perez v. Governing Council of the Salvation Army in Canada</i> (Ont.), 27136, *05 11.6.99	331(99)	1001(99)
<i>Peters v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 27263, *B	1076(99)	
<i>Piché c. La Reine</i> (Qué.), 27237, *A	704(99)	
<i>Pinsonneault c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 26795, *01 18.2.99	201(99)	294(99)
<i>Plamondon c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 22477, *01 8.7.99	939(99)	1082(99)
<i>Pocklington Financial Corp. v. Alberta Treasury Branches</i> (Alta.), 27054, *05 18.1.99	160(99)	160(99)
<i>Posen v. Stoddart Publishing Co.</i> (Ont.), 26782, *02 7.1.99	1870(98)	28(99)
<i>Poulin c. Commission de la fonction publique du Québec</i> (Qué.), 27142, *A	332(99)	
<i>Poulin c. Solidarité, Compagnie d'assurance sur la vie</i> (Qué.), 27303, *A	935(99)	
<i>Pregent v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 26753, *01 21.1.99	1971(98)	99(99)
<i>Pringle v. London City Police Services Board</i> (Ont.), 26935, *02 31.5.99	758(99)	904(99)
<i>Procureur général du Québec c. Barney</i> (Crim.)(Qué.), 26944, *03 25.3.99	340(99)	492(99)
<i>Procureur général du Québec c. Cross</i> (Crim.)(Qué.), 26944, *03 25.3.99	340(99)	492(99)
<i>Procureure général du Québec c. Comeau</i> (Crim.)(Qué.), 27212, *B	782(99)	
<i>Procureure générale du Québec c. Noiseux</i> (Crim.)(Qué.), 27212, *B	782(99)	
<i>Proulx c. Procureur général du Québec</i> (Qué.), 27235, *A	703(99)	
<i>Provincial Court Judges' Association of British Columbia v. Attorney General of British Columbia</i> (B.C.), 26812, *01 21.1.99	1936(98)	98(99)
<i>Provost v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 27198, *01 31.5.99	785(99)	905(99)
<i>Pushpanathan v. Minister of Citizenship and Immigration</i> (F.C.A.)(Ont.), 25173, *C	210(98)	
<i>R. (H.A.) v. The Queen</i> (Ont.), 27189, *A	982(99)	
<i>R. (P.) c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 27206, *01 17.6.99	780(99)	986(99)
<i>R. (W.S.) v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 27177, *01 31.5.99	709(99)	901(99)
<i>R. v. S. (A.)</i> (Ont.), 27052, *A	72(99)	
<i>R. c. Caouette</i> (Crim.)(Qué.), 27050, *03 17.6.99	752(99)	992(99)
<i>R. v. Deschamps</i> (Crim.)(Ont.), 27013, *03 22.4.99	484(99)	624(99)
<i>R. v. Dew</i> (Crim.)(Man.), 27017, *B	202(99)	
<i>R. v. Ducharme</i> (Crim.)(Qué.), 27160, *01 3.6.99	750(99)	909(99)
<i>R. v. Groot</i> (Crim.)(Ont.), 26929 4.3.99 (The application for leave to cross-appeal is dismissed/la demande d'autorisation d'appel incident est rejetée)	393(99)	
<i>R. c. Hamelin</i> (Crim.)(Qué.), 27250, *B	891(99)	
<i>R. v. Hoepfner</i> (Man.), 27297, *A	778(99)	
<i>R. v. J. (J.M.)</i> (Ont.), 27361, *A	1046(99)	
<i>R. c. Kabbabe</i> (Qué.), 25858, *05 3.5.99	723(99)	723(99)
<i>R. c. Kebreau</i> (Qué.), 27114, *B	667(99)	
<i>R. v. Khan</i> (Crim.)(Man.), 26765, *01 21.1.99	1971(98)	100(99)
<i>R. c. Lévesque</i> (Crim.)(Qué.), 26939, *03 22.4.99	484(99)	625(99)
<i>R. v. Lowns</i> (Crim.)(B.C.), 27072, *01 22.4.99	483(99)	622(99)
<i>R. v. Martel Building Ltd.</i> (F.C.A.)(Ont.), 26893, *03 18.2.99	149(99)	301(99)
<i>R. v. Middleton</i> (Crim.)(Ont.), 26860, *01 4.3.99	233(99)	383(99)
<i>R. c. Miller</i> (Qué.), 27295, *A	778(99)	
<i>R. v. Palin</i> (Crim.)(Qué.), 27159, *01 3.6.99	750(99)	908(99)

CUMULATIVE INDEX -
APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL

INDEX CUMULATIF - REQUÊTES
EN AUTORISATION DE POURVOI

<i>R. v. Robertson</i> (Crim.)(Nfld.), 26614, *01 7.1.99	1878(98)	25(99)
<i>R. v. Rulli</i> (Ont.), 27338, *A	981(99)	
<i>R. v. Ruzic</i> (Crim.)(Ont.), 26930, *03 25.3.99	340(99)	492(99)
<i>R. v. Sherlock</i> (Crim.)(Man.), 27134, *01 29.4.99	543(99)	676(99)
<i>R. in right of the Province of British Columbia v. Beadle</i> (B.C.), 27318, *A	937(99)	
<i>R. in right of the Province of British Columbia v. C.A.</i> (B.C.), 27065, *A	199(99)	
<i>R. in right of the Province of British Columbia v. Davies</i> (B.C.), 27318, *A	937(99)	
<i>R. in right of the Province of Ontario v. 974649 Ontario Inc.</i> (Ont.), 27084, *A	198(99)	
<i>R. in right of the Province of Ontario v. Mason</i> (Ont.), 26797, *02 7.1.99	1872(98)	30(99)
<i>Rain v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 27041, *01 1.4.99	413(99)	557(99)
<i>Rashwan (Mervat) v. Marzouk</i> (Ont.), 27204, *A	746(99)	
<i>Rashwan (Magdy) v. Marzouk</i> (Ont.), 27205, *A	746(99)	
<i>Rathwell v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 27039, *01 6.5.99	545(99)	713(99)
<i>Reed v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 27018, *01 1.4.99	418(99)	564(99)
<i>Renaud c. Commission des affaires sociales</i> (Qué.), 26677, *03 21.1.99	1877(98)	105(99)
<i>Richard c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 26934, *01 18.3.99	345(99)	464(99)
<i>Richardson v. Richardson</i> (B.C.), 26956, *02 7.1.99	1941(98)	23(99)
<i>Richer (Sylvio) c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 26769, *01 11.2.99	76(99)	248(99)
<i>Richer (Sylvio) c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 26852, *01 18.2.99	84(99)	295(99)
<i>Richter & Associés Inc. c. Wightman</i> (Qué.), 26735, *A	1210(98)	
<i>Riendeau c. Ville de Québec</i> (Qué.), 27226, *A	702(99)	
<i>Rijntjes v. Workers' Compensation Board of Nova Scotia</i> (N.S.), 26906, *01 7.1.99	1942(98)	24(99)
<i>Riopel c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 26787, *01 25.2.99	201(99)	352(99)
<i>Robson v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 27062, *01 25.6.99	889(99)	1060(99)
<i>Rocky Mountain Ecosystem Coalition v. Joint Review Panel</i> (F.C.A.)(Alta.), 25618, *A	1958(96)	
<i>Rodrigue (Réal) c. Procureur général du Québec</i> (Qué.), 26884, *A	1657(98)	
<i>Roopnarine-Singh v. The Queen</i> (Crim.)(Man.), 27132, *01 3.6.99	706(99)	907(99)
<i>Rounds v. The Queen in right of Canada</i> (F.C.A.)(Ont.), 26775, *02 15.4.99	462(99)	567(99)
<i>Royal Bank of Canada v. Director of Investigation and Research</i> (Ont.), 26315	5(98)	232(98)
<p>The applications for an extension of time are granted. The applications for oral hearings are dismissed. An order will go staying the following orders pending the determination of the appeals in <i>Royal Bank of Canada v. Director of Investigation and Research</i> (Ont.) (26316); <i>Canadian Pacific Limited, et al v. Director of Investigation and Research</i> (Ont.) (26317).</p>		
<p>a) The order granted on February 20, 1997 by Farley J. in Ontario Court (General Division) Commercial List File Nos. B55/95F, B55/95G and B55/95H;</p>		
<p>b) The order granted on May 21, 1996 by Farley J. in Ontario Court (General Division) Commercial List File No. B55/95F; and</p>		
<p>c) The order granted on March 19, 1997 by Farley J. in Ontario Court (General Division) Commercial List File Nos. B55/95B, B55/95F and B55/95M.</p>		
<i>Ruggeberg v. Bancomer, S.A.</i> (Ont.), 27344, *A	1044(99)	
<i>Russell v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 26699, *01 4.3.99	206(99)	390(99)
<i>S. (B.) v. Director of Child, Family and Community Service</i> (B.C.), 27048, *A	779(99)	
<i>S. (M.) v. S. (P.I.)</i> (B.C.), 27151, *A	481(99)	

<i>S.A. Louis Dreyfus & Cie c. Holding Tusculum B.V.</i> (Qué.), 26843, *02 18.3.99	347(99)	466(99)
<i>Saskatchewan Joint Board, Retail, Wholesale and Department Store Union v. Kindersley and District Co-Operative Ltd.</i> (Sask.), 27079, *A	197(99)	
<i>Saskatchewan Labour Relations Board v. Kindersley and District Co-Operative Ltd.</i> (Sask.), 27079, *A	197(99)	
<i>Sam Lévy & Associés Inc. c. 2858-4665 Québec Inc.</i> (Qué.), 27327, *A	938(99)	
<i>Sam Lévy & Associés Inc. c. Canpro Investments Inc.</i> (Qué.), 26875, *A	1597(98)	
<i>Sam Lévy & Associés Inc. c. Canpro Investments Inc.</i> (Qué.), 26908, *A	1724(98)	
<i>Samra v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 26976, *01 29.4.99	553(99)	682(99)
<i>Sanderson v. The Queen</i> (Man.), 27325, *A	980(99)	
<i>Saskatchewan Wheat Pool v. The Queen</i> (F.C.A.), 27346, *A	1044(99)	
<i>Saskferco Products Inc. v. Wellington Insurance Co.</i> (Sask.), 27218, *A	747(99)	
<i>Sawicki v. The Queen</i> (Ont.), 26031, *A	1325(97)	
<i>Sawyer c. La Reine</i> (Qué.), 27115, *A	329(99)	
<i>Schmalfluss v. Feldman</i> (Ont.), 26927, *01 25.6.99	894(99)	1057(99)
<i>Schmand v. Heppner</i> (B.C.), 27093, *05 18.2.99	199(99)	359(99)
<i>Seaspan International Ltd. v. The Queen</i> (F.C.A.)(B.C.), 26868, *02 18.2.99	91(99)	299(99)
<i>Services des espaces verts Ltée/Chemlawn c. Ville de Hudson</i> (Qué.), 26937, *B	1052(99)	
<i>Seward v. The Queen</i> (B.C.), 27298, *A	778(99)	
<i>Shell Canada Ltd. v. The Queen</i> (F.C.A.), 26596, 4.3.99 (The application for leave to cross-appeal is granted. The costs for the application to cross appeal are to be paid by the Crown in any event of the cause forthwith after taxation on the solicitor and client scale/La demande d'appel incident est accordée. Les dépens relatifs à cette demande devront être payés par le ministère public quelle que soit l'issue de la cause, immédiatement après la taxation sur la base procureur-client)	393(99)	393(99)
<i>Sheppard v. Commissioner for Federal Judicial Affairs</i> (F.C.A.)(Ont.), 26949, *01 4.3.99	237(99)	387(99)
<i>Shoghi-Baloo v. The Queen</i> (Ont.), 27362, *A	1045(99)	
<i>Shulman v. United States of America</i> (Crim.)(Ont.), 26912, *03 18.2.99	146(99)	292(99)
<i>Shuman v. Ontario New Home Warranty Program</i> (Ont.), 27256, *A	774(99)	
<i>Silliker v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 27053, *01 13.5.99	542(99)	760(99)
<i>Simanek (Myra) v. Train (Jack)</i> (Ont.), 26248, *A	1867(97)	
<i>Simanek (Myra) v. Train (Jack)</i> (Ont.), 27141, *A	334(99)	
<i>Simon (Jean-Rock) v. Municipality of Oka</i> (Qué.), 27124, *A	334(99)	
<i>Simon (Llewelyn) v. The Queen</i> (Ont.), 27345, *A	1044(99)	
<i>Skogan v. Winkelaar</i> (Alta.), 27081, *02 25.6.99	890(99)	1059(99)
<i>Smith v. College of Physicians and Surgeons of Ontario</i> (Ont.), 27061, *02 8.7.99	940(99)	1084(99)
<i>Smithson v. Smithson</i> (Ont.), 27253, *A	773(99)	
<i>Snake v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 25459, *A	1(97)	
<i>Société d'hypothèque Banque Nationale c. Sous-ministre du Revenu du Québec</i> (Qué.), 26988, *A	7(99)	
<i>Société Rodaber Ltée c. Banque nationale du Canada</i> (Qué.), 26909, *02 6.5.99	546(99)	714(99)
<i>Society of Composers, Authors and Music Publishers of Canada v. Canadian Association of Broadcasters</i> (F.C.A.), 27304, *A	935(99)	
<i>Sokolov v. Minister of Immigration and Citizenship</i> (F.C.A.), 27328, *A	938(99)	
<i>Somra v. 432080 Ontario Ltd.</i> (Ont.), 26667, *02 21.1.99	1939(98)	108(99)
<i>Spanevello v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26959, *01 11.3.99	337(99)	421(99)
<i>Spence c. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse</i> (Qué.), 26823, *02 28.1.99	83(99)	156(99)
<i>Sreih c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 26762, *01 4.3.99	339(99)	388(99)
<i>St-Jacques v. Bourdon</i> (Qué.), 27232, *A	703(99)	
<i>Stanwick v. The Queen</i> (F.C.A.), 27366, *A	1075(99)	

<i>Stark v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26792, *01 7.1.99	1873(98)	21(99)
<i>Stenzler v. Ontario College of Pharmacists</i> (Ont.), 26820, *01 11.2.99	81(99)	254(99)
<i>Stewart (Ron) v. United States of America</i> (B.C.), 27042, *05 1.3.99	408(99)	408(99)
<i>Stewart (Ron) v. Minister of Justice for Canada</i> (B.C.), 27043, *05 1.3.99	408(99)	408(99)
<i>Stonojlovic v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 26876, *01 1.4.99	375(99)	556(99)
<i>Stuart v. Ernst & Young</i> (B.C.), 25964, *B	659(98)	
<i>Succession of Clifford Burton v. City of Verdun</i> (Que.), 26955, *A	1865(98)	
<i>Sullivan c. Camp Carowanis Inc.</i> (Qué.), 26771, *01 11.2.99	14(99)	247(99)
<i>Susin v. Harper Haney and White</i> (Ont.), 27221, *A	747(99)	
<i>Sutherland v. The Queen in right of Canada</i> (F.C.A.)(Ont.), 26056, *01 28.1.99	1967(97)	157(99)
<i>Syndicat des cols bleus de ville de Saint-Hubert c. Ville de Saint-Hubert</i> (Qué.), 27122, *A	333(99)	
<i>Syndicat des enseignantes et enseignants de la banlieue de Québec c. Commission scolaire des navigateurs</i> (Qué.), 26961, *B	1053(99)	
<i>Syndicat national des employés de l'aluminium d'Alma Inc. c. Fédération des syndicats du secteur de l'aluminium Inc.</i> (Qué.), 27272, *A	776(99)	
<i>Tailleur v. Sendziak</i> (Alta.), 27169, *A	536(99)	
<i>Tandon v. Canada Trustco Mortgage Co.</i> (Ont.), 27139, *02 29.4.99	486(99)	679(99)
<i>Teodorescu c. Barbeau</i> (Qué.), 27257, *A	774(99)	
<i>Têtu c. Bouchard</i> (Qué.), 26892, *02 6.5.99	542(99)	712(99)
<i>Therrien (Conrad) c. Banque Royale du Canada</i> (Qué.), 27049, *B	1053(99)	
<i>Therrien (Richard) c. Ministre de la Justice</i> (Qué.), 27004, *03 (sous réserve d'une audition sur la question de la compétence soulevée par le procureur général du Québec/subject to arguments on the jurisdiction raised by the Attorney General of Quebec) 17.6.99	753(99)	993(99)
<i>Thomas-Robinson v. Song</i> (Ont.), 27323, *A	938(99)	
<i>Thompson v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 27024, *01 20.5.99	667(99)	789(99)
<i>Thornhill Aggregates Ltd. v. Corporation of the District of Maple Ridge</i> (B.C.), 26818, *02 29.4.99	543(99)	680(99)
<i>Tin Wis Resort Ltd. v. Assessor of Area #05 - Port Alberni</i> (B.C.), 27015, *02 13.5.99	611(99)	759(99)
<i>Tinkasimire v. Valeo Engine Cooling Ltd.</i> (Ont.), 26996, *A	70(99)	
<i>Toronto Transit Commission v. Lindsay</i> (Ont.), 27092, *A	199(99)	
<i>Total Leisure R.V. Manufacturing Ltd. v. Olympic Building Systems Ltd.</i> (Man.), 27357, *A	1074(99)	
<i>Travailleuse et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, local 500 c. Ivanhoe Inc.</i> (Qué.), 27121, *A	333(99)	
<i>Tremblay (Sonia) c. Procureur général du Québec</i> (Qué.), 26883, *A	1657(98)	
<i>Trengrove Developments Inc. (94-2663(GST)G) v. The Queen</i> (F.C.A.)(Ont.), 26793, *02 7.1.99	1941(98)	22(99)
<i>Trudeau c. L. (M.)</i> (Qué.), 27274, *A	779(99)	
<i>Tsaoussis v. Baetz</i> (Ont.), 26945, *02 28.1.99	11(99)	152(99)
<i>Twin City Mechanical v. The Queen</i> (Ont.), 27196, *A	745(99)	
<i>Union of Nova Scotia Indians v. Attorney General of Nova Scotia</i> (N.S.), 26861, *01 21.1.99	75(99)	102(99)
<i>United Artists Corp. v. Pink Panther Beauty Corp.</i> (F.C.A.), 26689, *05 21.6.99	1068(99)	1068(99)
<i>United Nurses of Alberta, Local 115 v. Foothills Provincial General Hospital</i> (Alta.), 27098, *A	199(99)	
<i>V. (M.) v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 26527, *C	1276(98)	
<i>Vang v. The Queen</i> (Ont.), 27164, *A	773(99)	
<i>Varma (Aditya Narayan) v. Forsyth</i> (Ont.), 26750, *02 28.1.99	74(99)	154(99)
<i>Varma (Aditya Narayan) v. Rozenberg</i> (Ont.), 27110, *A	232(99)	

CUMULATIVE INDEX -
APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL

INDEX CUMULATIF - REQUÊTES
EN AUTORISATION DE POURVOI

<i>Veinot v. Veinot</i> (N.S.), 27047, *02 31.5.99	786(99)	906(99)
<i>Verchere v. Western Canadian Sopping Centres Inc.</i> (Ont.), 27138, *A	331(99)	
<i>Vigi Santé Ltée c. Procureur général du Québec</i> (Qué.), 27351, *A	1045(99)	
<i>Vigi Santé Ltée c. Ville de Montréal</i> (Qué.), 27227, *A	702(99)	
<i>Ville de Saint-Hubert c. Blanchet</i> (Qué.), 26872, *02 21.1.99	1974(98)	110(99)
<i>Ville de Saint-Hubert c. S.S.Q. Société d'assurance générale</i> (Qué.), 26738, *02 18.2.99	147(99)	299(99)
<i>Ville de Saint-Laurent c. 150460 Canada Inc.</i> (Qué.), 26821, *02 25.3.99	417(99)	491(99)
<i>Ville de Saint-Romuald c. Olivier</i> (Qué.), 27210, *A	746(99)	
<i>Ville de Sept-Îles c. Syndicat de la Fonction publique, section locale 2589</i> (Qué.) 27291, *A	778(99)	
<i>Vincent v. The Queen</i> (Ont.), 26925, *05 8.2.99	311(99)	311(99)
<i>Vuntut Gwitchin First Nation v. Attorney General of Canada</i> (F.C.A.)(Yuk.), 26808, *02 21.1.99	1875(98)	103(99)
<i>W. (A.) v. W. (C.H.)</i> (Alta.), 27269, *A	859(99)	
<i>Walcott v. Roach</i> (Ont.), 27242, *A	704(99)	
<i>Walters v. Northland Bank</i> (B.C.), 27293, *A	778(99)	
<i>Watts v. The Queen</i> , 27292, *A	935(99)	
<i>Ward v. Government of Saskatchewan</i> (Sask.), 26991, *02 4.3.99	235(99)	385(99)
<i>Weisenberger v. Johnson & Higgins Ltd.</i> (Man.), 27106, *A	333(99)	
<i>Weisfeld v. The Queen</i> (F.C.A.)(B.C.), 24334, *A	1595(94)	
<i>Wellcome Foundation v. Apotex Inc.</i> (F.C.A.)(Ont.), 26902 *02 21.1.99	1876(98)	104(99)
<i>WestarPetroleum Ltd. v. Colborne Capital Corp.</i> (Alta.), 27188,*A	538(99)	
<i>Westec Aerospace Inc. v. Raytheon Aricraft Co.</i> (B.C.), 27356, *A	1045(99)	
<i>Westfair Foods Ltd. v. Iverson</i> (Alta.), 27055, *02 8.7.99	941(99)	1083(99)
<i>Westfair Foods Ltd. v. Wright</i> (Alta.), 27055, *02 8.7.99	941(99)	1083(99)
<i>White Spot Limited v. British Columbia Labour Relations Board</i> (B.C.), 27249, *A	705(99)	
<i>Whiten v. Pilot Insurance Co.</i> (Ont.), 27229, *A	703(99)	
<i>Wightman c. Widdrington</i> (Qué.), 26989, *02 18.3.99	348(99)	467(99)
<i>Wild v. The Queen</i> (B.C.), 26384, *A	4(98)	
<i>Wilson (Kathleen A.) v. The Queen</i> (F.C.A.), 27283, *A	777(99)	
<i>Wilson (Sherry Lynn) v. Schierbeck</i> (Alta.), 27148, *A	335(99)	
<i>Woodward v. Stelco Inc.</i> (Ont.), 26865, *02 4.3.99	17(99)	390(99)
<i>Wyeth-Ayerst Canada Inc. c. Deghenghi</i> (Qué.), 26739, *02 11.2.99	13(99)	246(99)
<i>Yue v. The Queen</i> (F.C.A.), 27314, *A	979(99)	
<i>Zaretski v. Workers' Compensation Board</i> (Sask.), 26727, *01 28.1.99	1508(98)	157(99)
<i>Zellers Inc. v. Sharab Developments Ltd.</i> (B.C.), 27211, *A	746(99)	

This index includes appeals standing for judgment at the beginning of 1999 and all appeals heard in 1999 up to now.

Cet index comprend les pourvois en délibéré au début de 1999 et tous ceux entendus en 1999 jusqu'à maintenant.

*01 dismissed/rejeté

*02 dismissed with costs/rejeté avec dépens

*03 allowed/accueilli

*04 allowed with costs/accueilli avec dépens

*05 discontinuance/désistement

CASE/AFFAIRE	Hearing/ Audition Page	Judgment/ Jugement
65302 <i>British Columbia Ltd. v. The Queen</i> (F.C.A.)(B.C.), 26352	632(99)	
<i>Abouchard v. Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton — Section Publique</i> (Ont.), 25899	1788(98)	
<i>Attorney General for Ontario v. M.</i> (Ont.), 25838, *01 20.5.99	489(98)	802(99)
<i>Baker (Thomas Bruce) v. Francis</i> (Ont.), 26562	697(99)	
<i>Baker v. Minister of Citizenship and Immigration</i> (F.C.A.)(Ont.), 25823, *03 9.7.1999	1742(98)	1100(99)
<i>Batchewana Indian Band v. The Queen</i> (Ont.), 25708, *01 20.5.99	1545(98)	803(99)
<i>Beaulac v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26416, *03 20.5.99	409(99)	804(99)
<i>Bese v. Director, Forensic Psychiatric Institute</i> (Crim.)(B.C.), 25855, *01 17.6.99	1026(98)	1004(99)
<i>Best v. Best</i> (Ont.), 26345, The appeal is allowed on the issues of the valuation method and costs, L'Heureux-Dubé J. dissenting. In all other respects the appeal is dismissed. / Le pourvoi est accueilli sur la question de la méthode d'évaluation et sur celle des dépens. Le juge L'Heureux-Dubé est dissidente. Sous tous les autres rapports, le pourvoi est rejeté. 9.7.1999	314(99)	1100(99)
<i>Bond v. Novak</i> (B.C.), 26811 *02 20.5.99	474(99)	804(99)
<i>Bracklow v. Bracklow</i> (B.C.), 26178, *04 25.3.99	1744(98)	507(99)
<i>British Columbia Government and Service Employee's Union v. Government of British Columbia</i> (B.C.), 26274	361(99)	
<i>C. (L.) v. Mills</i> (Crim.)(Alta.), 26358	129(99)	
<i>Campbell v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 25780, appeal allowed in part / pourvoi accueilli en partie, 22.4.99	881(98)	633(99)
<i>Chambly (Ville) c. Gagnon</i> (Qué.), 26195, *04 25.1.99	161(99)	161(99)
<i>Children's Foundation v. Bazley</i> (B.C.), 26013, *02 17.6.99	1542(98)	1007(99)
<i>Davis v. The Queen</i> (Crim.)(Nfld.), 26441	410(99)	
<i>Delisle c. Attorney General of Canada</i> (Qué.), 25926	1544(98)	
<i>Des Champs v. Conseil des écoles séparées catholiques de langue française de Prescott-Russell</i> (Ont.), 25898	1788(98)	
<i>Dobson v. Dobson</i> (N.B.), 26152, *03 9.7.1999	1995(98)	1100(99)
<i>FBI Foods Ltd. v. Cadbury Schweppes Inc.</i> (B.C.), 25778, *04 28.1.99	716(98)	163(99)
<i>Fraser River Pile & Dredge Ltd. v. Can-Dive Services Ltd.</i> (B.C.), 26415	409(99)	
<i>G. (J.) v. Minister of Health and Community Services</i> (N.B.), 26005	1787(98)	
<i>Gladue v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 26300, *01 23.4.99	1996(98)	634(99)
<i>Guarantee Company of North America v. Gordon Capital Corp.</i> (Ont.), 26654	1070(99)	
<i>H (N.) v. M. (H.)</i> (B.C.), 26555, *03 17.2.99	314(99)	360(99)

<i>Hickey v. Hickey</i> (Man.), 26430, *04 18.2.99	315(99)	315(99)
<i>Jacobi v. Boys' and Girls' Club of Vernon</i> (B.C.), 26041, *01 17.6.99	1543(98)	1007(99)
<i>Jones v. Smith</i> (B.C.), 26500, *01 25.3.99	507(99)	507(99)
<i>Judges of the Provincial Court of Manitoba v. The Queen in right of the Province of Manitoba</i> (Man.), 24846	92(98)	
<i>Law v. Minister of Human Resources Development</i> (F.C.A.)(B.C.), 25374, *01 25.3.99	93(98)	506(99)
<i>Lepage v. The Queen</i> (Crim.)(Ont.), 26320, *01 17.6.99	1026(98)	1006(99)
<i>Liew v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 26676	504(99)	
<i>M.J.B. Entreprises Ltd. v. Defence Construction (1951) Ltd.</i> (Alta.), 25975, *03 22.4.99	1744(98)	633(99)
<i>M. & D. Farm Ltd. v. Manitoba Agricultural Credit Corp.</i> (Man.), 26215	162(99)	
<i>Marshall v. The Queen</i> (N.S.), 26014	1743(98)	
<i>Minister of Justice v. Burns</i> (Crim.)(B.C.), 26129	504(99)	
<i>Orlowski v. Director, Forensic Psychiatric Institute</i> (Crim.)(B.C.), 25751, *01 17.6.99	1026(98)	1005(99)
<i>Pearson c. La Reine</i> (Crim.)(Qué.), 24107	1995(98)	
<i>Poliquin c. Perron-Malenfant</i> (Qué.), 26451	473(99)	
<i>Poulin c. Morency</i> (Qué.), 26340	632(99)	
<i>R. v. Bunn</i> (Crim.)(Man.), 26339	869(99)	
<i>R. v. Campbell</i> (Alta.), 24831	92(98)	
<i>R. v. Corbière</i> (F.C.A.)(Ont.), 25708 *01 20.5.99	1545(98)	803(99)
<i>R. v. Ewanчук</i> (Crim.)(Alta.), 26493, *03 25.2.99	1579(98)	362(99)
<i>R. v. F. (W.J.)</i> (Crim.)(Sask.), 26854	800(99)	
<i>R. c. G. (B.)</i> (Crim.)(Qué.), 26226 *01 10.6.99	219(99)	955(99)
<i>R. c. Kabbabe</i> (Crim.)(Qué.), 25858	1965(98)	
<i>R. c. Jolivet</i> (Crim.)(Qué.), 26646	360(99)	
<i>R. v. Monney</i> (Crim.)(Ont.), 26404, *03 23.4.99	1965(98)	633(99)
<i>R. v. Proulx</i> (Crim.)(Alta.), 26376	869(99)	
<i>R. v. R. (R.A.)</i> (Crim.)(Man.), 26377	870(99)	
<i>R. v. S. (R.N.)</i> (Crim.)(B.C.), 26462	870(99)	
<i>R. v. S. (R.W.)</i> (Crim.)(Man.), 26757, *03 17.3.99	473(99)	473(99)
<i>R. v. Stone</i> (Crim.)(B.C.), 26032, *01 27.5.99	1091(98)	873(99)
<i>R. v. Sundown</i> (Crim.)(Sask.), 26161, *01 25.3.99	1742(98)	506(99)
<i>R. v. Trombley</i> (Crim.)(Ont.), 26755, *01 23.4.99	696(99)	696(99)
<i>R. v. W. (G.)</i> (Crim.)(Nfld.), 26705, *03 16.6.99	1069(99)	1069(99)
<i>R. v. W. (L.F.)</i> (Crim.)(Nfld.), 26329	871(99)	
<i>R. v. Warsing</i> (Crim.)(B.C.), 26303	1054(98)	
<i>R. v. Wells</i> (Nfld.), 26362	800(99)	
<i>R. v. White</i> (Crim.)(B.C.), 26473, *01 10.6.99	1789(98)	955(99)
<i>R. in Right of Canada v. Del Zotto</i> (Crim.)(Ont.), 26174, *04 21.1.99	131(99)	132(99)
<i>Richter & Associés Inc. c. Sous-ministre du Revenu du Québec</i> (Qué.), 26272, *03 29.4.99	696(99)	698(99)
<i>Royal Bank of Canada v. W. Got & Associates Electric Ltd.</i> (Alta.), 26081	1889(98)	
<i>Ryan v. Corporation of the City of Victoria</i> (B.C.), 25704, *04 28.1.99	1027(98)	163(99)
<i>Shell Canada Ltd. v. The Queen</i> (F.C.A.), 26596, *04 14.6.99 (the cross-appeal is dismissed with costs/le pourvoi incident est rejeté avec dépens)	1002(99)	1002(99)
<i>Starr v. The Queen</i> (Crim.)(Man.), 26514	1964(98)	
<i>Stone v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 25969, *01 27.5.99	1091(98)	873(99)
<i>Thomas v. The Queen</i> (Crim.)(B.C.), 25943	1054(98)	
<i>United Food and Commercial Workers International Union, Local 1288P v. Alisco Building Products Ltd.</i> (N.B.), 26203	312(99)	
<i>United Food and Commercial Workers Local 1518 v. Kmart Canada Ltd.</i> (B.C.), 26209	313(99)	
<i>Vancouver Society of Immigrant & Visible Minority Women v. Minister of</i>		

<i>National Revenue</i> (F.C.A.)(B.C.), 25359, *01 28.1.99	354(98)	163(99)
<i>Wells v. The Queen</i> (Crim.)(Alta.), 26642	872(99)	
<i>Westbank First Nation v. British Columbia Hydro and Power Authority</i> (B.C.), 26450, *01 21.6.99	1071(99)	1071(99)
<i>Winko v. Director, Forensic Psychiatric Institute</i> (Crim.)(B.C.), 25856, *01 17.6.99	1026(98)	1003(99)
<i>Winters v. Legal Services Society</i> (Crim.)(B.C.), 26180	1964(98)	
<i>Zink c. Graybec Immobilier Inc.</i> (Qué.), 26314, *02 21.1.99	161(99)	161(99)

DEADLINES: APPEALS

DÉLAIS: APPELS

The Fall Session of the Supreme Court of Canada will commence October 4, 1999.

La session d'automne de la Cour suprême du Canada commencera le 4 octobre 1999.

Pursuant to the *Supreme Court Act* and *Rules*, the following requirements for filing must be complied with before an appeal can be inscribed for hearing:

Conformément à la *Loi sur la Cour suprême* et aux *Règles*, il faut se conformer aux exigences suivantes avant qu'un appel puisse être inscrit pour audition:

Appellant's record; appellant's factum; and appellant's book(s) of authorities must be filed within four months of the filing of the notice of appeal.

Le dossier de l'appellant, son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les quatre mois de l'avis d'appel.

Respondent's record (if any); respondent's factum; and respondent's book(s) of authorities must be filed within eight weeks of the date of service of the appellant's factum.

Le dossier de l'intimé (le cas échéant), son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les huit semaines suivant la signification de ceux de l'appellant.

Intervener's factum and intervener's book(s) of authorities, if any, must be filed within four weeks of the date of service of the respondent's factum, unless otherwise ordered.

Le mémoire de l'intervenant et son recueil de jurisprudence et de doctrine, le cas échéant, doivent être déposés dans les quatre semaines suivant la signification de ceux de l'intimé.

Parties' condensed book, if required, must be filed on or before the day of hearing of the appeal.

Le recueil condensé des parties, le cas échéant, doivent être déposés au plus tard le jour de l'audition de l'appel.

Please consult the Notice to the Profession of October 1997 for further information.

Veillez consulter l'avis aux avocats du mois d'octobre 1997 pour plus de renseignements.

The Registrar shall inscribe the appeal for hearing upon the filing of the respondent's factum or after the expiry of the time for filing the respondent's factum.

Le registraire inscrit l'appel pour audition après le dépôt du mémoire de l'intimé ou à l'expiration du délai pour le dépôt du mémoire de l'intimé.

SUPREME COURT OF CANADA SCHEDULE
CALENDRIER DE LA COUR SUPREME

- 1999 -

OCTOBER - OCTOBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
					1	2
3	M 4	5	6	7	8	9
10	H 11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24						
31	25	26	27	28	29	30

NOVEMBER - NOVEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	M 1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	H 11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30				

DECEMBER - DECEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	3	4
5	M 6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	H 27	H 28	29	30	31	

- 2000 -

JANUARY - JANVIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	H 3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	M 17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

FEBRUARY - FÉVRIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	M 14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29				

MARCH - MARS						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	M 13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

APRIL - AVRIL						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	H 21	22
23	H 24	25	26	27	28	29
30						

MAY - MAI						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	M 15	16	17	18	19	20
21	H 22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUNE - JUIN						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	M 12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

Sittings of the court:
Séances de la cour:

Motions:
Requêtes:

Holidays:
Jours fériés:

M
H

18 sitting weeks / semaines séances de la cour
77 sitting days / journées séances de la cour
9 motion and conference days / journées requêtes, conférences
4 holidays during sitting / jours fériés durant les sessions